

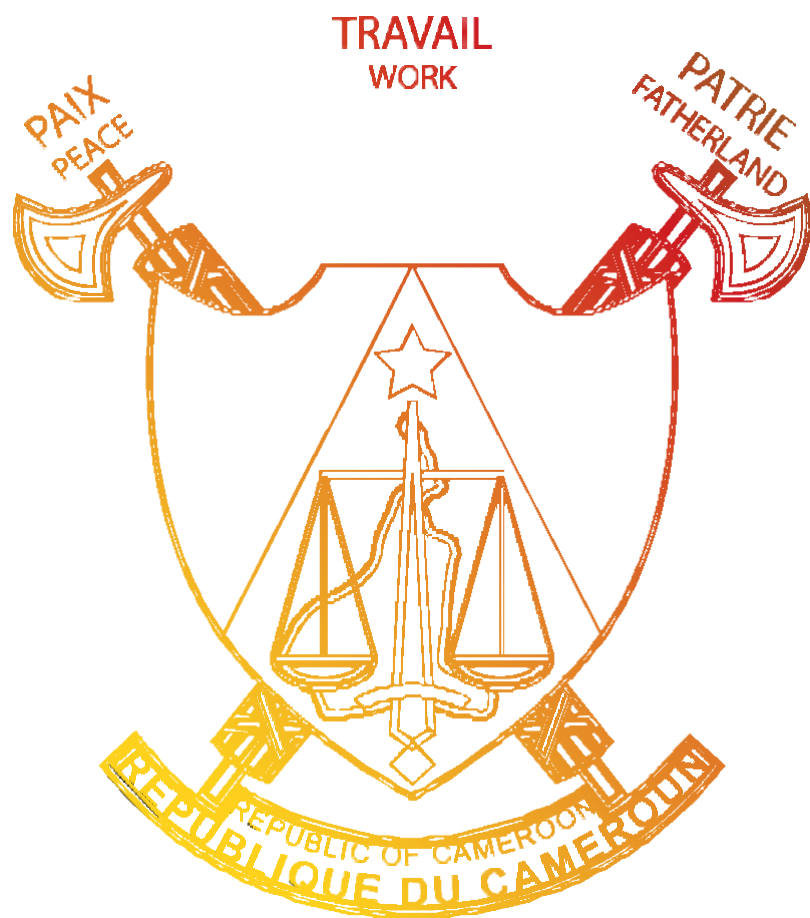


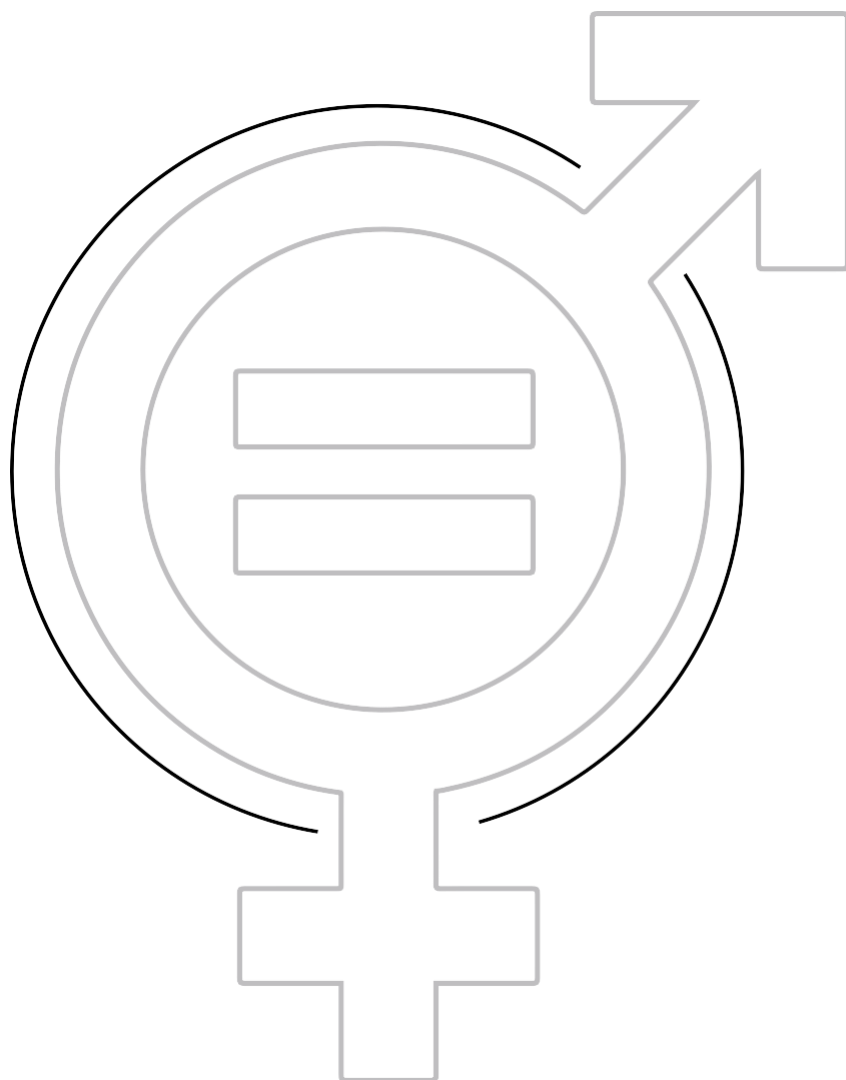
REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



Projet de Loi de Finances 2026

Document Budgétaire Sensible au Genre





	SOMMAIRE	I
	RESUME EXECUTIF	1
	INTRODUCTION	3
01	I. CADRE NORMATIF, STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN	5
	I.1. Cadre normatif.....	5
	I.2. Cadre stratégique	7
	I.3. Cadre institutionnel	9
	I.3.1. Au niveau gouvernemental.....	9
	I.3.1.1. Au plan stratégique :	10
	I.3.1.2. Au niveau de la coordination technique :	10
	I.3.1.3. Au niveau opérationnel :	12
	I.3.2. Au niveau des organes constitutionnels	13
	I.3.3. Au niveau des organes consultatif et Partenaires au développement.....	13
	I.4 Défis structurels et perspectives d'amélioration.....	13
	I.4.1 Défis structurels	14
	I.4.2 Perspectives d'amélioration	15
02	II. PRINCIPAUX ENJEUX, AVANCEES EN MATIERE DE PROMOTION DU GENRE.....	18
	18
	II.1. Enjeux genre suivant les piliers de la Stratégie Nationale de Développement.....	18
	2020-2030 (SND-30)	18
	II.2. Avancées enregistrées selon les indicateurs de la Politique Nationale	27
	Genre (PNG)	27
	II.3. Quelques avancées enregistrées par administration pilote.....	48
	II.3.1. Exécution financière globale des dépenses sensibles au genre au titre de	48
	l'exercice budgétaire 2024	48
	II.3.2. Détail de l'exécution financière et technique des dépenses par activité	51
	suivant les administrations	51
	II.4. Analyses de l'exécution des dépenses à mi-parcours du budget 2025.....	91
	II.5. Points sur les analyses situationnelles genre	117
	II.6. Cartographie des acteurs dans les administrations pilotes	133
03	III. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES BUDGETS 2026 DES ADMINISTRATIONS PILOTES	136
	III.1. Budgétisation des activités genre sensibles dans les projets de performances des administrations pilotes et analyse des ratios.....	Erreur ! Signet non défini.
	III.1.1. Analyse de la prise en compte du genre dans le budget de 2026 suivant les axes de la PNG	137

III.1.2. Analyse de la contribution budgétaire des dépenses supports des administrations pilotes à la réalisation des objectifs de réduction des inégalités entre les sexes	149
III.1.3. Analyse suivant les administrations pilotes	149
III.1.4. Analyse suivant les programmes budgétaires des administrations pilotes	152
III. 2. Application de l'outil marqueur genre	154
III.2.1. Approche méthodologique	154
III.2.2. Résultat de l'application du marqueur	156
04 IV. EVOLUTION DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LE BUDGET DE L'ETAT DE 2022 A 2026	165
IV.1 Ecart entre les budgets programmés entre 2024 et 2026	Erreur ! Signet non défini.
IV.2. Profils des ratios genre programmés de 2022 et 2026 suivant les programmes budgétaire	166
CONCLUSION ET PERSPECTIVES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ANNEXES	171

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACEFA	Amélioration de la Compétitivité des Exploitation Familiale Agropastorales
AD	A Déterminer
AEP	Alimentation en Eau Potable
AFD	Agence Française de Développement
AFECNO	Association des Femmes des Collectivités Territoriales Décentralisées de la Région du Nord
AFEMEPIA Centre	Association des femmes du Ministère de l'Élevage des Pêches et de l'Industrie animal pour le centre
AFEMEPIAH	Association des femmes du Ministère de l'Élevage des Pêches et de l'Industrie Animal et Halieutique
AFOP - PCP	Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle dans les Secteurs de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche, de la Phase de Consolidation et de Pérennisation
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
AFRITAC CENTRE	Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire International pour l'Afrique Centrale
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AIMS	Institut Africain des Sciences Mathématiques
AN	Assemblée Nationale
APC	Approche Par Compétence
APEE	Association des Parents d'Élèves et des Enseignants
ARV	Anti-Retroviral
ATPC	Assainissement total piloté par la communauté
AWLN	Official Launch of the African Women Leaders Network in Cameroon
BIP	Projets d'Investissement Public
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
BSGE	Budgétisation Sensible au Genre et à l'Enfant
BUCREP	Bureau Central des Recensements et Etudes de Population
CADHP	Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
CAED	Centres d'Accueils des enfants en Détresses
CAMB	Centre d'Accueil pour Mineurs de Bertoua
CAO	Conception Assisté par Ordinateur
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CCC	Communication pour le Changement de Comportement
CCOUSP	Centre de Coordination des Opérations d'Urgence de Santé Publique
CDE	Camerounaise Des Eaux

SIGLES ET ABREVIATIONS

CDMT	Cadres de Dépenses à Moyen Terme
CDNO	Caisse de Développement de l'Élevage du Nord –Ouest
CEAC	Centre d'Éducation et d'Actions Communautaire
CEBNF	Centre de l'Éducation de Base Non Formel
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes
CEP	Certificat d'Étude Primaire
CESO	Comité de Reflexion pour la Science Ouverte
CFPR-MI	Centres de Formation Professionnelle Rapides et Métiers Industriels
CHR	Centre hospitalier Régional
CHUR	Centre Hospitalier Universitaire Régional
CHUY	Centre Hospitalier et Universitaire de Yaoundé
CNDDR	Comité National de Désarmement de Démobilisation et de Réintégration
CNERSH	Comité National d'Éthique pour la Recherche en Santé Humaine
CNiv	Cartes Nationales d'Invalidité
CNPBM	Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme
CNRPH	Centre National de Réhabilitation des personnes handicapés
CNU	Charte des Nations Unies
COVID19	Corona Virus 2019
CPFF	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CPN	Consultation Prénatale
CRV	Cartographies de Risques et de vulnérabilité
CSP	Cadre Stratégique de Performance
CSU	Couverture Santé Universelle
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CU	Communauté Urbaine
DBSG	Document Budgétaire Sensible au Genre
DDEB	Dominant Dystrophic Epidermolysis Bullosa
DFA	Droits des Femmes en Afrique
DGSN	Délégation Générale à la Sûreté Nationale
DHIS	District Health Information Software
DMP	Dossier Médical Partagé
DOB	Débat d'Orientations Budgétaire
DOVAS	Division de l'Orientation de la Vie et de l'Assistance Scolaire

SIGLES ET ABREVIATIONS

DPE	Développement de la Petite Enfance
DPEF	Déclaration de Performance Extra-Financière
DREB	Délégation Régionale de l'Éducation de Base
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
ECAM	Enquêtes Camerounaises auprès des Ménages
ECS	Éducation Complète à la Sexualité
EDR	Enfant de la Rue
EDS	Enquête Démographique de la Santé
EDSC-V	Enquête Démographique et de Santé du Cameroun -V
EDS-MICS	Enquête Démographique et de Santé – Multiple Indicators Clustery Survey
EESI	Enquête sur l'Emploi et le secteur Informel
EFA	Exploitations Familiales Agricoles
ELECAM	Election Cameroon
ENIEG	École Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général
ENS	École Normale Supérieure
EP	Établissements Préscolaires
EPA	Etablissement Public Administratif
EPIA	Élevage, Pêche et Industries Animales
EPIAH	Élevage, Pêche, Industries Animales et Halieutiques
FAIRMED	
FAO	Food and Agriculture Organisation
FCFA	Franc de la Coopération Française d'Afrique
FCP	Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire
FEICOM	Fonds d'Équipement et d'Intervention Intercommunale
FENASCO	Fédération Nationale des Scolaires
FFMO	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FINEX	Financement Extérieur
FMI	Fonds Monétaire International
FOSA	Formation Sanitaire
FSLC	First School Living Certificate
FSMS	Food Security Monitoring Systems

SIGLES ET ABREVIATIONS

GCCASP	African Gender Climate Change and Agriculture Support Programme
GIC	Groupeement d'Initiative Commune
GIZ	Société allemande pour la cooperation internationale
GTSA	Groupe de Travail sur la Sécurité Alimentaire
HACCP	Hazard Analysis Critical Control Point
HTA	Hypertension Artérielle
HVC	Haute Valeur de Conservation
INS	Institut National de la Statistique
IPN	Inspecteur Pédagogique Nationale
IPR	Inspecteur Pédagogique Régionale
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JIF	Journée Internationale de la Femme
JIPH	Journée Internationale des Personnes Handicapés
JPO/ESTP	Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel
LMMI	Lutte contre la Mortalité Maternelle et Infantile
LNSP	Laboratoire National de Santé Publique
MCNT	Maladies Chroniques Non Transmissibles
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MGPB	Marqueur Genre sur les Programmes Budgétaires
MILDA	Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MINCOM	Ministère de la Communication
MINDCAF	Ministère du Domaine des Cadastres et des Affaires Foncières
MINDDEVEL	Ministère de le Décentralisation et du Développement Local
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEDUB	Ministère de l'Éducation de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Énergie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature et Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales

SIGLES ET ABREVIATIONS

MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieure
MINFI	Ministère des Finances
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
MINJUSTICE	Ministère de la Justice
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Économie Sociales et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère de poste et Télécommunication
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINSanité	Ministère de la Santé
MINT	Ministère du Transport
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
NA	Not Applicable
NASLA	National School of Local Administration
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONSP	Observatoire Nationale de la Santé Publique
ONUFEFME	Organisation des Nations Unies pour la Femme
ONVC	Ordre National des Vétérinaires du Cameroun
OP	Organisations Paysannes
OPA- DOPA	Organisation de Producteurs Agricoles – Direction des Organisations Professionnelles Agricoles et de l'Appui aux exploitations Agricoles
OSC	Organisation de la Société Civile
PADFA	Projet d'appui au Développement des Filières Agricoles
PADFC	Projet d'Appui au Développement de la Filière Champignon Comestible
PADRT	Projet d'appui au développement des racines et tubercules
PAIRPPEV	Programme d'appui à l'insertion et à la réinsertion socio professionnelle des personnes vulnérables
PAMFIP	Programme d'Appui à la Modernisation des Finances Publiques
PAPMAV-Q	Projet d'Appui à la Production du Matériel Végétal de Qualité.
PARPAC	Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun.
PASMNI	Projet d'appui à la Santé Maternelle Néonatale et Infantile
PCP - ACEFA	Programme de Consolidation et de Pérennisation – Programme d'Appui à la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales
PD-CVEP	Projet de Développement des Chaines de Valeurs d'Élevage et de la Pisciculture

SIGLES ET ABREVIATIONS

PD-CVEP	Projet de Développement des Chaines de Valeurs d'Élevage et de la Pisciculture au Cameroun
PDEA	Projet de Développement de l'Entrepreneuriat Aquacole
PEA –JEUNE	Programme d'Entrepreneuriat jeune
PESVISIDANE	Projet d'Élimination de la Transmission du VIH et du Sida de la Mère a l'Enfant
PFE	Pratiques Familiales Essentielles
PIB	Produit Intérieur Brut
PIDMA	Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles
PND CF	Projet National de Développement de Cultures Fruitières
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNG	Politique Nationale du Genre
PNUD	Programme de Développement de Nations Unies
PPA	Projet de Performance Annuel
PPBS	Planification Programmation Budgétisation et Suivi/Évaluation
PRC	Présidence de la République du Cameroun
PRESYNAT	Projet de Renforcement du Système National de Transfusion
PROBMIS	Program Budget Management Information System
PSV	Personne Socialement Vulnérable
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTME	Prévention de Transmission VIH Mère-Enfant
PVVIH	Personnes Vivantes avec le VIH
RAP	Rapports Annuel de Performance
REFELACAM	Réseau des Femmes Élues d'Afrique Section Cameroun
RESUC	Registre Social Unifié du Cameroun
RGAE	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage
RGPH	Recensement Général de la Population et l'Habitat
SAVI	Salon Avicole International de Yaoundé ()
SDSR	Stratégie de Développement du Secteur Rural
SND	Stratégie Nationale de Développement
SPISA	Système Permanent et Intégré des Statistiques Agropastorales ;
SPM	Service du Premier Ministre
SRME	Santé de Reproduction Mère et Enfant
STEM	Science, Technology, Engineering and Mathematics
STIM	Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques

SIGLES ET ABREVIATIONS

SWEDD	Sahel Women Emporwerment and Demographic Dividend Project
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TCP	Technical Cooperation Project
UPI	Unité Pédagogique d'Intégration
UTS	Unités Techniques Spécialisées
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
ZEP	Zone Éducation Prioritaire

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : SYNTHÈSE DES PRINCIPALES AVANCÉES ENREGISTRÉES POUR L'AXE STRATÉGIQUE N°1 DE LA PNG	27
TABLEAU 2 : TAUX DE RÉUSSITE (%) AUX EXAMENS OFFICIELS EN 2024	31
TABLEAU 3 : SYNTHÈSE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 2	35
TABLEAU 4 : SYNTHÈSE DES PRINCIPALES AVANCÉES ENREGISTRÉES POUR L'AXE STRATÉGIQUE N°3 DE LA PNG	37
TABLEAU 5 : SYNTHÈSE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 4	41
TABLEAU 6 : SYNTHÈSE DES PRINCIPALES AVANCÉES ENREGISTRÉES POUR L'AXE STRATÉGIQUE N°5 DE LA PNG	43
TABLEAU 7 : SYNTHÈSE DES PRINCIPALES AVANCÉES ENREGISTRÉES POUR L'AXE STRATÉGIQUE N°6 DE LA PNG	45
TABLEAU 8 : SYNTHÈSE DES PRINCIPALES AVANCÉES ENREGISTRÉES POUR L'AXE STRATÉGIQUE N°7 DE LA PNG	47
TABLEAU 9 : ÉCARTS ENTRE LES DÉPENSES PRÉVUES DANS LE DBSG2024 ET CELLES RETENUES	48
A L'ISSUE DE LA RÉVISION DE LA LF2024.....	48
TABLEAU 10 : EXÉCUTION FINANCIÈRE DES DÉPENSES SENSIBLES AU GENRE AU TITRE EXERCICE 2024.....	49
TABLEAU 11 : FACTEURS EXPLICATIFS DES ÉCARTS OBSERVÉS AU NIVEAU DES MONTANTS AFFICHÉS.....	50
LORS DE LA BUDGETISATION ET DE L'EXÉCUTION	50
TABLEAU 12 : EXÉCUTION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2024 DU MINESEC.....	51
TABLEAU 13 : EXÉCUTION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2024 DU MINEDUB.....	57
TABLEAU 14 : EXÉCUTION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2024 DU MINEPIA	59
TABLEAU 15 : EXÉCUTION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2024 DU MINAS	63
TABLEAU 16 : EXÉCUTION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2024 DU MINEPAT	68
TABLEAU 17 : EXÉCUTION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2024 DU MINDDEVEL	71
TABLEAU 18 : EXÉCUTION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2024 DU MINPROFF.....	72
TABLEAU 19 : EXÉCUTION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2024 DU MINSANTE.....	76
TABLEAU 20 : EXÉCUTION DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2024 DU MINFI	88
TABLEAU 21 : EXÉCUTION A MIS PARCOURS (SEPTEMBRE) DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2025.....	91
TABLEAU 22 : EXÉCUTION A MI-PARCOURS (SEPTEMBRE) DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE	95
BUDGET 2025 DU MINEDUB.....	95
TABLEAU 23 : EXÉCUTION A MIS PARCOURS (SEPTEMBRE) DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2025 DU MINAS.....	97
TABLEAU 24 : EXÉCUTION A MIS PARCOURS (SEPTEMBRE) DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE BUDGET 2025 DU MINEPAT	101
TABLEAU 25 : EXÉCUTION A MIS PARCOURS (SEPTEMBRE) DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE	105
BUDGET 2025 DU MINDDEVEL	105
TABLEAU 26 : EXÉCUTION A MIS PARCOURS (SEPTEMBRE) DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE	106
BUDGET 2025 DU MINPROFF	106
TABLEAU 27 : EXÉCUTION A MIS PARCOURS (SEPTEMBRE) DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE	108
BUDGET 2025 DU MINSANTE.....	108
TABLEAU 28 : EXÉCUTION A MIS PARCOURS (SEPTEMBRE) DES ACTIVITÉS GENRE SENSIBLE DANS LE	115
BUDGET 2025 DU MINFI	115
TABLEAU 29 : EXTRAIT DU TABLEAU DES DISPARITÉS SUR LA REPRÉSENTATION EFFECTIVE DES FEMMES	122
ET DES HOMMES DANS LE DOMAINE POLITIQUE	122
TABLEAU 30 : EFFECTIFS DES FEMMES AUX POSTES DE PRISE DE DÉCISION EN 2025.....	133

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 31 : EVOLUTION DE LA REPRÉSENTATIVITÉ FÉMININE DE 2019 À 2025	134
TABEAU 32 : POIDS BUDGETAIRE DES AXES DE LA PNG EN 2026	137
TABEAU 33 : CONTRIBUTION DES ADMINISTRATIONS AU BUDGET PREVU POUR LA MISE EN ŒUVRE.....	138
DES AXES DE LA PNG	138
TABEAU 34 : DEPENSES PREVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 1 DE LA PNG	139
TABEAU 35 : DEPENSES PREVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 2 DE LA PNG	141
TABEAU 36 : DEPENSES PREVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 3 DE LA PNG	143
TABEAU 37 : DEPENSES PREVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 4 DE LA PNG	145
TABEAU 38 : DEPENSES PREVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 5 DE LA PNG	146
TABEAU 39 : DEPENSES PREVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 6 DE LA PNG	147
TABEAU 40 : DEPENSES PREVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 6 DE LA PNG	148
TABEAU 41 : CONTRIBUTION DES FONCTIONS SUPPORTS AU BUDGET GENRE DES ADMINISTRATIONS	149
TABEAU 42 : DISTRIBUTION DU BUDGET GENRE SELON LES ADMINISTRATIONS PILOTES.....	150
TABEAU 43 : DISTRIBUTION DU BUDGET GENRE SELON LA NATURE DE LA DEPENSE.....	151
TABEAU 44 : DISTRIBUTION DU BUDGET GENRE PAR PROGRAMME BUDGETAIRE ET SELON LES	152
ADMINISTRATIONS	152
TABEAU 45 : GRILLE ET CRITERES DE NOTATION DES PROGRAMMES SELON LE MARQUEUR GENRE	155
CAMEROUN.....	155
TABEAU 46 : RESULTATS DE L'APPLICATION DU MARQUEUR GENRE.....	157
TABEAU 47 : EVOLUTION DES RATIOS GENRE PAR ADMINISTRATIONS DE 2022 A 2026	166

RESUME EXECUTIF

Conformément aux directives du Président de la République pour l'exercice budgétaire 2026, la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) s'affirme comme un principe structurant de l'action publique, en cohérence avec la Stratégie Nationale de Développement (SND30) et la Politique Nationale Genre (PNG 2021–2030). Cet engagement a été réaffirmé par le Chef de l'État lors de sa prestation de serment du 06 novembre 2025, au cours duquel il a placé son nouveau mandat sous le signe de la protection et de la promotion des femmes et des jeunes.

Le Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG 2026) constitue l'outil central d'opérationnalisation, d'analyse et de suivi de l'intégration du genre dans le cycle budgétaire. Couvrant dix administrations pilotes notamment le MINFI, MINEPAT, MINPROFF, MINDDEVEL, MINADER, MINEPIA, MINEDUB, MINESEC, MINAS et MINSANTE. Il met en évidence les enjeux, les avancées, les limites et les perspectives de la prise en compte du genre dans les politiques publiques.

Des progrès significatifs sont observés dans la déclinaison des sept axes stratégiques de la PNG. Sur le plan normatif, la consolidation du cadre juridique et la clarification des rôles institutionnels ont renforcé l'ossature de l'action publique en matière d'égalité de genre. Sur le plan sectoriel, plusieurs administrations ont intégré la dimension genre dans les Cadres Stratégiques de Performance (CSP). Des avancées majeures apparaissent notamment dans l'éducation, la santé, les affaires sociales et la promotion de la femme. Toutefois, un écart persiste entre les engagements formalisés et leur mise en œuvre opérationnelle, en raison des contraintes liées à la disponibilité des données sexo-désagrégées, la définition des valeurs de référence de certains indicateurs et l'alignement des cibles intermédiaires avec les priorités de la PNG.

La notation issue du marqueur confirme cette dynamique globalement positive, mais encore hétérogène. Les ministères tels que le MINPROFF, MINAS, MINSANTÉ et MINESEC obtiennent des scores significatifs ou principaux, signe d'une bonne intégration du genre dans leurs programmes. D'autres administrations, telles que le MINADER, le MINEPAT et le MINDDEVEL, affichent une intégration moyenne, les objectifs et indicateurs retenus restant largement neutres. Enfin, certains ministères notamment le MINEPIA, le MINFI, le MINEDUB présentent des notations faibles ou non orientées, reflétant l'absence d'analyse situationnelle genre ou l'insuffisance des allocations dédiées (inférieures au seuil de 5 % du budget programme).

L'analyse met en évidence une meilleure visibilité des dépenses sensibles au genre, conséquence de l'harmonisation des méthodologies, et du renforcement des contributions sectorielles.

RESUME EXECUTIF

Toutefois, l'exécution technique et financière demeure inégale selon les ministères, et les crédits explicitement orientés vers la réduction des inégalités de genre restent limités. L'insuffisante disponibilité de données sexo-désagrégées constitue un frein majeur à l'appréciation de l'impact réel des programmes. Dans l'ensemble, la période 2022–2026 témoigne d'une progression, mais encore marquée par des avancées non linéaires.

Les principaux obstacles recensés concernent la faiblesse de la production statistique sexo-désagrégée, la neutralité persistante des objectifs et indicateurs programmatiques, l'hétérogénéité des capacités des points focaux genre et BSG, les difficultés d'exécution budgétaire des activités sensibles au genre et une articulation encore insuffisante entre les CSP, CDMT, PPA et RAP.

Afin de renforcer la BSG, il est recommandé de :

- institutionnaliser durablement les directives BSG dans la circulaire présidentielle, les lettres de cadrage et la circulaire d'exécution du budget ;
- exiger, dans la préparation budgétaire, l'analyse systématique des impacts sexo-spécifiques et la production de données ventilées par sexe ;
- intensifier le dialogue de gestion entre MINFI, MINEPAT, points focaux genre et BSG ;
- renforcer l'implication des parlementaires, des acteurs économiques, de la société civile et des partenaires techniques et financiers ;
- élargir le périmètre des administrations pilotes en 2027 en intégrant le MINPOSTEL, le MINJUSTICE, le MINEFOP, le MINFOPRA, MINDCAF, la DGSN, le MINAT, le MINREX, le MINDEF, le MINPMEESA et le MINJEC.

INTRODUCTION

La Circulaire présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat pour le compte de l'exercice 2026, prévoit l'élaboration du Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG) comme annexe à la loi de finances. Une fois de plus, ce positionnement marque la volonté du Gouvernement de traduire dans les faits l'égalité de genre, d'impulser une dynamique d'ensemble et d'informer sur les initiatives sectorielles destinées à garantir la prise en compte équitable des besoins et des intérêts différenciés des hommes et des femmes dans les processus de développement.

Cet engagement politique a été renouvelé par le Chef de l'État, lors de la prestation de serment du 6 novembre 2025, vient conforter cette dynamique. Plaçant son mandat sous le signe de la protection et de la promotion des femmes et des jeunes filles, il a affirmé que leur situation serait « au cœur de son action ». Il a annoncé un appui renforcé aux secteurs attractifs pour les femmes, ainsi qu'un effort accru pour garantir leur sécurité, leur épanouissement et leur inclusion dans les espaces scolaires, professionnels et sociaux.

Objectif du Document Budgétaire Sensible au Genre

Le présent Document Budgétaire Sensible au Genre met la lumière sur l'action publique visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, les filles et les garçons, en établissant les liens essentiels entre les politiques mises en œuvre et les allocations budgétaires conséquentes. Son objectif principal est de présenter les efforts déployés par le gouvernement et les administrations publiques à promouvoir l'égalité des sexes.

Ainsi, le Document Budgétaire Sensible au Genre permet non seulement d'analyser les causes et les conséquences des disparités de genre identifiées dans les programmes et projets. Il sert également de document de référence pour informer, sensibiliser et faire le plaidoyer à l'endroit des différents acteurs (Parlement, citoyens, organisations de la société civile).

Le processus d'élaboration du DBSG étant inclusif, fait intervenir trois grands groupes d'acteurs : les administrations pilote (Points focaux BSG, acteurs de la chaîne PPBS), la coordination technique (comité interministériel), et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) au rang desquels AFRITAC- CENTRE, ONUFEMME et la GIZ. La méthodologie comprend : la construction d'un canevas des contributions des ministères, la rédaction des contributions attendues des administrations pilotes et enfin la consolidation desdites

INTRODUCTION

contributions par le secrétariat technique placé sous l'égide de la Direction Générale du Budget au MINFI.

En 2025, le DBSG 2026 a connu une amélioration dans la qualité des analyses du fait de l'aboutissement de certaines réformes dans le processus d'élaboration du budget. On peut notamment citer :

- La prise en compte du genre au niveau des Cadres Stratégiques de Performance (CSP). Pour y parvenir, plusieurs travaux préalables ont été réalisés notamment les Analyses Situationnelles Genre (MINDEVVEL, MINSANTE et MINEDUB), la construction de la matrice de triangulation stratégique entre la SND 30, la Politique Nationale du Genre (PNG), et CSP ; et la tenue du Comité Interministériel d'Examen des Programmes (CIEP).

- La réforme du format des PPA par programme pour prendre en compte les spécificités genre de chaque programme et en faciliter le suivi.

Au demeurant, ce document est un résumé d'ensemble de la mise de la PNG. Les remarques du Gouvernement, des élus du peuple et de la société civile sur son contenu sont susceptibles d'entraîner des changements dans la définition des priorités au cours des prochains exercices budgétaires.

Périmètre et champ d'application

La cinquième édition du Document Budgétaire Sensible au Genre s'est maintenue sur dix (10) administrations pilotes, notamment celles en charge de l'agriculture, de l'élevage, de la décentralisation, de l'éducation de base, des enseignements secondaires, de la santé, des affaires sociales, de la promotion de la femme, de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, et des finances.

Le présent document est structuré autour de quatre parties à savoir i) le cadre normatif stratégique et institutionnel de la BSG au Cameroun, ii) les principaux enjeux et avancées en matière de promotion du genre, iii) l'analyse de la prise en compte du genre dans les budgets 2026 des administrations pilotes, iv) l'évolution de la prise en compte du genre dans le budget de l'Etat de 2022 à 2026.

CADRE NORMATIF, STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN



I. CADRE NORMATIF, STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN

La budgétisation sensible au genre au Cameroun s'appuie sur un dispositif normatif, stratégique et institutionnel solide, conçu pour intégrer efficacement les enjeux liés à l'égalité des sexes l'ensemble du processus budgétaire. Sa mise en œuvre s'inscrit dans un cadre normatif structuré, en cohérence avec les engagements internationaux et nationaux du pays et poursuit des objectifs spécifiques visant à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, réduire la vulnérabilité des femmes et optimiser l'allocation des ressources publiques face aux défis posés par les inégalités hommes femmes.

I. 1. Cadre normatif

Au Cameroun, le respect des droits de l'Homme et particulièrement ceux de la femme est un engagement fort comme en témoigne la ratification de la plupart des instruments internationaux et régionaux de promotion et de protection des droits humains (traités, conventions et pactes) qui prônent les principes d'égalité et de non-discrimination entre les femmes et les hommes dans tous les domaines. Au niveau international, il y a lieu de citer entre autres :

- La Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF) ;
- La Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants ;
- La Résolution 1325 et les résolutions connexes des Nations Unies sur « femmes, paix et sécurité ». Au niveau régional, plusieurs instruments ont également été ratifiés, notamment
- La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et son Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo) ;
- La Déclaration d'Addis-Abeba sur l'Egalité entre les Hommes et les Femmes en Afrique
- La Convention contre la traite des femmes et des enfants.

Au-delà des engagements internationaux, l'environnement juridique national est tout aussi favorable à la promotion de l'égalité des sexes.

Dans sa loi fondamentale n° 96/06 du 18 janvier 1996, le Cameroun réaffirme l'attachement de son peuple aux principes inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Charte des Nations Unies et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. A ce titre, il est énoncé dans le Préambule de la Constitution que « l'être humain, sans distinction de race, de religion, de sexe, de croyance possède des droits inaliénables et sacrés », et que tous les «

Hommes sont égaux en droits et en devoirs ». Il est à souligner que ce rappel de l'universalité des Droits de l'Homme n'occulte pas la protection catégorielle des droits. Ainsi, le préambule de la constitution du 18 janvier 1996 dispose que « la Nation protège la femme, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées ». Ainsi, ce positionnement en faveur de l'égalité des sexes, de la non-discrimination et de la protection des femmes constitue un des principes fondateurs des politiques publiques et se matérialise dans l'arsenal juridique interne dans plusieurs dispositions législatives et réglementaires. Nous pouvons notamment citer :

- La loi n°2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code Pénal, dont de nombreuses dispositions répriment les atteintes à l'intégrité physique ou morale des femmes ;
- La loi n°2005/007 du 27 juillet 2005 portant Code de Procédure Pénale énonce le principe d'égalité entre les hommes et les femmes en matière de prise en compte de leurs droits dans le cadre d'une procédure engagée contre eux en cas de commission d'une infraction ;
- La loi n°2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral et les différentes lois sur les partis politiques traitent de la capacité électorale et des conditions d'éligibilité qui sont les mêmes pour les hommes et les femmes ;
- La loi n° 2009/04 du 14 avril 2009 portant organisation de l'assistance judiciaire qui accorde à la femme sans emploi et sans ressources et abandonnée par son conjoint, l'assistance judiciaire en vue d'obtenir des instances juridictionnelles une pension alimentaire pour elle-même et pour les enfants mineurs laissés à sa charge ;
- Le décret n°94/036 du 1er mars 1994 portant régime des pensions civiles qui reconnaît à la veuve le droit à la pension de réversion. Pour ce qui est spécifiquement de la BSG, les deux circulaires ci-dessous font un focus sur la prise en compte du genre dans le budget :
- La circulaire relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2026 a réaffirmé l'intégration de la démarche de la budgétisation sensible au genre comme priorité dans tous les secteurs de développement national et les modalités de prise en compte dans le budget ;
- La circulaire n°00000023/C/ MINFI du 02 aout 2022 relative à l'intégration et à l'évaluation de la Budgétisation Sensible au Genre dans le budget de l'Etat qui précise les modalités de prise en compte du genre dans le cycle budgétaire.

I.2. Cadre stratégique

Dans la perspective de son développement économique et social, le Cameroun a adopté en 2009 la Vision de développement à l'horizon 2035 qui ambitionne de faire du Cameroun « Un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ». Cette Vision 2035 se décline en trois principales phases.

- La première phase de mise en œuvre à long terme a été déclinée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui a constitué le cadre global de référence des actions du Gouvernement et des partenaires au développement pour la période 2010-2019.
- La deuxième phase, qui s'appuie sur le bilan de la mise en œuvre du DSCE et des objectifs globaux de la Vision pour la période 2020-2030, est orientée par la Stratégie Nationale de Développement (SND 30).

Les objectifs de développement poursuivis par phase sont résumés dans la figure ci-dessous :

Figure 1 : Cadre stratégique de planification pour le développement du Cameroun

Vision 2035

Phase 01 | 2010 - 2020 (DSCE)

Objectifs poursuivis

- Accélération de la croissance
- Création des emplois formels
- Réduction de la pauvreté
- Amélioration de la gouvernance

Phase 02 | 2020 - 2030 (SND30)

Objectifs poursuivis

- Consolidation de la croissance
- Transformation industrielle
- Intensification de la mécanisation de l'agriculture
- Elargissement de la distribution des richesses

Phase 03 | 2030 - 2035

Objectifs poursuivis

- Consolidation de l'industrialisation
- Densification de l'inclusion sociale
- Consolidation du climat des affaires

Les engagements en faveur de l'égalité des sexes sont bien définis et présentés dans ces documents de stratégie nationale à moyen et long terme. Partant de la Vision du Cameroun à l'horizon 2035, elle aborde les préoccupations de genre, à travers ses aspirations à savoir : une Nation favorisant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives autant que leur égalité professionnelle ; une femme au rôle social renforcé et économiquement autonome. Quant au Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi, ces questions sont précisées dans les points 269 et 270 du dudit document.



Encadré 1 : Cadre de référence de l'action gouvernementale en matière de genre pour la période 2010-2020

« **269/-** Pour la promotion du genre, le Gouvernement va poursuivre la sensibilisation des parents et de la communauté notamment dans les

zones rurales à fortes pesanteurs des coutumes traditionnelles pour permettre à la jeune fille de bénéficier des mêmes conditions d'accès à l'éducation. Dans le même souci, l'État et la communauté internationale veilleront à une représentativité équitable des filles, tous secteurs confondus pour ce qui est de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur ou de l'accès à l'emploi.

270/- Un accent particulier sera mis sur les conditions favorables à l'épanouissement de la femme et sa meilleure contribution au développement socio-économique, ainsi que sur l'encadrement des enfants, des jeunes et des femmes par la création et la réhabilitation des structures d'encadrement. L'État favorisera l'initiation et la formation des femmes aux techniques culturelles appropriées capables de réduire la pénibilité de leurs tâches et d'améliorer leur rendement et leur aptitude à commercialiser leur production. Par ailleurs, un soutien social sera apporté aux femmes et aux enfants en situation difficile »

Source : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

La Stratégie Nationale de Développement pour la période indiquée, fait également de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes une priorité. Cette problématique constitue un facteur de développement qui mérite d'être traité pour parvenir à l'émergence. Les problématiques en matière de genre sont ainsi mis en exergue à travers les quatre (04) piliers de la SND30 soit de manière explicite, soit de manière tacite.



Encadré 2 : Orientations en matière de promotion du genre et de l'équité de la SND30 Pour la période 2020 - 2030

Pour la période **2020-2030**, le Gouvernement compte :

- (i) Poursuivre sa politique d'accès équitable des filles et des garçons, des hommes et des femmes à l'éducation, à la formation et à l'information ;
- (ii) Renforcer les programmes conçus pour encourager l'entrepreneuriat féminin et des jeunes ;
- (iii) Intensifier les concertations avec le système bancaire pour ouvrir les crédits à cette frange de la population ;
- (iv) Intensifier les mesures de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
- (v) Edicter des principes visant à assurer une meilleure représentativité des femmes et des jeunes dans la vie publique et politique ;
- (vi) Poursuivre le renforcement du cadre institutionnel de promotion et de

Source : Stratégie Nationale de Développement 2020-2030

Afin de répondre aux défis en matière de genre et notamment, l'atteinte des ODD y relatifs, le Gouvernement s'est doté depuis 2014 d'un document de Politique Nationale Genre (PNG) pour servir de cadre d'orientation des interventions dans le domaine de la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes. L'objectif général de la Politique Nationale Genre est de contribuer à l'élimination systématique des inégalités entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de la vie sociale. Afin de prendre en compte les avancées enregistrées dans la mise en œuvre du DSCE et les orientations de la deuxième phase de la vision, la PNG a été révisée afin de mieux s'accoler aux attentes en matière de réduction des inégalités de genre.



Encadré 3 : Axes stratégiques de la PNG

La PNG se décline en sept axes stratégiques, à savoir :

Axe stratégique N° 1 : Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à

l'information ;

Axe stratégique N° 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies ;

Axe stratégique N° 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production ;

Axe stratégique N° 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination de toutes les formes de Violences Basées sur le Genre (VBG)

Axe stratégique N° 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions ;

Axe stratégique N° 6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et de la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble ;

Axe stratégique N° 7 : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.

Source : Politique Nationale du Genre 2021-2030

Des stratégies sectorielles et thématiques intégrant le genre ont également été élaborées afin de résoudre les problèmes liés au genre. Il s'agit des Stratégies Sectorielles de la Santé, de Développement du Secteur rural, de l'Education et de Développement des Services Sociaux, de la stratégie de lutte contre les Violences basées sur le Genre, du Plan d'Action National de la résolution 1325 et des résolutions connexes sur Femmes, Paix et Sécurité, du Plan d'Action National de lutte contre les Mutilations Génitales Féminines, du Plan Sectoriel Femmes, Familles de lutte contre les IST et VIH/SIDA

I.3. Cadre institutionnel

Trois (03) catégories d'acteurs occupent une place déterminante dans la prise en compte du genre dans les politiques, programmes, stratégies et budgets. Ces acteurs se situent au niveau gouvernemental, des organes constitutionnels et consultatifs

I.3.1. Au niveau gouvernemental

La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes s'effectue à trois (03) niveaux : stratégique, coordination technique et opérationnel.

I.3.1.1. Au plan stratégique :

Le Président de la République, définit chaque année à travers la circulaire présidentielle relative à la préparation du budget les directives précises en matière de Budgétisation Sensible au Genre. Pour le compte de l'exercice **2026**, il a :

- Réaffirmé l'intégration de la démarche de BSG comme priorité dans tous les secteurs du développement national ;
- Prescrit les administrations de mettre en œuvre les engagements contenus dans la matrice de suivi de la Politique Nationale sur le Genre à travers les cadres stratégiques de performance ;
- Précisé que l'ancrage du genre doit se faire tout le long de la démarche programmatique, les actions et mesures programmées en faveur de l'égalité du genre doivent être présentées dans les documents ministériels servant de base aux conférences budgétaires, et la confirmation de l'intégration du prisme genre dans la programmation constitue un élément de plaidoyer pour les allocations des ressources
- Consacré le Document Budgétaire Sensible au Genre et maintien de son périmètre à dix départements ministériels pilotes.
- Invité les administrations à conduire, sous la supervision de l'équipe d'accompagnement (INS, MINFI, MINPROFF, MINEPAT), une analyse situationnelle genre sectorielle, identifiant les enjeux genre dans le secteur, assortis de recommandations identifiants les leviers budgétaires pour répondre efficacement aux besoins spécifiques et différenciés entre les femmes/filles, les hommes/garçons.

I.3.1.2. Au niveau de la coordination technique :

Créé par arrêté n° 00602 /MINFI du 05 décembre 2023, le Comité Interministériel chargé du suivi de la mise en œuvre de la BSG au Cameroun, est un organe d'orientation et de supervision. Il chapote toutes les initiatives en matière de BSG, optimisant ainsi par cette centralisation les apports et les interventions des différents partenaires et techniques et financiers.

Attributions du Comité

- **renforcer le cadre de collaboration et de concertation autour de la BSG** en : (i) dressant une cartographie des acteurs impliqués dans la BSG ; (ii) mettant en place un cadre de coordination formalisé avec des rôles bien définis ;
- **finaliser le cadre conceptuel de la BSG et internaliser ses outils** en : (i) assurant une triangulation entre la SND30, la politique national genre et le cadre de performance sensible au genre ; (ii) intégrant systématiquement le prisme genre au

- niveau du cycle budgétaire ;
- **mettre en œuvre la feuille de route BSG** en : (i) s'appropriant les orientations du Gouvernement et les engagements internationaux¹ de l'état en matière de BSG et leur portage par les différentes parties prenantes ; (ii) mettant en œuvre une feuille de route annuelle et son suivi/évaluation ;
- **veiller au renforcement des capacités des acteurs en matière de BSG** au sein des administrations ainsi qu'à des accompagnements techniques.

Intervenants et mode opératoire

Le Comité en tant qu'organe d'orientation et de supervision de la mise en œuvre de la BSG regroupe les acteurs stratégiques à savoir : les secrétaires généraux des administrations qui rentrent en première ligne dans ce processus. (MINFI, MINEPAT, MINPROFF), des administrations pilotes, pour l'implémentation de la BSG, le Parlement, la société civile, les PTF. Le comité est appuyé dans ses travaux par un secrétariat technique assuré par le MINFI, le MINEPAT et le MINPROFF. Le Comité se réunit au moins deux (02) fois par an pour : (i) élaborer la feuille de route annuelle ; et (ii) dresser le bilan de sa mise en œuvre. Le Comité a un mandat de 05 ans au terme duquel il est dissous.

Le Comité Interministériel chargé du suivi de la mise en œuvre de la BSG a tenu sa toute première session le 20 novembre 2025 avec la participation de la quasi-totalité de ses membres. Les principaux objectifs de cette première session étaient d'identifier clairement les actions prioritaires qui doivent constituer le socle de la feuille de route pour les mois à venir et d'envisager des actions de renforcement des capacités à l'endroit de tous les acteurs de la chaîne budgétaire pour l'appropriation de ce nouveau paradigme dans le processus budgétaire.

A l'issue de cette session, la feuille de route de activités BSG a été adoptée ainsi qu'un plan de formation qui doit débiter par les membres du Comité. La feuille de route BSG validée comporte 18 activités réparties autour de 05 axes à savoir : (i) Gouvernance et pilotage stratégique ; (ii) Cadre institutionnel et coordination inter-institutionnelle ; (iii) Appui aux administrations ; (iv) Production d'outils et de guides ; (v) Renforcement des capacités.

Les principaux thèmes de formation quant à eux portent sur l'appropriation du Cadre de mesure de rendement de la PNG ; le marquage et reporting des dépenses genre ; l'intégration du genre dans les PPA et RAP ; l'examen du budget sous le prisme du genre ; l'analyse de l'efficacité et de l'efficience du budget genre.

Il a été également préconisé de renforcer les capacités des membres de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale sur la grille de lecture et clés d'analyse de la prise en compte du genre dans le budget des administrations.

L'ancrage de la BSG se fait au sein de la Direction Générale du Budget (DGB), notamment la Division de la Réforme Budgétaire (DREF) en collaboration avec la Division de la Préparation du Budget (DPB) afin d'intégrer la perspective genre au niveau du processus budgétaire en animant le dispositif, en élaborant les référentiels nécessaires, en dispensant des sessions de renforcement des capacités et en produisant les documents budgétaires et de performance sensibles au Genre.

Le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) accompagne l'administration en charge de la politique du genre dans l'élaboration du document de politique sur le genre, s'assure de son alignement à la stratégie nationale de développement et son intégration dans les cadres stratégiques des administrations, accompagne ces dernières dans l'élaboration de leurs Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sous le prisme du genre et s'assure de la budgétisation des dépenses d'investissement y relatives.

Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) est en charge de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques publiques en matière de genre. Dans ses missions de coordination, de contrôle et de surveillance en matière d'égalité de sexes, le MINPROFF se positionne comme partenaire dans l'accompagnement des ministères dans la mise en œuvre des plans et programmes au niveau national. Ce positionnement pourrait être capitalisé dans une collaboration fluide qui existe présentement entre ledit ministère le MINFI et le MINEPAT, en l'occurrence en ce qui concerne la révision des programmes budgétaires à l'aune de la SND30, et au niveau des Conférences Budgétaires et de Performance avec les ministères sectoriels tenues en amont de la procédure budgétaire.

Le comité sur les statistiques genres bras séculier du MINPROFF placé sous son égide, est chargé d'orienter et de superviser la mise en œuvre du programme d'amélioration de la production et de l'utilisation des statistiques de genre pour assurer le suivi des Objectifs du Développement Durable (ODD). L'institut National de la Statistique (INS) accompagne les administrations sectorielles dans la production des données statistiques pour le renseignement des indicateurs de performance et réalise les enquêtes d'envergure qui peuvent faciliter les analyses dans le domaine du genre.

I.3.1.3. Au niveau opérationnel :

- Des administrations sectorielles, qui mettent en œuvre à travers les programmes budgétaires les orientations et mesures prises en matière de genre. A cet effet, elles font appel à

- Des points focaux genre désignés sous l'impulsion du MINPROFF pour œuvrer au «mainstreaming» des questions de genre avec pour rôle majeur d'assurer les interfaces opérationnelles entre les administrations et le MINPROFF ;
- Des points focaux BSG désignés au sein de la Direction en charge du Budget dans administrations. Ils s'assurent de la prise en compte du genre tout au long de la procédure budgétaire. Par ailleurs, ils sont chargés d'animer le processus d'intégration des outils relatifs à la BSG et de consolider le DBSG au sein de leur administration.
- au contrôleur de gestion qui veille à la prise en compte du genre dans le cadre stratégique de performance et établit le suivi et le reporting sensible au genre.

I.3.2. Au niveau des organes constitutionnels

- Le parlement légifère par rapport à tout texte qui se rapporte aux questions de genre. De plus sur le plan budgétaire, il s'assure que les budgets des administrations publiques sont établis et financés dans les conditions qui garantissent la soutenabilité de l'ensemble des finances publiques, contrôle l'action du gouvernement à travers le Débat d'Orientations Budgétaire (DOB), il exerce le contrôle parlementaire à l'occasion de l'examen et adoption du projet de loi de finances et de règlement ainsi que leurs annexes.
- La chambre des comptes assure le contrôle juridictionnel des opérations budgétaires et comptables des administrations publiques et émet un avis sur les Rapports Annuel de Performance (RAP) des administrations.

I.3.3. Au niveau des organes consultatif et Partenaires au développement

- La société civile et les acteurs économiques dont leurs rôles respectifs présentent, au cours du processus budgétaire, une opportunité pour promouvoir le débat sur l'égalité. Ils offrent une occasion de de la BSG.
- Les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) qui apportent l'appui et l'assistance technique et financier, à travers des programmes ou des projets, pour favoriser le développement économique, social et environnemental.

I.4 Défis structurels et perspectives d'amélioration

Malgré les avancées significatives enregistrées dans la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, plusieurs défis structurels continuent de limiter la pleine intégration du genre dans le développement national. Ces défis concernent aussi bien les aspects institutionnels et socioculturels que les dimensions économiques, budgétaires et statistiques. Leur prise en compte constitue une condition essentielle pour la réussite de la Budgétisation Sensible

au Genre (BSG) et la consolidation d'une croissance inclusive.

I.4.1 Défis structurels

➤ **Cadre institutionnel et coordination multisectorielle**

Le dispositif institutionnel chargé de la mise en œuvre des politiques genre demeure fragmenté. Bien que le cadre de coordination entre le MINPROFF, le MINFI et le MINEPAT ait été renforcé, les synergies intersectorielles restent insuffisantes, notamment au niveau des administrations déconcentrées et des collectivités territoriales. Les points focaux genre, souvent limités en moyens techniques et financiers, ne disposent pas toujours de l'autorité ni des outils nécessaires pour influencer efficacement la planification et le suivi des programmes.

➤ **Insuffisance des données ventilées par sexe et du suivi-évaluation sensible au genre**

La faiblesse du système national de production statistique constitue un frein majeur à l'analyse et à la planification budgétaire sensible au genre. Les données ventilées par sexe demeurent partielles, irrégulières et souvent non harmonisées entre les administrations. Cette situation limite la capacité d'évaluer l'impact différencié des politiques publiques sur les femmes et les hommes, et complique la production de rapports de performance (RAP) intégrant la perspective genre.

➤ **Facteurs socioculturels et normatifs**

Les pesanteurs culturelles et les stéréotypes de genre persistent, notamment en milieu rural, freinant l'accès des femmes aux ressources économiques, à la terre, à l'éducation ou aux postes de décision. Les normes sociales qui valorisent la division traditionnelle des rôles continuent de peser sur la participation des femmes dans les sphères publiques et économiques. Par ailleurs, la faible représentation féminine dans les structures communautaires de gouvernance et les instances électives illustre la persistance de barrières sociétales à la participation citoyenne équilibrée.

➤ **Contraintes économiques et budgétaire**

Le financement des initiatives genre demeure souvent insuffisant et instable. La part des ressources budgétaires spécifiquement allouées à la BSG reste marginale, malgré les directives présidentielles et ministérielles. De plus, les contraintes macroéconomiques, la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs et la faible mobilisation des ressources internes limitent la capacité de l'État à élargir la portée des programmes d'égalité et d'autonomisation.

➤ **Inégalités structurelles sur le marché du travail**

Les écarts salariaux, la ségrégation professionnelle et la forte concentration des femmes dans le secteur informel constituent des défis majeurs. L'accès limité aux services financiers, à la formation technique et à la protection sociale maintient de nombreuses femmes dans des activités de survie à faible productivité. L'absence de mécanismes incitatifs pour la formalisation des microentreprises féminines accentue cette vulnérabilité.

I.4.2 Perspectives d'amélioration

➤ **Renforcement de la gouvernance et de la coordination institutionnelle**

Il est essentiel de consolider les mécanismes de coordination interinstitutionnelle autour du Comité interministériel de suivi de la BSG, en y associant les collectivités territoriales, la société civile et les partenaires techniques et financiers. La création de cellules genre fonctionnelles dans chaque ministère, dotées de moyens spécifiques, favoriserait une mise en œuvre plus cohérente et effective des politiques d'égalité.

➤ **Institutionnalisation de la Budgétisation Sensible au Genre**

L'intégration du genre doit être systématique tout au long du cycle budgétaire : planification, exécution, suivi et évaluation. L'élargissement du périmètre du Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG) à de nouveaux départements ministériels, combiné à la formation des cadres sectoriels et à l'introduction d'indicateurs de performance genre, permettra de mieux arrimer les politiques publiques à la réduction effective des inégalités.

➤ **Renforcement du système statistique national**

Le développement d'une base de données nationale ventilée par sexe et par région constitue un préalable. Le renforcement des capacités de l'Institut National de la Statistique (INS) et la mise en place d'un **Observatoire national du genre** permettraient un meilleur suivi des indicateurs d'égalité et de performance des politiques publiques.

➤ **Promotion de l'autonomisation économique des femmes**

Le développement de mécanismes financiers inclusifs (fonds de garantie, microcrédit productif, programmes d'investissement sensibles au genre) est indispensable pour favoriser l'entrepreneuriat féminin et l'accès des femmes à la propriété foncière et aux marchés publics. Ces mesures doivent s'accompagner de programmes de formation technique et managériale adaptés aux besoins des femmes, notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

➤ **Éducation et transformation socioculturelle**

La réduction durable des inégalités passe par l'éducation et la sensibilisation. Il est nécessaire de promouvoir l'éducation des filles dans les zones vulnérables, de renforcer les programmes d'alphabétisation des femmes adultes, et de mener des campagnes de communication pour déconstruire les stéréotypes de genre. L'intégration de modules d'égalité dans les curricula scolaires et la formation des enseignants à l'approche genre contribueront également à un changement durable des mentalités.

➤ **Renforcement du leadership féminin et de la gouvernance inclusive**

L'adoption de mesures incitatives et de quotas volontaires dans les instances de décision politiques, économiques et sociales permettrait d'accélérer la représentativité féminine. Parallèlement, le développement de programmes de mentorat, de formation au leadership et de réseaux professionnels pour les femmes contribuerait à renforcer leur présence dans les sphères décisionnelles.

En définitive, la consolidation des acquis en matière d'égalité entre les sexes au Cameroun repose sur une approche intégrée combinant volonté politique, allocation budgétaire ciblée et participation active des femmes à la gouvernance. La mise en œuvre effective de la Budgétisation Sensible au Genre, adossée à un cadre institutionnel fort et à un suivi rigoureux, constitue l'un des leviers les plus efficaces pour transformer ces défis structurels en opportunités de développement durable et inclusif.

PRINCIPAUX ENJEUX, AVANCEES EN MATIERE DE PROMOTION DU GENRE



II. PRINCIPAUX ENJEUX, AVANCEES EN MATIERE DE PROMOTION DU GENRE

II.1. Enjeux genre suivant les piliers de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND-30)

Depuis 2020, le Cameroun a entamé la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND 30), qui encadre l'action des différents acteurs du développement durant la deuxième phase de la Vision 2035. La SND 30 s'articule autour de quatre grands piliers :

- i) Le premier pilier, relatif à la transformation structurelle de l'économie nationale, traite de la planification économique qui doit conduire à la résolution des problèmes bien identifiés notamment le faible niveau d'industrialisation et la faiblesse des liens intersectoriels en amont et en aval ; la faible structuration et productivité des Exploitations Familiales Agricoles (EFA) dans le milieu rural (en traitant très précisément des déterminants et des facteurs de production) ; les infrastructures productives sur lesquelles les priorités doivent être clairement définies ;
- ii) Le deuxième pilier traite du Développement du Capital Humain. Il aborde les stratégies sectorielles à vocation sociale (Education et formation, santé, protection sociale, emploi, etc.) dans la perspective de constituer une main d'œuvre plus productive ;
- iii) Le troisième pilier traite de la promotion de l'emploi et de l'insertion des jeunes dans le circuit économique. Plus précisément, il s'agit de la problématique du sous-emploi, de l'adéquation formation emploi notamment l'adéquation de l'offre de formation à la demande du secteur productif en main-d'œuvre ;
- iv) Le quatrième pilier concerne la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'Etat. Outre les aspects classiques, ce dernier pilier inclut les questions liées au développement local, au multiculturalisme et au bilinguisme qui sont au centre de la troisième dimension de la Vision 2035, à savoir « l'unité dans la diversité ».

Dans la SND 30, la problématique liée au genre est clairement évoquée dans le pilier 2, plus précisément la partie dédiée à la protection sociale. Toutefois, celle-ci transparaît au travers de tous les quatre piliers.

(i) Enjeux genre dans la Transformation structurelle de l'économie

La transformation structurelle économique du Cameroun vise principalement l'accroissement de la part de l'industrie manufacturière et des services à haute valeur ajoutée dans le PIB. Afin d'y arriver, la SND 30 prévoit de : développer les industries manufacturières et services ; (ii) développer la production et la productivité agricoles ; (iii) poursuivre la modernisation des infrastructures productives ; (iv) renforcer l'intégration régionale et la facilitation des échanges ; (v) dynamiser davantage le secteur privé et faire émerger les champignons nationaux ; (vi) intégrer davantage les préoccupations liées à l'environnement et la protection de la nature ; et (vii) renforcer

le système financier national.

Ce processus nécessite un accès facile aux ressources productives telles que le financement et la terre d'une part, et à une main-d'œuvre qualifiée, d'autre part. Il faudra en outre que les acteurs, potentiels investisseurs ou employés puissent saisir les opportunités d'affaire qu'offrira l'environnement qui sera alors propice. Ceci étant, les enjeux genre dans la réalisation des objectifs en faveur de la transformation structurelle au Cameroun seront de garantir l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes au niveau de l'accès aux ressources productives, aux opportunités et partant aux bénéfices induits par cette politique.

- **Accès aux ressources productives**

Les enjeux genre dans la transformation structurelle de l'économie camerounaise sont marqués par des disparités significatives en matière d'accès aux ressources productives, notamment le financement et la terre. En 2017, l'inclusion financière globale des femmes était de 44,7%, significativement inférieure à celle des hommes (53,0%). Cette inégalité se manifestait aussi bien pour les services bancaires (7,8% pour les femmes contre 11,3% pour les hommes) que pour les autres services financiers formels (36,9% pour les femmes contre 41,7% pour les hommes). En 2022, la situation a légèrement régressé pour les deux sexes, l'inclusion financière des femmes passant à 40,2% et celle des hommes à 52,2%. Malgré cette baisse générale, l'écart entre les genres persiste, limitant la capacité des femmes à accéder aux crédits et prêts nécessaires pour leurs activités économiques et entrepreneuriales.

En ce qui concerne la possession de titres fonciers en 2022, l'inégalité est encore plus prononcée : seulement 0,6% des femmes détiennent un titre foncier, contre 1,5% des hommes. Cela signifie que les hommes sont 2,5 fois plus susceptibles de posséder un titre foncier que les femmes, ce qui constitue une contrainte majeure pour les femmes souhaitant développer des activités agricoles ou entrepreneuriales, l'accès sécurisé à la terre étant essentiel pour l'investissement et le financement durable.

- **Participation des femmes dans le secteur formel et l'entrepreneuriat**

La présence des femmes dans l'entrepreneuriat camerounais est notable, mais elle est fortement concentrée dans le secteur informel et les entreprises individuelles, ce qui limite leur contribution à la transformation structurelle de l'économie. En 2021 (EESI-3), la proportion de femmes chefs d'entreprises est de 37,2%. Cependant, cette statistique masque une réalité importante : les femmes représentent la grande majorité des travailleurs dans le secteur informel (90,1%). De plus, la quasi-totalité (99%) des entreprises promues par les femmes sont des entreprises individuelles. Cette prédominance dans le secteur informel et les entreprises individuelles suggère que les femmes sont souvent engagées dans des activités à faible productivité et à faible valeur ajoutée, limitant leur contribution à la croissance économique nationale. En comparaison, les hommes sont relativement plus présents dans le public (9,9%) et le privé formel (6,8%) que les femmes (6,1%

et 3,0% respectivement).

- **Qualité de l'emploi et compétences**

Les lacunes en matière de compétences en éducation et formation constituent un frein majeur à la pleine participation des femmes et à une croissance économique inclusive. Globalement, les hommes ont un meilleur accès à la formation professionnelle que les femmes. En 2021, 28,6% des hommes âgés de 14 ans ou plus avaient suivi une formation professionnelle, contre 21,6% pour les femmes¹. Cette disparité est encore plus marquée en milieu rural, où seulement 9,8% des femmes ont bénéficié d'une formation professionnelle, contre 17,4% des hommes². En milieu urbain, bien que les taux soient plus élevés pour les deux sexes, l'écart persiste (35,9% pour les hommes contre 30,0% pour les femmes).

Suivant les modalités de formation, les résultats de l'enquête EESI³ ont montré que la formation "sur le tas" est la modalité de formation la plus répandue pour les deux sexes (39,9% pour les femmes et 38,8% pour les hommes). Cependant, les femmes sont plus nombreuses à avoir suivi des formations en centre de formation (21,6% contre 16,7% pour les hommes). Cette tendance cache toutefois une disparité importante selon le niveau de la formation. En effet, les analyses montrent que plus le niveau d'instruction est élevé moins les femmes sont représentées. Les hommes qui ont suivis une formation avec un niveau d'instruction « supérieur » représentent 19,9% contre 16,0% pour les femmes.

Aussi malgré les efforts de formation, l'accès des femmes aux filières techniques et scientifiques reste un défi. Parmi les diplômés des filières STEM (Science, Technologie, Ingénierie, Mathématiques), seulement **32,28% sont de sexe féminin**. Ce faible pourcentage est un indicateur clé des inégalités d'accès à des compétences techniques et scientifiques de pointe, qui sont pourtant essentielles pour la transformation structurelle de l'économie.

Par ailleurs, environ un quart de la population âgée de 25 ans ou plus n'a aucun niveau d'instruction et ce phénomène est nettement plus accru chez les femmes que chez les hommes. En effet, 32,6% de femmes âgées de 25 ans ou plus n'ont aucun niveau d'instruction contre **18,1%** d'hommes. En milieu rural, l'une des contraintes majeures au développement de l'activité économique agricole des femmes est le **taux élevé d'analphabétisme**. Les femmes ont en moyenne plus de contraintes de temps, sont plus illettrées que les hommes et possèdent moins de "réseaux sociaux". Ces facteurs entravent leur capacité à acquérir de nouvelles compétences, à accéder à l'information et à innover dans leurs activités économiques. Ces lacunes en matière de compétence sont identifiées comme des facteurs qui "limiteront la réalisation d'une croissance inclusive et d'une plus grande participation des femmes à la main-d'œuvre". L'investissement dans la formation professionnelle, notamment dans les filières à forte demande et à haute valeur ajoutée, est donc crucial pour réduire ces écarts de compétences et favoriser une participation plus équitable et productive des femmes dans l'économie.

(ii) Enjeux genre dans le Développement du capital humain et du bien-être

Le développement d'un pays consiste, d'une part, à répondre aux besoins de sa population et à lui fournir toutes les commodités de la vie moderne telles que l'emploi, la santé, le bien-être social et économique. En revanche, ce développement n'est possible que sur la base d'un bon capital humain ce qui sous-entend une population présentant des caractéristiques appropriées, telles que : une bonne formation, une bonne santé et un bien-être social et économique.

Dans ce sens, la SND 30 propose une double approche consistant à considérer la population comme bénéficiaire des résultats du développement d'un point de vue quantitatif et comme facteur de développement d'un point de vue qualitatif. Sa politique de développement du capital humain et du bien-être humains est structurée autour de cinq (05) axes à savoir : (i) l'éducation, la formation et l'employabilité ; (ii) la santé et la nutrition ; (iii) l'accès aux facilités sociales de base ; (iv) la protection sociale ; et (v) la recherche pour le développement. Les principaux défis liés au genre dans ce pilier de la SND 30 sont de garantir de façon équitable entre les filles et les garçons, les hommes et les femmes une éducation, une formation et une santé de bonne qualité, un accès amélioré aux facilités sociales de base et un bien-être, ceci même pour même pour les couches des personnes socialement vulnérables. Sur la base des informations disponibles, l'on note que les écarts se réduisent peu à peu en matière d'éducation et de santé bien qu'il existe encore quelques disparités importantes.

• Éducation et formation

L'appréciation des progrès et des défis en matière d'éducation au Cameroun, notamment du point de vue du genre, révèle une dynamique complexe entre l'élargissement de l'accès à l'enseignement primaire et la persistance des inégalités, particulièrement au-delà du cycle primaire.

Le Cameroun a érigé la **scolarisation primaire universelle** en priorité absolue, une ambition concrétisée par le maintien constant du **taux brut d'accès (TBA) au primaire au-delà de 100%** depuis plus d'une décennie. Pour l'année scolaire 2023/2024, le TBA a atteint un niveau remarquable de **132,8%**, reflétant une progression soutenue depuis les 110% enregistrés en 2016/2017. Cette croissance témoigne d'un effort national conséquent pour élargir l'accès à l'éducation fondamentale. Simultanément, le **Taux Net Ajusté de Scolarisation (TNAS)** au primaire a également connu une évolution positive, passant de 88,7% en 2022/2023 à **90,1% en 2023/2024**, une amélioration qui a bénéficié de manière équilibrée aux filles (+1,5 points) et aux garçons (+1,3 points).

Cependant, des **inégalités de genre persistent** dès le seuil de l'enseignement primaire. En 2023/2024, le TBA est significativement plus élevé pour les garçons (**138%**) que pour les filles (**124,6%**), un écart que l'indice de parité de 0,91 vient confirmer, indiquant une légère supériorité des garçons. Néanmoins, il convient de souligner l'efficacité des efforts déployés dans les **Zones d'Éducation Prioritaire (ZEP)**, où la parité demeure quasi stable avec un ratio d'environ 8 filles

pour 10 garçons, illustrant des actions ciblées pour la promotion de l'éducation des filles. En matière d'achèvement du cycle primaire, malgré un léger repli de 2,4 points de pourcentage en 2023/2024 par rapport à l'année précédente, la tendance longitudinale est positive, avec un taux passant de 68,2% en 2016/2017 à **80,7% en 2022/2023**. Toutefois, des inégalités de genre demeurent, avec un achèvement moyen d'un peu plus de **7 filles sur 10** contre **8 garçons sur 10**. Le taux d'achèvement des filles a néanmoins notablement progressé, passant de 67,6% en 2016/2017 à **77,1% en 2022/2023**, traduisant une attention particulière portée à leur rétention. Dans les ZEP, ce taux a également progressé de 66,6% en 2016/2017 à 72,2% en 2022/2023, consolidant l'impact des investissements dans ces régions défavorisées.

Au-delà de l'accès et de l'achèvement du primaire, les **résultats des examens officiels de 2024** révèlent des dynamiques de genre variées et complexes, influençant la qualité des compétences acquises et l'orientation future. Au niveau primaire, les filles surpassent les garçons au CEP (Certificat d'Études Primaires) avec un taux de réussite de **90,25%** contre 88,19% pour les garçons, et au FSLC (First School Leaving Certificate) avec 97,79% contre 97,04%. Cette performance féminine se maintient au premier cycle du secondaire général, notamment au BEPC bilingue (**76,20%** pour les filles contre 75,42% pour les garçons) et au BEPC ordinaire (**60,20%** contre 58,17%). Cependant, les disparités deviennent plus marquées au deuxième cycle du secondaire général. Les filles surpassent les garçons dans les filières scientifiques, avec un taux de réussite de **65,45%** au Baccalauréat scientifique contre 58,60% pour les garçons, et de **76,07%** au GCE A Level Science contre 69,42% pour les garçons. Parallèlement, les garçons affichent une légère avance dans les filières littéraires, obtenant 16,81% au Baccalauréat littéraire et 54,95% au GCE A Level Art, tandis que les filles obtiennent respectivement 11,62% et 47,39%. Ces chiffres démontrent une tendance où l'écart de réussite se réduit, voire s'inverse, en faveur des filles dans les domaines scientifiques.

Ces résultats mettent en lumière **une orientation genrée des parcours scolaires** et des performances variables selon les filières, ce qui a des implications directes sur la qualité de l'emploi et l'acquisition des compétences clés pour la transformation économique. Bien que les filles affichent de solides performances, notamment dans les filières techniques, leur représentation dans certaines branches stratégiques reste à consolider. La promotion des compétences numériques et techniques avancées, ainsi que la diversification des choix de carrière pour les jeunes filles, sont essentielles pour qu'elles puissent pleinement contribuer aux secteurs à forte valeur ajoutée. Les données sur les examens offrent une base précieuse pour cibler les interventions éducatives et les formations professionnelles afin de réduire les écarts de compétences persistants et de garantir une participation plus équitable des femmes à l'économie formelle et productive.

- **Santé**

En matière de santé, le Gouvernement du Cameroun déploie des efforts considérables. Néanmoins, de nombreux défis persistent, particulièrement au niveau de la santé de reproduction et des problématiques émergentes telles que l'insécurité alimentaire et les maladies non transmissibles.

Santé de la reproduction et mortalité maternelle : Dans sa politique de lutte contre la mortalité maternelle, le Gouvernement camerounais vise un ratio de **70 décès sur 100 000 naissances vivantes d'ici 2030**, conformément aux Objectifs du Développement Durable (ODD3). Les données de l'Enquête Démographique et de Santé du Cameroun (EDSC V) de 2018 révélaient un ratio de **406 décès sur 100 000 naissances vivantes**, soulignant l'ampleur des efforts à fournir pour atteindre cette cible. Des actions restent cruciales concernant l'approvisionnement des centres de santé et des communautés en produits essentiels pour la contraception et la maternité, afin de renforcer l'accès aux services de santé maternelle et de planification familiale.

Prévalence des violences basées sur le genre : Les différentes éditions des Enquêtes Démographiques et de Santé (EDSC-III 2004, EDS-MICS 2011 et EDSCV 2018) montrent que les violences, qu'elles soient sexuelles, physiques, émotionnelles ou psychologiques, ainsi que le mariage forcé et le déni de ressources, ont régressé au Cameroun. En effet en 2018, **13% des femmes ont été victimes de violences sexuelles** à un moment quelconque de leur vie, et 5% au cours des 12 derniers mois. En ce qui concerne les violences physiques, **39% des femmes** et 42% des hommes âgés de 15-49 ans ont déclaré en avoir subi depuis l'âge de 15 ans (EDSC-V 2018). Il est à noter une baisse significative de la prévalence chez les femmes, passant de 53% en 2004 et 55% en 2011 à **39% en 2018**. Le **mariage précoce des filles** a également diminué, s'établissant à **12% en 2018**, une réduction de 20 points par rapport à 2004. Ces chiffres, bien qu'en amélioration, appellent à une vigilance continue et à des actions de prévention.

Maladies chroniques et obésité : La prévalence des maladies chroniques et de l'obésité est une préoccupation croissante, avec des disparités de genre. La proportion de femmes en âge de procréer ayant déclaré être **obèses a augmenté significativement**, passant de **28,7% en 2004 à 37% en 2018**. Cette augmentation de l'obésité chez les femmes accroît leur risque de développer des maladies chroniques. En 2018, environ **4% des femmes** âgées de 15 à 49 ans ont déclaré souffrir d'une maladie chronique, un taux plus que doublé chez les hommes (environ 9%). Cette différence suggère des dynamiques de santé distinctes entre les genres concernant ces affections.

Consommation de tabac : La consommation de tabac présente également une nette disparité de genre. En 2018, le tabac était principalement consommé par les hommes de 15 ans ou plus, avec **8,4% des hommes** déclarant fumer, contre seulement **0,3% des femmes** âgées de 15 à 49 ans.

Le taux de consommation féminine est resté stable entre 2011 et 2018 (0,2% à 0,3%), tandis que celui des hommes a diminué de 14,6% à 8,4% sur la même période.

En somme, les efforts du Gouvernement en matière de santé sont tangibles, notamment pour la santé maternelle et la lutte contre les violences. Cependant, la persistance d'une mortalité maternelle élevée, la prévalence des violences basées sur le genre, et l'émergence de défis liés à l'obésité et aux maladies chroniques, ainsi que la question de l'insécurité alimentaire, nécessitent une approche genrée renforcée dans les politiques et budgets de santé.

(iii) Enjeux genre dans la Promotion de l'emploi et insertion économique

Les objectifs de transformation structurelle fixés par le Cameroun dans la SND 30 devraient être atteints sur la base de l'utilisation optimale potentiel de son capital humain. Cela garantira non seulement des gains de productivité, mais également une croissance équitablement partagée. Les objectifs dans ce pilier sont les suivants : (i) parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, en mettant notamment l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre ; (ii) promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des micro entreprises et des petites et moyennes entreprises tout en facilitant leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers ; et (iii) parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale. Ce dernier objectif, constitue un enjeu important en termes de réduction des inégalités basées sur le genre.

• Participation à la main-d'œuvre et chômage

Les femmes camerounaises participent activement au marché du travail, mais à un niveau inférieur à celui des hommes. En 2021, la **part de la main-d'œuvre chez les femmes était de 47,3%**, un chiffre significativement inférieur aux **61,4% enregistrés chez les hommes**. Cet écart souligne une sous-utilisation du potentiel féminin sur le marché du travail. Concernant le chômage, les femmes sont également plus affectées. Le **taux de chômage des femmes s'élevait à 7,5% en 2021**, alors qu'il était de **5,1% chez les hommes** la même année. Cette disparité est d'autant plus préoccupante qu'elle s'ajoute à une participation moindre à la main-d'œuvre, indiquant que les femmes rencontrent plus de difficultés à trouver un emploi, même lorsqu'elles sont actives. L'objectif est de réduire ces écarts pour favoriser une participation et une insertion plus équitables.

• Qualité de l'emploi et secteur informel

La qualité de l'emploi est un enjeu majeur pour l'insertion économique des femmes, fortement marquée par leur concentration dans le secteur informel. Le **taux de sous-emploi global chez les femmes était de 68,5% en 2021**. Ce chiffre alarmant révèle que la grande majorité des

femmes occupent des emplois précaires, souvent à temps partiel involontaire, avec des revenus insuffisants et sans protection sociale. La **proportion de femmes exerçant dans le secteur informel est écrasante, représentant environ 9 emplois sur 10 chez les femmes**. En contraste, la présence des femmes dans le secteur formel est bien plus faible : **6,1% dans le public et 3,0% dans le privé formel**. Pour les hommes, ces proportions sont de 9,9% dans le public et 6,8% dans le privé formel. Cette dichotomie sectorielle limite non seulement les revenus des femmes, mais aussi leur accès aux avantages sociaux, à la sécurité de l'emploi et aux opportunités de carrière. La réduction de ces écarts est une priorité pour améliorer la qualité de l'emploi féminin.

Égalité salariale et entrepreneuriat

En moyenne, la rémunération horaire au Cameroun s'élève à 589,6 FCFA, mais cette moyenne masque une disparité de genre significative dans le secteur privé. La rémunération des hommes atteignant 672,4 FCFA, contre seulement 496,4 FCFA pour les femmes, ce qui représente un écart salarial moyen de 176 FCFA. Cette inégalité de rémunération est une constante, les femmes étant systématiquement moins bien payées que les hommes, quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle ou leur tranche d'âge. L'amplitude de cet écart est particulièrement prononcée chez les employeurs, où les hommes perçoivent en moyenne 565 FCFA de plus par heure, ainsi que chez les cadres moyens et agents de maîtrise, avec un différentiel de 251 FCFA en faveur des hommes, soulignant des inégalités structurelles persistantes sur le marché du travail.

En ce qui concerne l'**entrepreneuriat**, la majorité des entreprises promues par les femmes sont des **microentreprises et des petites entreprises, dont 99% sont des entreprises individuelles**. Cette configuration, souvent associée à des activités de subsistance, limite leur capacité à croître, à créer des emplois formels et à s'intégrer pleinement dans l'économie structurée. Bien que **31% des entreprises soient détenues majoritairement par des femmes, et que la proportion de femmes chefs d'entreprises soit de 37,2% (incluant le secteur informel)**, le défi réside dans la formalisation et la croissance de ces entreprises.

- **Accès des femmes entrepreneures aux services financiers**

L'accès des femmes entrepreneures aux services financiers est un facilitateur crucial. Comme mentionné précédemment, l'inclusion financière des femmes est plus faible que celle des hommes (40,2% pour les femmes contre 52,2% pour les hommes en 2022). Cette barrière à l'accès au crédit et aux services bancaires limite significativement la capacité des femmes à investir, à développer leurs entreprises et à passer du secteur informel au formel.

En conclusion, la promotion de l'emploi et l'insertion économique des femmes au Cameroun nécessitent des interventions ciblées pour réduire les écarts de participation et de chômage, améliorer la qualité de l'emploi en favorisant l'accès au secteur formel, garantir l'égalité salariale et soutenir activement l'entrepreneuriat féminin par un meilleur accès aux financements et un accompagnement vers la formalisation.

(iv) Enjeux genre dans la décentralisation, la Gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat

La décentralisation au Cameroun, formalisée par la Loi 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général de la décentralisation, a renforcé l'intérêt des citoyens, y compris des femmes et des jeunes, pour la gestion des affaires locales. Les élections municipales de février 2020 ont mis en lumière une participation féminine croissante aux mandats électifs. Sur un total de 10 626 Conseillers Municipaux, 2 541 sont des femmes, soit un taux de représentativité de **24%**. Bien que ce chiffre reste inférieur aux standards nationaux (30%) et internationaux (50%), il témoigne d'une avancée notable et d'une vitalité démocratique. Par ailleurs, la proportion de femmes Adjoints au Maire a significativement progressé, atteignant **34,1%** (327 femmes sur 958) en 2020, contre 19,7% en 2007. Quant aux postes de Maires, leur représentativité a également augmenté pour s'établir à **10,83%** (39 femmes sur 360) au 31 décembre 2020, en nette hausse par rapport à 6,9% en 2013. On compte à date 42 femmes maires, suite à des vacances à la tête de certaines communes. Suite aux élections des conseillers régionaux le 06 Décembre 2020, on compte 206 femmes sur un total de 900.

Cependant, malgré ces progrès, des défis majeurs persistent quant à la pleine inclusion des femmes dans les sphères décisionnelles locales. Il est frappant de constater qu'aucune femme n'a été élue Maire de Ville au sein des 14 Communautés Urbaines, ni Présidente de Conseil Régional. Cette absence aux plus hautes fonctions électives régionales et municipales met en lumière des barrières persistantes à l'accès des femmes aux positions de leadership les plus influentes, malgré les avancées observées à d'autres niveaux de la gouvernance locale.

En parallèle des postes électifs, la représentativité des femmes dans les postes non électifs et de haute responsabilité de l'administration publique et parapublique connaît également des avancées. Le palmarès genre, initié par le Ministère de la Promotion de la Femme depuis 2016, indique qu'en 2019, sur un total de 8405 postes clés, **29,01% étaient occupés par des femmes** (soit 2 435 postes), contre 69,38% pour les hommes (5 832 postes). Ces nominations à la tête de Sociétés d'État et au sein de plusieurs départements ministériels et institutions publiques et privées attestent d'une volonté politique de promouvoir le leadership féminin, bien qu'une disparité significative demeure.

II.2. Avancées enregistrées selon les indicateurs de la Politique Nationale Genre (PNG)

Cette section du document permet de mettre en exergue les avancées enregistrées pour quelques-uns des indicateurs retenus dans le Cadre de Mesure de Rendement de la PNG. Les indicateurs affichés étant ceux qui interpellent les administrations pilotes. Les avancées enregistrées sont le résultat de la mise en œuvre des activités sensibles au genre de 2019 à 2025. Dans l'ensemble, des avancées notoires ont été observées. Toutes fois, elles ont été enregistrées de manière inégale en fonction des axes stratégiques de la PNG. Si elles ont été assez encourageantes pour les axes 1,2 3 et 7, les résultats observés au niveau des axes 4, 5 et 6 restent faibles. Le détail des avancées enregistrées suivant les champs couverts par la PNG, est donné par les sous sections ci-après.

Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information

Dans l'ensemble, les actions mises en œuvre par le Gouvernement notamment le MINAS, le MINPROFF, le MINEDUB, le MINESEC, le MINESUP, le MINEFOP, le MINJEC, le MINPOSTEL, le MINADER, le MINEPIA, le MINCOM et avec l'appui des PTFs ont permis d'enregistrer des résultats encourageants relativement à la scolarisation de la jeune fille notamment dans les ZEP et l'alphabétisation des femmes. Le tableau ci-dessous présente les évolutions observées des valeurs des indicateurs retenus dans le CMR-PNG en lien avec les questions de promotion de l'accès équitable à l'éducation, la formation et l'information.

Tableau 1 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 1 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
Axe 1 : Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information	Promouvoir l'accès équitable des filles et des garçons, des Hommes Et des femmes à l'éducation, à la formation et à l'information	Indice de parité garçons/ Filles Dans L'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> → L'indice de parité garçons/filles dans l'enseignement supérieur est passé de 0,79 à 0,86 en 2021. → L'indice de parité garçons/filles dans l'enseignement secondaire est passé de 0,90 à 0,93 de 2021 à 2022 → L'Indice de parité Fille-Garçon du Taux d'achèvement (du premier cycle de l'enseignement général) est également en constante évolution passant de 0,90 pour l'année 2021-2022 à 0,93 pour 2022-2023 et 94,5% en 2023-2024; → L'Indice de parité Filles-Garçon dans les Séries scientifiques enregistre une baisse en 2023-

			<p>2024 après 2019-2020 à 2021-2022. Il passe ainsi de 0,83 à 2020-2021 et 0,85 en 2021-2022 à 0,72 en 2023-2024.</p> <p>→ Durant ces 2 dernières années on note une constance sur l'évolution de l'indice de parité et une équité à dans l'accès de garçon/filles à l'éducation au primaire. L'indice de parité genre du Taux Brut de Scolarisation au Primaire est resté stable à 1,098. Cet indice de parité garçons/filles du taux d'achèvement quant à lui est passé de 1,098 en 2024 et enfin à 1,086 en 2025</p> <ul style="list-style-type: none"> → L'Indice de Parité Fille-Garçon du TBS (16-18 ans) quant à lui est passé de 0,85 à 0,87 et 0,89 pour les mêmes années scolaires → L'indice de parité genre du Taux Brut de Scolarisation au Secondaire 1^{er} cycle est de 0,94 en 2023-2024. → L'indice de parité genre du Taux Brut de Scolarisation au Secondaire 2nd cycle de l'Enseignement Secondaire Général est de 0,85 en 2022. → L'indice de parité genre du Taux Brut de Scolarisation au Primaire est passé de 0,84 en 2021 et 0,9 en 2022 à 0,91 en 2024. → L'Indice de Parité Filles-Garçons dans les Centres de Formation Professionnelle connaît une nouvelle amélioration après la baisse observée en 2021. Il affiche les valeurs 1 en 2020, puis 0,88 en 2021 et 0,99 en 2022. Cette progression est calquée sur celle de la Proportion des filles admises dans Centres de Formation Professionnelle qui affiche 50% en 2020, puis 46,9% en 2021 et 50,2% en 2022. → Pour l'extrascolaire, notamment dans les structures d'encadrement du MINJEC en 2022, il y avait 8 429 garçons pour 8 290 filles formées. Soit 0,98 fille pour un garçon. Les filles représentent environ 49,58% des apprenants en 2022
		Taux d'achèvement fille/ garçon dans les différents ordres d'enseignement	<p>→ Le taux d'achèvement des filles en dernière année du cycle primaire est passé de 77,1% en 2024 à 79,7% en 2025, soit une augmentation de 2 points. Ces avancées significatives sont en partie dues au retour progressif à la normale dans les zones en crise (Nord-Ouest et Sud-</p>

			<p>Ouest) et à la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Education Inclusion et aux mesures incitatives prises par le Ministère de l'Education de Base à travers les campagnes de sensibilisation et l'octroi des bourses d'excellence aux meilleurs élèves filles au CEP/ FSLC. Il faut également noter le soutien et les contributions de certains partenaires techniques et financiers, notamment l'UNICEF qui opère avec efficacité dans les Zones d'Education Prioritaire, à travers les sensibilisations des communautés sur l'envoi des enfants et, surtout les jeunes filles à l'école</p>
		Taux brut de scolarisation des filles dans les ZEP	<p>→ le taux brut de scolarisation des filles dans les ZEP pour le secondaire est passé de 20,1% en 2020 à 22,8% en 2021 et 23,7% en 2022.</p> <p>→ le taux brut de scolarisation des filles dans les ZEP au primaire a reculé passant ainsi de 127% en 2024 à 126,5% en 2025</p>
		Taux net de scolarisation des filles dans les ZEP	<p>→ le taux net de scolarisation ajusté au niveau du primaire a augmenté de 84,9% à 86,0% chez les filles et celui des garçons est passé de 86,1% à 94,2% de 2014 à 2023.</p> <p>→ Le taux net de scolarisation pour le secondaire connaît une baisse de 2014 à 2022. Il est passé de 41,6% à 35,5% pour les filles et 48,71% à 37,27% pour les garçons</p> <p>→ le taux net de scolarisation des filles dans les ZEP pour le secondaire est passé de 17,6% en 2020 à 18,0% en 2021 et 18,8% en 2022</p>
		Taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle secondaire (Global)	<p>→ le taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle secondaire enregistre une baisse en 2024, passant de 6,45% à 4,74%. Un tel résultat est le fruit des efforts visant la rétention des enfants à l'école avec des initiatives comme celle du PADESCE (soutien à la scolarisation de la jeune fille dans les régions septentrionales). Il faut tout de même relever que selon les données affichées de l'annuaire statistique 2024 du MINESEC, les filles abandonnent moins</p>

			l'école que les garçons. En effet, la valeur du même indicateur, appliqué aux garçons, affiche 9,04%.
--	--	--	---

Source : MINFI (2025)

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet SWEED, entre 2022 et 2024, 155 758 adolescentes ont bénéficié des interventions relatives à la scolarisation et 1 500 leaders communautaires et religieux sont activement impliqués dans la promotion de la scolarisation des filles et le maintien des filles à l'école.

Au cours de l'année scolaire 2023/2024, la population scolarisée au préscolaire est majoritairement composée de filles soit 50,1 % du total. Au primaire, la tendance est inversée. En effet, le nombre d'élèves garçons dans le primaire est supérieur avec un peu plus de 5 points à celui des filles qui est estimé à 47,5%. Cette structure de la demande selon le sexe est stable depuis 2021/2022. La proportion de femmes enseignantes du primaire est en constante augmentation passant de 56,9% en 2021 à 58,3% en 2022 et à 59,3% en 2024.

Pour le premier cycle de l'enseignement général, la construction des toilettes séparées destinées aux apprenants connaît un recul au cours de l'année 2021-2022. En effet, la proportion des établissements disposant de toilettes séparées Filles-garçons (Apprenant) fonctionnelles est de 81,02% au cours de l'année scolaire 2021-2022 contre 83,68% en 2020-2021 et 78,88% en 2019-2020. Des résultats plus encourageants sont enregistrés pour la proportion des établissements disposant de toilettes séparées Hommes-Femmes (Encadreur) fonctionnelles. Les valeurs pour cet indicateur sont passées de 8,75% pour l'année scolaire 2019-2020 à 10,01% en 2020-2021 et 10,05% en 2021-2022.

Pour l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel, la proportion des Etablissements disposant de toilettes séparées Filles-garçons (Apprenant) fonctionnelles est passée de 71,79% en 2019-2020 à 76,79% en 2020-2021 et 77,03% en 2021-2022.

De manière spécifique, dans les Ecoles Normales d'Instituteurs (ENI) publiques, les toilettes genrées sont largement rependues. En effet, 92% d'ENI publiques disposent de toilettes des élèves-maîtres filles de celles des garçons. Les informations détaillées révèlent que 100% des ENIET publiques en sont équipés, tandis que près de 10% des ENIEGS traînent encore le pas.

Relativement à l'Enseignement Secondaire Général 2nd cycle, Le taux de réussite des filles au Baccalauréat dans les séries scientifiques enregistre une progression constante depuis l'année scolaire 2020-2021. Il affiche les valeurs 57,5% en 2020-2021, 64,1% en 2021-2022 et 64,7 en 2023-2024. Ces résultats restent supérieurs à ceux affichés pour l'ensemble des élèves au niveau national. Ils affichent, pour les mêmes années, les valeurs 55,4%, 60,7% et

61,8%.

La proportion d'étudiantes dans les filières STEM s'est améliorée de 2022 à 2024, passant 16,80% à 28,39%. 2022. La proportion des filles dans la formation professionnelle est de 49,8% et de 52,4% dans l'extra-scolaire en 2022

Tableau 2 : Taux de réussite (%) aux examens officiels en 2024

	Fille	Garçon	Total
Primaire			
CEP	90,25	88,19	89,15
FLSC	97,79	97,04	97,42
Secondaire général			
1^{er} cycle			
BEPC bilingue	76,20	75,42	75,90
BEPC ordinaire	60,20	58,17	59,20
GCE O Level General	62,18	63,03	62,52
2^e cycle			
Baccalauréat littéraire	16,81	11,62	14,53
Baccalauréat scientifique	65,45	58,60	61,85
GCE A level Art	54,95	47,39	52,11
GCE A level Science	76,07	69,42	73,07
Secondaire technique			
1^{er} cycle			
CAP STT	64,76	52,62	62,69
CAP Industriel	90,21	83,19	84,70
GCE O level Tech	61,01	42,79	49,36
2^e cycle			
Bacc Tech commercial et Brev Tech Commercial	80,49	76,87	79,56
Bacc Tech Industriel Brevets de Technicien et brevet professionnel industriel	81,95	70,66	73,65
GCE A level Tech	68,01	57,87	62,39

Source : Annuaire statistique du MINEDUB, du MINESEC et nos calculs

Relativement à l'accès à l'information, l'Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Cameroun (EIPC), réalisée en 2022 par l'Institut National de la Statistique (INS), montre que parmi les femmes de 15–49 ans :

→ Relativement à l'exposition aux médias

- 6,4% lisent un journal, au moins, une fois par semaine
- 47,4% regardent la télévision, au moins, une fois par semaine
- 14,5% écoutent la radio, au moins, une fois par semaine
- 2,7% sont exposées aux trois médias (journal, télévision, radio), au moins, une fois par semaine
- 48,3% Exposée à aucun des trois médias (journal, télévision, radio), au moins, une fois par semaine
- L'exposition aux médias varie de manière importante en fonction du milieu de résidence. En effet, près des trois quarts de femmes (73 %) vivant en milieu rural ne sont régulièrement exposées à aucun média, contre 29 % de celles qui vivent en milieu urbain.
- L'exposition aux médias augmente avec le niveau d'instruction. La proportion de femmes non exposées aux médias varie de 88 % chez celles n'ayant aucun niveau d'instruction à 39 % chez celles ayant atteint le niveau secondaire premier cycle et à 12 % chez celles ayant le niveau supérieur.
- Sur le plan régional, on observe aussi des disparités importantes. Comparativement aux autres régions, les régions de l'Extrême-Nord (85 % de femmes), du Nord (73 % de femmes), de l'Est (68 % de femmes) et de l'Adamaoua (67 % de femmes) enregistrent les pourcentages les plus élevés de femmes non exposées aux médias. Ce pourcentage est nettement plus faible dans les villes de Douala et de Yaoundé (15 % dans les deux cas).

→ Relativement à la possession d'un téléphone portable et utilisation de l'internet

- 70 % possèdent un téléphone portable et 38 % possèdent un smartphone. La possession que ce soit d'un téléphone portable ou d'un smartphone est plus répandue en milieu urbain qu'en milieu rural : en milieu urbain, 83 % des femmes ont un téléphone portable, et 55 % possèdent un smartphone, contre respectivement 53 % et 16 % en milieu rural.
- L'utilisation de l'internet n'est pas encore très répandue au Cameroun, seulement 42 % des femmes en font usage contre 50% d'hommes. L'exposition à l'internet varie également selon la région. C'est dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord que les pourcentages de femmes ayant utilisé l'Internet au cours des douze derniers mois sont les plus faibles (respectivement 4 % et 5 %). Par contre, des pourcentages plus élevés sont observés dans les villes de Douala (80 %) et de Yaoundé (81 %). L'utilisation de l'internet augmente avec le

niveau d'instruction passant, pour le niveau d'instruction, de 4 % parmi celles sans niveau d'instruction à 98 % parmi celles ayant le niveau supérieur

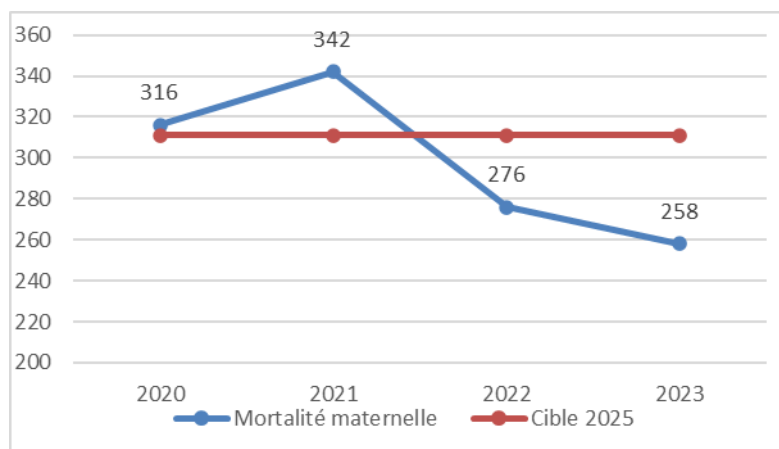
- En matière de compétence de base en dans le domaine des TIC, 85% de femmes contre 91% des hommes sont aptes à utiliser un téléphone. En ce qui concerne l'utilisation d'un ordinateur, une femme sur quatre en est apte contre un homme sur trois.

Axe stratégique n°2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité

Dans l'ensemble, les actions mises en œuvre par le Gouvernement notamment le MINSANTE, MINAS, le MINPROFF, le MINEDUB, le MINESEC, le MINJEC, le MINDEF et avec l'appui des PTFs ont permis d'enregistrer des résultats encourageants relativement à l'amélioration de la santé des femmes. En effet, l'amélioration de la santé des femmes et des filles demeure au cœur de la Politique Nationale Genre, avec pour objectif de garantir un accès équitable aux soins de santé de la reproduction, de prévenir et traiter les maladies non transmissibles, et de renforcer la lutte contre le VIH/SIDA et les pandémies. Cette action vise une réduction durable de la mortalité maternelle et une consolidation du système de santé.

En 2023, le taux de mortalité maternelle au Cameroun s'établit à 258 décès pour 100 000 naissances vivantes selon la Banque mondiale, contre plus de 570 au début des années 2000. Entre 2018 et 2022, huit régions sur dix ont enregistré une baisse, supérieure à 60 % dans le Sud, l'Ouest et l'Adamaoua, tandis que le Centre et l'Extrême-Nord ont connu une hausse. Le nombre de femmes reçues en première consultation prénatale (CPN1) a atteint 830 083 en 2024, soit une hausse légère de 0,5% par rapport à 2023, mais seules 60 % ont effectué les quatre visites recommandées par l'OMS.

Graphique 1 : évolution du taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes entre 2000 et 2023

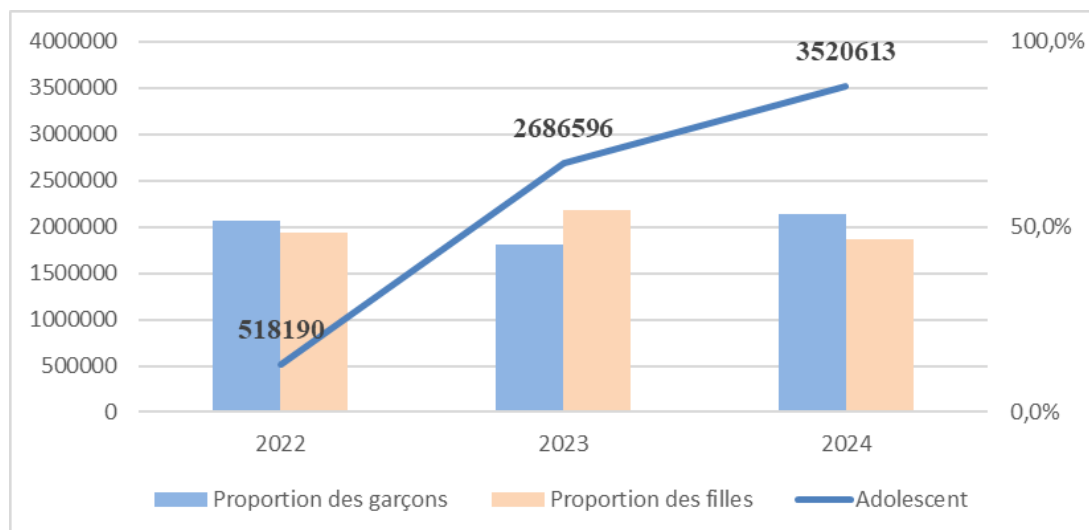


Source : BM (2025)

Pour améliorer la santé maternelle, des formations en soins obstétricaux et néonataux d'urgence ont été renforcées, 264 165 moustiquaires imprégnées distribuées, et 187 614 femmes enceintes sur 306 307 ont bénéficié d'un traitement préventif complet du paludisme, soit une couverture de 52,07 %. Un programme de vaccination contre le paludisme destiné aux enfants a également été introduit.

Concernant le VIH/SIDA, le taux de séropositivité chez les femmes enceintes est stable autour de 1,8%. On observe que les régions du Sud, Centre, Est, Nord-ouest et Littoral ont des valeurs au-dessous de la moyenne nationale oscillant entre 2,5% et 3%. La couverture du dépistage chez les femmes enceintes a reculé de 97,3 % en 2023 à 85,3 % en 2024. Parmi les 6 339 femmes enceintes séropositives identifiées, 86,4 % ont été mises sous traitement antirétroviral, en baisse par rapport à l'année précédente (90,5%). Le taux de transmission mère-enfant est resté stable autour de 3,5 %, freiné par le non-recours complet aux CPN (69,1% de couverture), la perte de suivi et la faible proportion d'accouchements en structures sanitaires. Pour ce qui est de la sensibilisation, on observe une augmentation du nombre de jeunes sensibilisés. Entre 2022 et 2024, on est passé de 518 190 jeunes et 3 520 613 jeunes sensibilisés. Toutefois, cette augmentation se fait au détriment de la jeune fille qui ne s'intéresse pas à la sensibilisation par les médias traditionnels (radio, télé) qui constitue pourtant le deuxième canal de sensibilisation après les causeries éducatives. En effet, en 2024, 53% jeunes du sexe masculin ont été sensibilisés contre 47% du sexe féminin

Graphique 2 : Evolution du nombre des jeunes sensibilisés à la prévention au VIH/SIDA



Source : CNLS (2025)

Aussi, la stratégie nationale met l'accent sur la prévention auprès des jeunes femmes et adolescentes, l'accès aux traitements et la lutte contre la stigmatisation, tout en renforçant l'éducation sanitaire et nutritionnelle par des formations sanitaires et des relais communautaires. Malgré les progrès, les inégalités régionales, les obstacles financiers et les barrières socioculturelles persistent, d'où la nécessité de consolider la gratuité ou la subvention des services essentiels, de mieux collecter les données sexo-désagrégées et d'intégrer pleinement la budgétisation sensible au genre dans les politiques de santé publique. Le tableau ci-dessous présente les évolutions observées des valeurs des indicateurs retenus dans le CMR-PNG en lien avec m'amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité

Tableau 3 : Synthèse de la mise en œuvre de l'axe 2

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
Axe 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies	Assurer aux femmes et aux hommes, ainsi qu'aux filles et aux garçons, des services de santé de qualité, notamment en matière de santé de la reproduction aptes à réduire de façon significative les risques de mortalité et morbidité liée à la maternité, aux maladies non transmissibles, à l'infection au VIH/sida, ainsi que d'autres pandémies.	Taux de mortalité maternelle ; Taux de prévalence du VIH chez les femmes de 15-49 ans ; Taux de CPN 4 et plus chez les femmes, jeunes filles/adolescentes	<div> <div></div> Taux de mortalité maternelle : les données de la Banque Mondiale (Gender base indicator) renseigne que la cible de 2025 est dépassée. Le taux de mortalité maternelle s'est inscrit en baisse continue et se trouve en 2023 à 258 décès pour 100 000 naissances vivantes. </div> <div> <div></div> Seules les régions du Centre et de l'Extrême-Nord connaissent des hausses du taux de mortalité maternelle au cours des cinq dernières années ; </div> <div> <div></div> Le nombre de femmes reçues en première </div>

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
			<p>consultation prénatale (CPN1) a atteint 830 083 en 2024, soit une hausse légère de 0,5% par rapport à 2023, mais seules 60 % ont effectué les quatre visites recommandées par l'OMS ;</p> <p>□ Dans le cadre de la mise en œuvre du projet SWEED, entre 2022 et 2024, 473 sage-femmes ont renforcé leurs compétences grâce à des sessions de formation continue</p> <p>□ Le taux de séropositivité chez les femmes enceintes est stable autour de 1,8% ;</p> <p>□ La couverture du dépistage chez les femmes enceintes a reculé de 97,3 % en 2023 à 85,3 % en 2024. Parmi les 6 339 femmes enceintes séropositives identifiées, 86,4 % ont été mises sous traitement antirétroviral, en baisse par rapport à l'année précédente (90,5%) ;</p>
		Taux de prévalence du VIH chez les femmes et les adolescentes de 15 - 24 ans,	<p>□ Le taux de transmission mère-enfant est resté stable autour de 3,5 %, freiné par le non-recours complet aux CPN (69,1% de couverture), la perte de suivi et la faible proportion d'accouchements en structures sanitaires ;</p> <p>□ Le nombre de jeunes sensibilisés a cru. Entre 2022 et 2024, on est passé de 518 190 jeunes et 3 520 613 jeunes sensibilisés..</p>

Source : MINFI (2025)

Axe stratégique n°3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production

Dans l'ensemble, les actions mises en œuvre par le Gouvernement notamment le MINPMEESA, le MINEFOP, le MINFOPRA, MINAS, le MINPROFF, le MINADER, le MINEPIA, le MINEPAT, le MINJEC, le MINDCAF, le MINCOMMERCE, le MINEE, le MINEPDED, le MINT et avec l'appui des PTFs ont permis d'enregistrer des résultats timides relativement contribution des femmes au développement socioéconomique. En effet, ces dernières années, la hausse des prix des produits de première nécessité et des vivres frais sur les marchés ont occasionné une baisse du volume du panier de la ménagère, conséquence de la diminution du pouvoir d'achat des ménages. En 2022, le taux d'inflation a atteint 6,3 %, et a même grimpé à 7,4 % en 2023, dépassant largement le seuil communautaire de 3 %. Par ailleurs, les PME dirigées par les femmes (salons de coiffure, bars, restaurants, etc.) font face à de nombreux défis tels que l'accès limité au financement, les coupures d'électricité fréquentes et une fiscalité élevée qui freinent leur croissance. Le capital financier de ces entreprises étant entamé pour subvenir aux besoins des ménages, leur situation financière est de plus en plus précaire. Pour y remédier, le gouvernement Camerounais, avec l'appui de ses PTs met sur pied des initiatives et projets visant à faciliter l'accès des femmes aux facteurs de production et à améliorer la rentabilité de leur travail.

Les valeurs des indicateurs, retenus dans le Cadre de Mesure de Rendement de la PNG pour mesurer l'impact de ces initiatives, ne pouvant être collectées uniquement lors des grandes enquêtes et recensements organisés au plus une fois en 5 ans (ECAM, EESI, RGAE, RGPH...), il ne nous a pas été possible d'afficher leur progression jusqu'en 2025. Toutefois, d'importantes actions ont été menées par le MINADER, le MINEPIA, le MINEPAT, le MINAS et le MINPROFF en vue de la résorption des inégalités d'accès des hommes et des femmes aux opportunités économiques, à l'entrepreneuriat et à l'emploi. La synthèse des avancées enregistrées grâce à ces actions est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N°3 de la PNG

stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
Axe 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement socioéconomique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production	Renforcer les mesures en vue de la résorption des inégalités d'accès des hommes et des femmes aux opportunités économiques, à l'entrepreneuriat et à l'emploi	Taux de pauvreté des femmes,	<p>Selon le rapport de suivi de la mise en œuvre de la SND-30 édition 2023, quelques résultats positifs ont été enregistrés. Il s'agit entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> → dans le cadre de la coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), plusieurs actions ont été menées en 2023 en vue du développement des infrastructures du monde rural, notamment : la construction de quatre (4) forages à énergie solaire et deux (2) parcs de

stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
			<p>vaccination à Maroua pour garantir l'approvisionnement et le renforcement du contrôle sanitaire de près 400 000 animaux (Bovins, caprins, ovins, asins et équins) dans les zones de grande pratique de la transhumance. Cet apport a bénéficié à 1005 personnes, principalement victimes des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles (dont 51 % des femmes et des jeunes) et leur permet de produire 07 tonnes de viande de petits ruminants et 05 tonnes de cultures maraichères</p> <p>→ Il a été également question en 2023 du renforcement des capacités de 500 femmes entrepreneures spécialisées dans la filière manioc ainsi que du soutien et l'accompagnement de 50 femmes autour des Aires Protégées dans la production de savons/détergents ou dans une production associée.</p> <p>→ En 2024, dans le cadre l'autonomisation des femmes conduit par le MINPROFF, 722 femmes et filles ont bénéficié d'un appui en vue de leur insertion professionnelle</p> <p>→ En milieu rural, 1289 groupes de femmes ont bénéficié d'un appui en matériel agropastoral.</p> <p>→ En 2024, les actions menées par le MINEPIA en vue de réduire la pauvreté chez les femmes ont été par les caisses de développement dans les régions. Dans ce registre, l'on peut citer pour la DCENO, 91 éleveurs de volailles ont été formés aux techniques modernes d'incubation pour la production des poussins d'un jour (dont 52 femmes, 25 hommes et 14 jeunes) ; 30 000 poussins d'un jour ont été distribués le 20 décembre 2024 à 300 producteurs (dont 150 femmes, 100 hommes et 50 jeunes) par la CDENO ; Pour la CDEN 9 300 poussins de 21 jours, type chair ont été distribués aux femmes avicultrices et aux groupements d'éleveurs à Maroua et à Mokolo; 500 femmes avicultrices ont été formées, dont 350 à Maroua et 150 à Mokolo ; 1 491 producteurs ont vu leurs capacités renforcées par la CDENO et la CDEN (dont 552 femmes).</p> <p>→ De plus, 168 éleveurs laitiers (30 femmes et 138 hommes) subventionnés par le PATNUC ; 02 sessions de formation des femmes sur les techniques de valorisation et de transformation des produits pastoraux ont été organisées par le PETRA ; 452 569 volailles ont été vaccinées contre la maladie de Newcastle chez 44 718 éleveurs dont 22 869 sont des femmes des départements du Logone et Chari, du Mayo Sava et du Mayo-Tsanaga dans la Région de l'Extrême-Nord ; 206 maîtres pêcheurs ont été recrutés et sont en cours de formation soit 155 hommes et 51 femmes .</p>
		proportion des femmes ayant un emploi salarié	<p>Selon les résultats d'EESI 3 (2021),</p> <p>→ Le taux d'emploi est de 50,8% au Cameroun. Il est nettement plus élevé chez les hommes (58,3%) que chez les femmes (43,7%). La population ayant un emploi est composée de plus d'hommes (56,1%) que</p>

stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
			<p>de femmes (43,9%). En milieu urbain, on retrouve 58,5% d'hommes et 41,5% de femmes alors qu'en milieu rural on a 52,9% d'hommes et 47,1% de femmes.</p> <p>→ Le taux d'emploi des jeunes de 15-34 ans est de 39,3%. Il est de 47,2% chez les jeunes hommes contre 31,3% chez les femmes. les femmes, ce sont majoritairement les travailleuses pour compte propre de l'informel agricole (42,1%), suivies des exploitantes agricoles (25,7%).</p> <p>→ Parmi les travailleurs du secteur privé télédéclarés avec numéros assurés connus, 32,95% sont des femmes selon l'annuaire statistique 2023 de la CNPS</p>
		proportion des femmes chef d'entreprise	<p>→ En 2024, 37,8% des promoteurs de PME sont des femmes contre 62,2% d'hommes. Une valeur stable depuis 2016 si l'on s'en tient aux chiffres affichés dans l'annuaire 2021 du MINPMEESA</p> <p>→ Selon l'annuaire des PMEESA de 2024, une de PME sur quatre créé dans les CFCE a à sa tête une femme (promotrice). Cette proportion est quasiment stable depuis 2019, avec un léger pique en 2021.</p> <p>→ Les femmes œuvrant dans l'artisanat sont de plus en plus enclines à enregistrer leurs UPA. En 2024, 53,7% des UPA enregistrées dans les Bureaux Communaux d'enregistrement sont portées par les femmes. Cette proportion est en constante évolution depuis 2019. De 2019 à 2021, les hommes étaient plus nombreux que les femmes, en 2022 la situation s'est inversée.</p> <p>→ 1095 femmes ou groupes de femmes entrepreneures ont été accompagnés par le MINPROFF ou bénéficié d'un appui financier pour la mise en place d'une AGR</p> <p>→ Grace à l'appui du MINADER en 2024 ;!;, ; n, 1 844 femmes ont bénéficiées d'un crédit pour un montant de 542 486 700 FCF, nous avons également enregistré le financement des projets agricoles de 06 femmes et une subvention de 8 985 500 FCFA pour les EA des femmes</p>

Source : MINFI (2025)

Au MINEPAT, le PFS-AIE a permis de faire bénéficier des services de soutien aux AGR à 65 000 jeunes vulnérables, dont 32 500 femmes et 13 000 déplacés ; des services d'aide à l'entrepreneuriat à 2 000 jeunes entrepreneurs dont 600 femmes, 300 handicapés ; 20 000 IEJ et 1 000 CPA pour le Gouvernement. le SWEDD a également contribué aux AGR avec 37 452 femmes et jeunes filles qui ont bénéficié des appuis financiers pour la réalisation des activités génératrices de revenus. Le PAREC, (Projet d'Appui à la Résilience Economique/Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base SPRPB) a réalisé en 2024 en termes de création d'emplois, les résultats suivants Hommes : 50, Femmes : 25, jeunes : 65

Axe stratégique n° 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)

Dans le cadre de la promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits humains et à l'élimination des violences basées sur le genre, les actions mises en œuvre par le Gouvernement notamment le MINAS, le MINPROFF, le MINJSUTICE, la DGSN, le MINDEF, le MINSANTE, le MINEDUB, le MINESEC, le MINJEC et avec l'appui des PTFs ont permis d'enregistrer des résultats significatifs mais encore insuffisants. En effet, jusqu'au premier semestre 2025, la situation des violences basées sur le genre (VBG) au Cameroun demeure préoccupante. Selon Afrobarometer (2023), près de la moitié des Camerounais (48 %) estiment que les violences contre les femmes et les filles sont « assez courantes » ou « très courantes » dans leur communauté. De plus, 63 % considèrent qu'il est justifié, parfois ou souvent, qu'un homme utilise la violence physique pour discipliner sa femme, tandis que seulement 36 % rejettent fermement ce recours à la violence. En matière de réponse institutionnelle, 84 % des personnes interrogées pensent que la police prendrait les cas de VBG au sérieux, mais les perceptions divergent sur la nature de la violence domestique : 54 % la considèrent comme une affaire criminelle, contre 44 % qui la perçoivent encore comme une affaire privée.

Entre 2024 et le premier semestre 2025, le MINPROF a accompagné 14 000 femmes victimes de discriminations diverses et sensibilisé près de 60% de la population sur les droits de la femme et les VBG. Les campagnes de sensibilisation se sont intensifiées, grâce à l'action combinée du MINPROFF, des médias communautaires et des ONG. Ces campagnes ont renforcé la connaissance du public sur des droits et devoirs liés au genre. Des comités communautaires ou structures de veille ont également été mis en place localement, permettant une meilleure médiation sociale et prévention des violences. En plus, 200 magistrats, officiers de police judiciaire, travailleurs sociaux et médecins, 482 militaires, policiers, officiers et sous-officiers de gendarmerie ont été formés sur la prise en charge holistique des VBG. Toutefois, très peu de femmes bénéficient de l'assistance judiciaire, et les données sur les décisions de condamnation ou d'indemnisation restent insuffisantes, en particulier pour les cas de traite ou de violences sévères. Pour ce qui est des cas de VBG, 7869 cas ont été soutenus parmi lesquels 5492 survivantes de VBG ont reçu une prise en charge holistique. Pour le cas spécifique des féminicides, il est à noter qu'entre 2024 et octobre 2025 76+ ont été signalés et vérifiés.

S'agissant du renforcement de l'arsenal juridique et de l'effectivité de l'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes, un avant-projet de loi sur les

violences faites aux femmes et aux filles a été élaboré. Malgré ces actions menées, la situation demeure particulièrement préoccupante dans les zones en crises humanitaire et sociopolitique (Extrême-Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest). Les résultats de la mise en œuvre des actions de lutte contre les VBG sont condensés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5 : Synthèse de la mise en œuvre de l'axe 4

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateurs	Avancées enregistrées
Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits humains et à l'élimination des violences basées sur le genre	Promouvoir un environnement juridique et socioculturel favorable au respect des droits humains et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)	<p>Pourcentage de femmes victimes de violences depuis l'âge de 15 ans causées par une personne quelconque ;</p> <p>Pourcentage de femmes victimes de violences au cours des 12 derniers mois.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Selon Afrobarometer (2023), près de la moitié des Camerounais (48 %) estiment que les violences contre les femmes et les filles sont « assez courantes » ou « très courantes » dans leur communauté ; ➤ En 2024, le MINPROF a recensé et accompagné 14 000 femmes victimes de discriminations diverses. La situation est plus criarde dans les zones en crise, 34 % des femmes mariées ont subi des violences physiques et 13 % des violences sexuelles (UNFPA, 2024 ; Reliefweb, 2024) ; ➤ 6000 cas de VBG ont été soutenus dont 3 623 survivantes de VBG ont reçu une prise en charge holistique ; ➤ 69 cas de féminicides recensés, en hausse de 23% ; ➤ Un avant-projet de loi sur les violences faites aux femmes et aux filles a été élaboré ; ➤ 15 694 986 personnes ont été

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateurs	Avancées enregistrées
			<p>sensibilisées sur les VBG et les droits de la femme dans les dix régions ;</p> <p>➤ magistrats, officiers de police judiciaire, travailleurs sociaux et médecins, 482 militaires, policiers, officiers et sous-officiers de gendarmerie ont été formés sur la prise en charge holistique des VBG</p> <p>➤</p>

Source : MINFI (2025)

Axe stratégique n°5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire

Cet axe vise à promouvoir une participation accrue et une meilleure représentation des hommes et des femmes dans la gouvernance publique et la prise des décisions à tous les niveaux. Malgré une légère amélioration de la présence des femmes dans les instances électives et administratives, leur représentativité demeure encore insuffisante au regard des engagements nationaux et internationaux du Cameroun en matière de parité et d'équité.

Après les dernières élections de 2020, les statistiques sur la représentativité des femmes à la tête des exécutifs des CTD reste faible : 11,66% de femmes maires, 0% comme maire de ville ou président de conseil régional et une seule femme Secrétaire Générale de Conseil Région sur dix. L'assemblée nationale et le Senat ont des taux de représentativité des femmes de l'ordre 33% (et 30% respectivement. La participation des jeunes filles aux instances de gouvernance nationale et locale reste également marginale. On compte d'après les statistiques du MINJEC, 4538 conseillers municipaux, avec 1555 filles contre 2983 garçons. Il y'a deux fois plus de conseillers municipaux hommes que des femmes. Les écarts sont davantage prononcés dans les régions de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord (3 conseillers hommes pour 1 femme). En ce qui concerne la représentativité des femmes aux postes nominatifs, les niveaux sont restés inchangés depuis le dernier remaniement ministériel. En outre l'Analyse Situationnelle Genre (ASG) conduite dans quelques ministères a montré que la proportion des femmes à des postes de décision (rang de directeur et plus) ne dépasse

guère 10% des postes disponibles.

Toutefois les activités de plaidoyer et de sensibilisation continuent et s'intensifient. En 2024 et 2025, le MINPROFF a sensibilisé 5 898 346 femmes et filles sur le leadership et la participation des femmes à la prise des décisions. Dans le même sens, il a accompagné 190 femmes chefs traditionnels en leadership féminin et 100 femmes leaders issues de quelques formations politiques sur la promotion du leadership féminin en politique. En collaboration avec Elections Cameroon (ELECAM) et d'autres partenaires institutionnels, 103 personnes sur le leadership des femmes et des jeunes ont bénéficié d'un renforcement des capacités en vue de la tenue d'un processus électoral inclusif. Ces actions ont notamment contribué à accroître la visibilité des femmes candidates et à améliorer leur représentation dans certaines communes et conseils régionaux. Néanmoins, les défis demeurent nombreux. On peut notamment citer : la persistance des barrières socioculturelles, l'absence de mécanismes de suivi contraignants et l'insuffisante préparation des femmes et des jeunes à assumer des responsabilités publiques.

Tableau 6 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 5 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateurs	Avancées enregistrées
Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de décisions.	Promouvoir une participation accrue et une meilleure représentation des hommes et des femmes dans la gouvernance publique et la prise des décisions à tous les niveaux.	Taux de représentativité des femmes aux postes électifs ; Taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mairies : 24% (2024) ; Conseillers municipaux : 2 541 femmes sur 10 626 soit 24% ; Exécutifs Régionaux : 0 femme présidente sur 10 ; Conseillers régionaux : 206 femmes sur 900 soit 22,88%. Tendances stable mais en deçà des standards (30%-50%). ➤ On compte à date 42 femmes mairies, suite à des vacances à la tête de certaines communes. suite aux élections des conseillers régionaux le 06 Décembre 2020, on compte 206 femmes sur un total de 900. ➤ Le taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs est resté en dessous du quota minimal exigé. L'Analyse Situationnelle Genre conduite dans quelques ministères (MINEPAT, MINJEC, MINPOSTEL, etc.) a relevé que au plus 10% des postes de décision (rang de directeur et

			<p>plus) sont occupés par des femmes ;</p> <p>➤ Dans le cadre de la promotion d'un leadership féminin, 5 898 346 femmes et filles sur le leadership et la participation des femmes à la prise des décisions ont été sensibilisé ; 233 femmes chefs traditionnels en leadership féminin et 100 femmes leaders issues de quelques formations politiques sur la promotion du leadership féminin en politique ont été accompagné ; 103 personnes sur le leadership des femmes et des jeunes ont bénéficié d'un renforcement des capacités en vue de la tenue d'un processus électoral inclusif.</p>
--	--	--	---

Source : MINFI (2025)

Axe stratégique n°6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et de la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble

Le contexte national du Cameroun est marqué, depuis quelques années par la crise sécuritaire et des tensions sociopolitiques dans certaines localités du pays. La crise sécuritaire qui, jusque- là, était ressentie dans certaines localités de la région de l'Extrême-Nord entretenue par la secte terroriste Boko-Haram et dans la région de l'Est par la crise sociopolitique en République Centrafricaine (RCA), a aussi touché la région du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; crise sociopolitique entretenue cette fois-ci par des bandes armées remettant en cause l'unité nationale. Face à ces crises sécuritaires et sociopolitiques, le Gouvernement a déployé les forces de défense légale pour mettre hors d'état de nuire les criminels de tous bords tout en cherchant le chemin d'un retour à la paix. Plusieurs initiatives sont mises en œuvre par le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires de bonne volonté pour réduire les souffrances des populations exposées dont certaines ont dû se déplacer vers d'autres localités où règnent la paix et la sécurité, ou se déplacer hors du territoire national où elles vivent dans la précarité. Le tableau ci-dessous donne la synthèse des actions ayant été mises en œuvre par le MINAS et qui visent à renforcer la protection et la participation équitable des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et dans la construction de la paix, de la cohésion sociale et le vivre ensemble.

Tableau 7 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 6 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
axe 6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble	Renforcer la protection et la participation équitable des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et dans la construction de la paix, de la cohésion sociale et le vivre ensemble	Proportion de femmes et filles bénéficiaires de la réponse humanitaire, Nombre de femmes participant dans les initiatives de paix et sécurité au niveau international, national, régional et local.	<p>Dans le cadre de la promotion de l'intégration nationale et de la participation citoyenne des jeunes, 1 148 813 jeunes ont été sensibilisés aux valeurs du vivre ensemble harmonieux en 2022. Parmi eux nous avons dénombré 498 820 jeunes femmes soit 43,42% des jeunes sensibilisés.</p> <p>→ 521 409 jeunes sensibilisés à la prévention de l'extrémisme violent dont 262 884 femmes</p> <p>→ Parmi les 12 344 jeunes ambassadeurs de la paix formés en 2022 par les soins du MINJEC, 6 469 sont des jeunes filles soit plus de 50%.</p> <p>→ Dans le cadre de l'implémentation du Plan d'action national des résolutions 1325 et connexes sur femmes paix et sécurité, 1 889 708 personnes (hommes et femmes) ont été touchés par des sessions de sensibilisation</p> <p>→ L'élaboration de la stratégie genre des DDR</p> <p>→ Mise en place de 03 centres de DDR pour les enfants et les ex combattants et combattantes</p>

Source : MINFI (2025)

Axe stratégique n°7 : Renforcement du cadre institutionnel et institutionnalisation du genre comme principe directeur de bonne gouvernance.

L'institutionnalisation du genre constitue un fondement indispensable pour atteindre les objectifs d'égalité et renforcer l'efficacité des politiques publiques. Cet axe vise à renforcer le cadre institutionnel national et local en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et assurer l'institutionnalisation du genre dans tous les secteurs de la vie nationale.

Plusieurs avancées significatives ont été enregistrées. Des campagnes de sensibilisation ont été menées par le MINPROFF avec l'appui de ses partenaires, mobilisant leaders politiques, religieux et communautaires pour promouvoir un changement de comportements en faveur de l'égalité entre les sexes. La budgétisation sensible au genre (BSG) a également connu des progrès notables. Depuis 2010, les lettres circulaires présidentielles sur la préparation budgétaire rappellent l'exigence d'intégrer la dimension genre. Depuis 2021, un Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG) est élaboré et annexé au projet de loi de finance.

En 2024, 46 administrations ont été accompagnées sur la prise en compte du genre dans les CDMT, et 145 membres des conseils régionaux des régions du Littoral et de l'Extrême-Nord ont vu leurs capacités renforcées sur l'intégration du genre dans les plans régionaux de développement. Néanmoins, la couverture reste partielle : seuls quelques ministères pilotes (santé, éducation, agriculture) et certaines collectivités territoriales décentralisées (CTD)

disposent de cadres opérationnels pour la mise en œuvre de la BSG. En effet, la proportion des CTD et des ministères sectoriels disposant des plans et budgets Genre sensible est de 7,41%.

Par ailleurs, le dispositif institutionnel de pilotage genre a été renforcé par l'élaboration d'un guide d'intégration du genre dans les politiques, stratégies, programmes et budgets. Ainsi, 101 points focaux genre des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Ouest ont été formés dans la prise en compte du genre et 55 personnels des services déconcentrés des régions du Nord-Ouest et du Sud sur ledit guide. Le MINPROF estime à 40% le taux de mise en œuvre des mécanismes de promotion du genre existants en 2024. Cependant, peu de ministères disposent encore d'unités stables et dotées de ressources humaines et financières suffisantes, ce qui limite la pérennité et l'efficacité des dispositifs.

Enfin, la production et l'utilisation des statistiques de genre demeurent insuffisantes. L'absence d'une base de données consolidée entrave la formulation de diagnostics précis et l'évaluation des politiques publiques. Le renforcement de la coopération entre l'INS, le MINPROFF et les autres structures techniques est une priorité afin de systématiser la collecte et la diffusion d'indicateurs désagrégés, notamment ceux figurant dans la liste minimale de l'Union Africaine.

En somme, si des jalons importants ont été posés, la consolidation de l'institutionnalisation du genre au Cameroun dépendra de la mise en place de dispositifs institutionnels solides, d'une couverture élargie de la BSG, d'un pilotage transversal renforcé et d'un système statistique plus robuste.

Tableau 8 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 7 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateurs	Avancées enregistrées
Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.	Renforcer le cadre institutionnel national et local en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et assurer l'institutionnalisation du genre dans tous les secteurs de la vie nationale.	<p>Proportion de mécanismes de promotion du genre fonctionnels ;</p> <p>Proportion de CTD disposant budget genre sensibles ;</p> <p>Proportion de ministères sectoriels disposant de CDMT genre sensibles ;</p> <p>Proportion de ministères sectoriels disposant de PPA genre sensibles ;</p> <p>Nombre de rapports genre élaborés et présentés au parlement.</p>	<p>➤ En prélude au CIEP, la matrice de triangulation stratégique entre la SND30, la PNG et les CSP des administrations interpellées par la PNG a été construite. Ladite matrice présente pour chacune de ces administrations (suivant les programmes budgétaires), les objectifs stratégiques en matière de genre et les indicateurs qui y sont rattachés.</p> <p>➤ Neuf (09) administrations ont été accompagnées à la conduite d'analyses situationnelle genre. Il s'agit du MINSANTE, du MINDDEVEL, du MINEPAT, du MINEDUB, du MINADER, du MINJEC, du MINPOSTEL, du MINPMEESA et du MINREX.</p> <p>➤ 46 administrations ont été accompagnées sur la prise en compte du genre dans les documents budgétaires (CDMT, PPA, rapport de revue des activités) et 145 membres des conseils régionaux des régions du Littoral et de l'Extrême-Nord ont vu leurs capacités renforcées sur l'intégration du genre dans les plans régionaux de développement ;</p> <p>➤ La fiche projet à renseigner et inscrire dans la banque des projets d'investissement de l'Etat a connu des aménagements avec l'insertion de sections genre afin de s'assurer que lesdits projets vont bénéficier aussi bien aux hommes qu'aux femmes et contribuer à la réduction des inégalités identifiées dans la PNG.</p> <p>➤ Le DBSG est élaboré et annexé au projet de loi de finance depuis 2021 ;</p>

Source : MINFI (2025)

II.3. Quelques avancées enregistrées par administration pilote

Cette section du document permet de mettre en exergue les réalisations financières et techniques des dépenses sensibles au genre budgétisées au titre de l'exercice budgétaire 2024. Les analyses sont faites à partir des crédits prévus dans le DBSG 2024 ainsi que ceux retenus au terme de la révision de la LF 2024. Les données relatives à l'exécution financière de ces dépenses sont issues du dispositif informatique PROBMIS et celles relatives aux réalisations techniques proviennent des RAP 2024 des administrations pilotes.

II.3.1. Exécution financière globale des dépenses sensibles au genre au titre de l'exercice budgétaire 2024

Ecarts entre les dépenses prévues dans le DBSG2024 et celles retenues à l'issue de la révision de la LF2024

Le tableau ci-dessous permet de relever une hausse globale d'environ 4,5 milliards de Fcfa du budget genre des administrations pilote après la révision de la LF. Toutefois des disparités sont observées au sein des administrations. En effet, si ce budget a augmenté au MINESEC et au MINSANTE, il est resté constant au MINDDEVEL et a diminué dans toutes les autres administrations. La tendance au MINADER n'étant pas affichée car lors de l'élaboration du DBSG 2024, la cartographie des dépenses sensibles au genre de cette administration n'était pas disponible.

Tableau 9 : Ecarts entre les dépenses prévues dans le DBSG2024 et celles retenues à l'issue de la révision de la LF2024

**Montants en milliers de Fcfa*

(A) ADMINISTRATION	Budgetisation des dépenses		(D) Écart LF-DBSG D=C-B
	Montants DBSG 2024	Montants LF 2024 révisée	
MINESEC	10 583 969	20 822 325	10 238 356
MINEDUB	6 135 403	215 185	-5 920 218
MINEPIA	5 235 000	1 015 489	-4 219 511
MINAS	2 916 900	2 366 376	-550 524
MINEPAT	2 363 500	1 890 205	-473 295
MINDDEVEL	96 500	96 500	0
MINPROFF	4 548 470	4 504 342	-44 128
MINSANTE	42 353 005	48 291 256	5 938 251
MINFI	553 244	73 240	-480 004
MINADER	NA	NA	NA
TOTAL	74 785 991	79 274 918	4 488 927

Source : MINFI (2025)

Exécution financière des dépenses sensibles au genre au titre de l'exercice 2024

Le tableau ci-dessous montre qu'environ 79,12 milliards de Fcfa ont été réellement exécuté au titre de l'exercice 2024 par les administrations pilotes pour la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. Ce montant représente 105,8% du budget initialement prévu dans le DBSG 2024 et 99,81% de ce qui avait été budgétisé à partir de la LF 2024 révisée.

Tableau 10 : Exécution financière des dépenses sensibles au genre au titre exercice 2024

ADMINISTRATION	Exécution		
	Montant	Taux	
		DBSG 2024	LF 2024 révisée
MINESEC	20 813 378	196,65%	99,96%
MINEDUB	215 185	3,51%	100,00%
MINEPIA	973 665	18,60%	95,88%
MINAS	2 305 876	79,05%	97,44%
MINEPAT	1 889 610	79,95%	99,97%
MINDDEVEL	96 500	100,00%	100,00%
MINPROFF	4 503 945	99,02%	99,99%
MINSANTE	48 251 172	113,93%	99,92%
MINFI	73 240	13,24%	100,00%
MINADER	NA	NA	NA
TOTAL	79 122 571	105,80%	99,81%

Source : MINFI (2025)

Si l'analyse de l'exécution en lien avec les prévisions de la LF montre des taux élevés et harmonisés (tous supérieurs à 99 %), celle faite en rapport avec la budgétisation faite dans le DBSG 2024 permet de distinguer quatre types d'administrations tel que le montre le graphique ci-dessous :

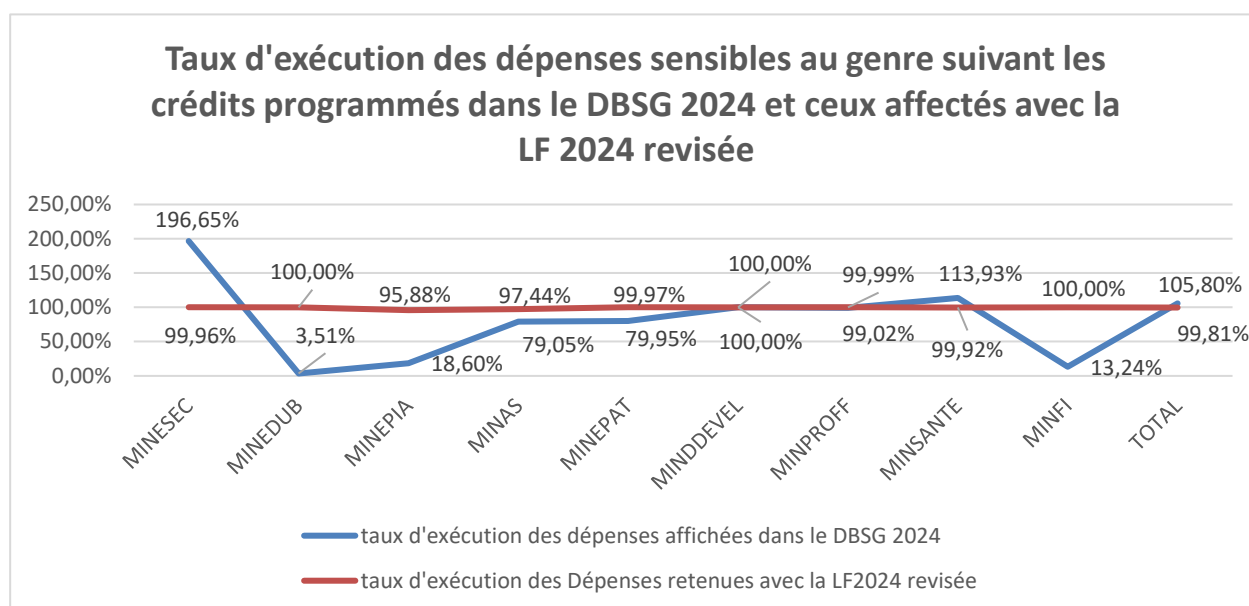
Cas 1 : MINSANTE (113%) et MINESEC (196%) pour lesquels les taux d'exécution sont supérieurs à 100%. Le budget genre a beaucoup augmenté entre l'exécution et ce qui était prévu dans le DBSG.

Cas 2 : MINPROFF (99%) et MINDDEVEL (100%) pour lesquels les taux d'exécution sont proches 100%. Le budget genre est resté stable (ou relativement) entre l'exécution et ce qui était prévu dans le DBSG.

Cas 3 : MINAS (79%) et MINEPAT (79%) pour lesquels les taux d'exécution sont proches 100% inférieurs à 100 mais supérieurs à 50%. Le budget genre a baissé mais pas de manière drastique entre l'exécution et ce qui était prévu dans le DBSG.

Cas 4 : MINFI (13%), MINEPIA (18%) et MINEDUB (3%) pour lesquels les taux d'exécution sont très faibles inférieurs à 25%. Le budget genre a baissé de manière drastique entre l'exécution et ce qui était prévu dans le DBSG. Plusieurs dépenses initialement prévues dans le budget ont été prises en charge par les chapitres communs (c'est surtout le cas au MINFI).

Graphique 3: Taux d'exécution des dépenses sensibles au genre suivant les crédits programmés dans le DBSG 2024 et ceux affectés avec la LF 2024 révisée.



Source : MINFI (2025)

Facteurs explicatifs des écarts observés entre la budgétisation et l'exécution des dépenses sensibles au genre au titre de l'exercice 2024

Comme relevé plus haut, des disparités sont observées au sein des administrations lorsque l'on fait une analyse comparative du dépenses genre entre la budgétisation faite dans le DBSG et avec la LF et les montant affichés à l'exécution. Les raisons qui sous-tendent ces disparités sont condensés dans le tableau ci-dessous suivant les administrations.

Tableau 11 : facteurs explicatifs des écarts observés au niveau des montants affichés lors de la budgétisation et de l'exécution

ADMINISTRATION	Écart entre programmation et exécution		Observations
	DBSG 2024	LF 2024 révisée	
MINESEC	10 229 409	-8 947	Les montants des activités genre ont augmenté avec la LF et sont presque complètement exécutés
MINEDUB	-5 920 218	0	Plusieurs activités genre budgétisées dans le DBSG n'ont pas été budgétisées avec la LF corrigée d'où la baisse du budget genre. Toutes celles qui ont été retenues avec la LF révisée ont été exécutées
MINEPIA	-4 261 335	-41 824	Les montants des activités genre ont baissé avec la LF révisée et sont presque complètement exécutés
MINAS	-611 024	-60 500	Plusieurs activités genre budgétisées dans le DBSG n'ont pas été budgétisées avec la LF révisée d'où la baisse du budget genre. Presque toutes celles qui ont été retenues avec la LF révisée ont été exécutées
MINEPAT	-473 890	-595	Les montants des activités genre ont baissé avec la LF révisée mais sont presque complètement exécutés
MINDDEVEL	0	0	Les dépenses n'ont pas connu de changement ni de baisse de budget par la LF révisée et ont toutes été exécutées

ADMINISTRATION	Écart entre programmation et exécution		Observations
	DBSG 2024	LF 2024 révisée	
MINPROFF	-44 525	-397	Les dépenses n'ont pas connu de changement significatif ni de baisse de budget importante par la LF et ont toutes été exécutées
MINSANTE	5 898 167	-40 084	Les montants des activités genre (notamment celles en lien avec la lutte contre le paludisme et le VIH) ont augmenté avec la LF et sont presque complètement exécutés
MINFI	-480 004	0	Plusieurs activités genre budgétisées dans le DBSG n'ont pas été budgétisées avec la LF révisée d'où la baisse du budget genre. Elles ont été conduites à partir des ressources issues des chapitres budgétaires communs. Toutes celles qui ont été retenues avec la LF ont été exécutées
MINADER	NA	NA	Le MINADER n'avait pas été pris en compte dans les analyses lors de l'élaboration du budget genre 2024 car les informations n'étaient pas disponibles

Source : MINFI (2025)

II.3.2. Détail de l'exécution financière et technique des dépenses par activité suivant les administrations

Le détail de l'exécution financière et technique des dépenses par activité suivant les administrations est donné par le tableau ci-dessous :

Au Ministère des Enseignements Secondaires

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINESEC, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINESEC marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2024. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2024 du MINESEC.

Tableau 12 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINESEC

Montants en milliers de FCFA

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
PROGRAMME 105 : renforcement de l'accès aux enseignements secondaires	ACTION 01 : développement des infrastructures scolaires	Construction de salles de classe clés en main	Construction d'un bloc administratif R+1 au CETIC DE BIMBIA	95 000	Budget révisé : 95 000 taux d'exécution : 96,58	01 Bâtiment R+1 comprenant 04 salles de classe et 04 toilettes
			Construction d'un bloc pédagogique de 08 salles de classes +04 bureaux et 04 toilettes en R+1 au LB DE LIMBE	90 000	Budget révisé : 90 000 taux d'exécution : 98,79	achevé sur 01 attendu 01 Bloc pédagogique de 08 salles de classe+04 bureaux et

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
			DANS LE SUD -OUEST			04 toilettes en R+1 construit sur 01 attendu ; 51 Infrastructur es scolaires sinistrées réhabilitées sur 58 attendus ; 13 Blocs de deux salles de classe construits sur 40 attendus ; 01 Bloc de 03 salles de classe construit sur 01 attendu ; 36 Blocs de latrines construits sur 68 attendus ;
PROGRAMME 106 amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous- secteur des enseignements secondaires	ACTION -01 amélioration de l'encadremen t et de la formation continue des Inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs	Systématisati on des détachés	Toutes les tâches	752 000	Budget révisé : 642 200 taux d'exécution : 99,99	1373 Inspecteurs et 21108 enseignants formés ; Formation de 60 enseignants de mathématiq ues dans le
		Amélioration des apprentissag es des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignants et enseignantes de mathématiqu es et à la sensibilisatio n des chefs d'établisseme nt dans le cadre du partenariat MINESEC- AIMS	20 000	Budget révisé : 17 000 taux d'exécution : 99,97	cadre du projet AIMS ; 3649 élèves- professeurs ont été suivis et évalués et 12616 Enseignants inspectés.
		Renforcemen t de l'encadremen t et du suivi évaluation des personnels (enseignants,	Toutes les tâches	925 000	Budget révisé : 1 279 250 taux d'exécution : 99,99	

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
		élèves professeurs, élèves maitres)				
	ACTION 03 -des améliorati on des conditions de travail et de vie en milieu scolaire	Amélioration -des conditions du cadre de travail des enseignants et enseignantes et élèves filles et garçons	Construction d'une clôture au LYCEE DE LAMAL POEGUE PHASE 2	110 969	Budget révisé : 110 969 taux d'exécution : 100	-01 Plan d'action multisectoriel de la politique nationale genre ; En lien avec l'Amélioration des conditions et du cadre de travail des enseignants et enseignante s et élèves filles et garçons périscolaires : Paiement des arriérés des frais de relève à 1058 personnels, Paiement des frais de relève à 6152 personnels, Construction de 29 blocs de latrines, Construction de 10 forages.
PROGRAMME 107 gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur enseignements secondaires	ACTION 02 -renforcement de la planification et de la coopération au MINESEC	Actualisation -des données statistiques et de la carte scolaire	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire	85 000	Budget révisé : 85 000 taux d'exécution : 100	Données 2023/2024 collectées, importées et traitées ; Annuaire statistique 2023/2024 produit ; Rapport d'analyse 2023/2024 produit.
PROGRAMME 112 intensification de la professionnalisation et formation optimisation de la formation dans le sous-secteur des enseignements secondaires	ACTION 01 -et renforcement de l'offre de formations professionnalisant	Construction -et équipement des Lycées Professionnels	Toutes les tâches	7 935 000	Budget révisé : 18 175 206 taux d'exécution : 99,99	La poursuite des travaux de construction des Lycées agricoles de Yagoua et de Lagdo exécutés à date à environ 65% ; - La

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
						<p>poursuite des travaux de construction du Lycée professionn el d'Ekounou dont les travaux se situent à date autour de 51,24% ;</p> <p>- La finalisation des travaux de construction et l'équipemen t du Lycée Technique de OMBE au Sud-Ouest dans le cadre du Projet de l'Enseignem ent Secondaire Technique (PEST) ;</p> <p>La contribution du MINESEC dans la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement ent du Secondaire et des Compétenc es pour la Croissance et l'Emploi (PADESCE) ;</p> <p>L'attribution des appuis à la scolarisation de 10 994 filles des Zones d'éducation prioritaires par le Projet d'Appui au Développement ent du Secondaire et des Compétenc es pour la</p>

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
						Croissance et l'Emploi (PADESCE) ; L'accompagnement pour l'atteinte des standards de qualité de 350 établissements d'Enseignement Secondaire, y compris 48 établissements accueillant un nombre important d'élèves déplacés internes par le Projet d'Appui au Développement du Secondaire et des Compétences pour la Croissance et l'Emploi (PADESCE) ;
	ACTION 02 -des Développement de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire	Mise en place des incubateurs de micro-entreprises dans les établissements secondaires techniques	Appui aux projets d'établissement et aux incubateurs	250 000	Budget révisé : 212 500 taux d'exécution : 98,82	La mise en place de 75 (soixante-quinze) incubateurs de microentreprises dans les établissements d'enseignement technique et professionnel ; L'implantation et suivi-évaluation de 7 programmes d'initiation à l'entrepreneuriat ; L'attribution
		Mise en place des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat	Implantation et suivi-évaluation des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat	7 000	Budget révisé : 5 950 taux d'exécution : 99,75	
		Organisation des journées portes ouvertes	Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel (JPO/ESTP)	75 000	Budget révisé : 63 750 taux d'exécution : 100	

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
			Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel par l'IP-OVS	5 000	Budget révisé : 4 250 taux d'exécution : 99,88	de 33 prix aux meilleures réalisations produites par les établissements scolaires lors des Journées
		Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises pour les enseignants et la formation en alternance des apprenants	Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des spécialités techniques industrielles	19 000	Budget révisé : 17 650 taux d'exécution : 99,77	Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique (JPO/ESTP) ;
			Organisation solennelle de la cérémonie de remise des attestations de fin de stages en entreprise aux enseignants de l'ESTP	10 000	Budget révisé : 8 500 taux d'exécution : 100	
			Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des Sciences et Technologies du Tertiaire	16 000	Budget révisé : 15 100 taux d'exécution : 99,83	

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de l'Education de Base

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEDUB, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINEDUB marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2024. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2024 du MINEDUB.

Tableau 13 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINEDUB

Montants en milliers de FCFA

Programme budgétaire	Activités	Taches marquées	Budget DBSG 2024	Réalisation	
				Financière	technique
Programme 102 : Universalisation du Cycle Primaire	Développement et suivi des activités pédagogiques administratives dans l'enseignement primaire	Formation des enseignants sur les méthodes et techniques d'enseignement relatives à l'approche inclusive		Budget révisé : taux d'exécution :	731 salles de classe construites et équipées ; 443 salles de classe réhabilitées ;
		Redynamisation des conseils d'écoles dans les EP pour le soutien à l'accès et à l'achèvement de la jeune fille, de l'enfant vulnérable et celui vivant avec un ou plusieurs handicap		Budget révisé : taux d'exécution :	79 blocs latrines réalisés ; 32 343 tables bancs fabriqués ; 09 clôtures construites ; 13 forages construits ;
		Evaluation du niveau d'atteinte des objectifs assignés aux 69 écoles primaires publiques pilotes inclusives		Budget révisé : taux d'exécution :	04 écoles réhabilitées par la Fondation Chantal Biya ;
	Education de la jeune fille	Mobilisation communautaire en faveur de l'inscription et du maintien des filles à l'école	30 000	Budget révisé : 25 185 taux d'exécution :	2 000 enseignants (hommes et femmes) ont reçu la prime de fidélisation ;
		attribution des bourses d'excellence scolaire aux jeunes filles des Ecoles Primaires Publiques	100 000	Budget révisé : 100 000 taux d'exécution : 0	58 000 actes de naissance établis aux élèves des classes CM2/CL6 des écoles primaires publiques
		Renforcement des capacités des enseignants pour des pratiques pédagogiques sensibles au genre	40 000 000	Budget révisé : 40 000 taux d'exécution :100	dépourvus de ce document au cours de l'année scolaire 2023-2024 ;
		suivi et évaluation de l'opération de distribution des bourses d'excellence scolaire aux meilleures élèves filles au CEP et au FSLC	50 000 000	Budget révisé : 50 000 000 taux d'exécution :0	41 responsables formés dans le cadre de la mobilisation communautaire en faveur de l'inscription et du maintien des
	Promotion de l'équité	Fonds de contrepartie du programme MINEDUB-UNICEF		Budget révisé : taux d'exécution :	

Programme budgétaire	Activités	Taches marquées	Budget DBSG 2024	Réalisation	
				Financière	technique
					filles à l'école ; 2 642 Bourses d'excellence scolaire attribuées aux jeunes filles des Ecoles Primaires Publiques ; 1 500 superviseurs pédagogiques et 26 000 enseignants (hommes et femmes) formés à l'utilisation des nouveaux curricula ; 3 000 enseignants (hommes et femmes) formés sur les pratiques pédagogiques sensibles au genre ; 2 400 acteurs (hommes et femmes) de la chaîne de supervision pédagogique formés sur le suivi et évaluation des acquis scolaires dans le cycle primaire.

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEPIA, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINEPIA marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2024. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2024 du MINEPIA.

Tableau 14 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINEPIA

Montants en milliers de FCFA						
Programmes	actions	Activités	taches	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
Programme 053 - développement des productions et des industries animales	Action 2 - Amélioration de la productivité et de la production de la filière porcine	Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	FCP-Projet de Développement des chaînes de Valeurs d'élevage et de la Pisciculture au Cameroun(PD-CVEP)	600 000	Budget révisé : 333 243 taux d'exécution :100	- 18 jeunes ont été formés en insémination artificielle à la Station de Lougguéré dans le cadre de la mise en œuvre de ABC PADER (GIZ) ; - 7 442 poussins de 3 semaines produits et mis à la disposition de 133 producteurs hommes et femmes à des prix préférentiels par la Station de Bali ; - 96 kits d'élevage pour petits ruminants distribués à 150 bénéficiaires hommes et femmes ; - 150 kits d'élevage de volaille (30 pour volaille traditionnelle, 80 pour poulet de chair et 40 pour pondeuses) distribué à 150 bénéficiaires hommes et femmes ; - 44 kits d'élevage de porc constitués chacun d'une mini porcherie, 5 porcelets, 4 sacs d'aliments et 1 lots de produit vétérinaires distribué à 44 bénéficiaires hommes et femmes ; - 30 000 poussins d'un jour ont été distribués le 20 décembre 2024 à 300 producteurs (dont 150 femmes, 100 hommes et 50 jeunes) par la CDENO ; - 9 300 poussins de 21 jours, type chair ont été distribués aux femmes avicultrices et aux groupements d'éleveurs à Maroua et à Mokolo par la CDEN ; 125 sacs d'aliments distribués à 25 producteurs laitiers (dont 15 femmes, 05 hommes et 05 jeunes) par la CDENO
						08 incubateurs acquis
						24 poulaillers améliorés métalliques acquis
						30000 poussins d'un jour ont été distribués à 300 producteurs (dont 150 femmes, 100 hommes et 50 jeunes) par la CDENO à raison de 100 sujets par bénéficiaire et un sac d'aliment dans le cadre du PULCCA ;
Programme 053 - développement des productions et des industries animales	Action 03 - Amélioration de la productivité et de la production de la filière avicole	Construction et équipement des infrastructures d'élevage de volailles	Acquisition des incubateurs ,	25 000	Budget révisé : 22 800 taux d'exécution :100	15 000 poussins préchauffés de 21 jours ont été produits par la CDENO avec le concours de la station de Bali (11 972 sujets) et mis à la disposition de 300 producteurs bénéficiaires du PULCCA;
			Acquisition de poulaillers améliorés métalliques (Sud et Nord)	25 000	Budget révisé : 25 000 taux d'exécution : 97,06	2700 poussins d'un jour traditionnels de race locale (Brahma) distribués à 300 producteurs bénéficiaires du
		- Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries	- Appui en intrants pour l'élevage des poulets au profit des femmes (AFEMEPI A Centre)	3 650 000	Budget révisé : 9 266 taux d'exécution : 99,66	
			APPUI BUDGETAI	60 000	Budget révisé : 0	

Programmes	actions	Activités	taches	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
		de la filière volaille	RE- Programme d'Appui au Renforcem ent de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour la subvention des aviculteurs en aliments pour poulets de chair		taux d'exécution :0	PULCCA ; 3900 pondeuses prêtes à pondre élevées et mises à la disposition de 300 producteurs bénéficiaires du PULCCA ; 1491 producteurs ont vu leurs capacités renforcées par la CDENO et la CDEN (dont 552 femmes).
			APPUI BUDGETAI RE- Programme d'Appui au Renforcem ent de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour le renforceme nt des capacités structurelle et technique de l'IPAVIC sur les mécanisme s d'appui et de suivi des bénéficiaire s		Budget révisé : 0 taux d'exécution :0	
	Action 05 - Améliorati on de la productivité et de la production des autres filiales d'élevage s (élevage des équins et des asins, apiculture, élevages non conventio nnels et des animaux de	Développ ement d'une production du miel et des produits de la ruche de qualité	Acquisition du matériel apicole de production destiné aux apiculteurs hommes et femmes	15 000	Budget révisé : 15 000 taux d'exécution :0	- L'acquisition du matériel apicole au profit des OP (81 enfumoirs, 85 tenues apicoles complètes avec masque, 84 paires de gang apicoles, 75 petits chalumeaux à gaz avec camping gaz)
		Développ ement de la production fourragère	Acquisition des équipement de production de fourrage au profit des éleveurs laitiers	95 000	Budget révisé : 95 000 taux d'exécution : 75,10	
			Acquisition des broyeurs de tiges au profit des éleveurs	15 000	Budget révisé : 15 000 taux d'exécution : 92,99	

Programmes	actions	Activités	taches	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
			laitiers			
Programme 057 - développement des productions halieutiques	ACTION 01 - Maitrise de la production des pêches de captures	Acquisition du matériel et des équipements de pêche au profit des hommes et femmes	- Acquisition des Pirogues de pêches en appui aux communautés de pêcheurs	90 000	Budget révisé : 90 000 taux d'exécution : 98,51	01 débarcadère et 01 marché aux poissons de Youpwé, inauguré ; le projet avait deux composantes. 45 pirogues et quatre- vingt- dix (90) pagaies ont été acquises, au profit des pêcheurs artisans de Kribi
		Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures de pêche	- Construction des halls de mareyage pour la valorisation des produits de la pêche	250 000	Budget révisé : 179 334 taux d'exécution :100	
	Action 03 – Appui conseils aux acteurs	- Facilitation de l'accès des hommes et des femmes aux financements	Contribution de l'Etat-Projet de Développement de l'Entrepreneuriat Aquacole (PDEA)	300 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :0	
Programme 059 - gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur élevage, pêches et industries animales	Action 02 - Planification et gestion budgétaire	- Réalisation des études stratégiques au niveau du sous-secteur EPIAH	Manuel guide de subvention ; dépliants et les affiches	45 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :0	01 Cadre Stratégique de Performance du MINEPIA produit et validé ; 01 rapport de la revue/rationalisation des activités 2024 produit et validé ; 03 rapports de programmation (CDMT Initial, Ajusté et final 2023-2025) validé par le Comité interne PPBS ainsi que par le MINEPAT et le MINFI au CEPB/PA ;
		Actualisation des outils de planification et de programmation sensible à la BSGE	Actualisation des documents de planification et de programmation	5 000	Budget révisé : 4 441 taux d'exécution :99,99	01 document de conférence budgétaire validé ;
		Collecte et analyse des statistiques administratives désagrégés du sous-secteur EPIAH par sexe et par Age		5 000	Budget révisé : taux d'exécution :	01 Plan de Travail Annuel disponible ;

Programmes	actions	Activités	taches	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
		Mise en place des bases de données genre sensible dans le sous-secteur-EPIAH	APPUI BUDGETAIRE- Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour le Développement d'une base de données des acteurs de la chaîne des valeurs de la filière avicole	25 000	Budget révisé : 191 250 taux d'exécution : 100	
	Action 04 – Gestion des ressources humaines	Promotion de la sécurité sociale, de la vie associative et culturelle	- Célébration de la journée internationale de la femme (JIF)	15 000	Budget révisé : 15 055 taux d'exécution : 100	3891 personnels sont affectés dans les services du MINEPIA (dont 1436 femmes), 30 femmes ont participé à la table ronde sur le thème : « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme (cas de AWARFA) le 07 mars 2024 ;
		Promotion du genre et lutte contre les IST/VIH/SIDA/ COVID-19	Toutes les taches	25 100	Budget révisé : 20 100 taux d'exécution 99,95	- 01 « femme influente » dans les Services centraux et 10 « femmes dynamiques » au niveau des Services déconcentrés, ont été désignées et primées (trophée ; - 35 femmes ont été formées aux pratique et théorique sur la conduite de ces différents élevages dont 15 ont été formées en pisciculture et 20 en apiculture et chèvres laitières - Participation de 1 exposante canards sur pied ; 1 exposante poulet sur pied ; 14 exposantes produits transformés (viande, poissons, poulets) 1 braiseuse 45 personnes formés dont 14 femmes et 31 hommes

Source : MINFI (2025)

Au Ministère des Affaires Sociales

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINAS, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINAS marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2024. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2024 du MINAS.

Tableau 15 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINAS

Montants en milliers de FCFA

Programme	Action	Activité	Tache	Budget DBSG 2024	Réalisation	
					Financière	Technique
Programme 070 : protection sociale de l'enfance	Action 01 : promotion des initiatives du développement de la petite enfance (DPE)	Assistance éducative aux enfants des communautés autochtones, en particulier chez la jeune fille	toutes les taches	36 100	Budget révisé : 30 685 taux d'exécution 100	1865 causeries éducatives organisées ; -19819 filles issues des communautés autochtones mobilisées/touchées lors desdites causeries éducatives touchées ; - 12373 (6473 filles et 5900 garçons des communautés autochtones ont obtenu un acte de naissance.
		Prise en charge des enfants des filles et garçons vulnérables dans les institutions pour l'éveil précoce	toutes les taches	71 500	Budget révisé : 62 375 taux d'exécution 100	226 Filles et garçons de 0 à 8 ans bénéficiaires d'une prise en charge dans les institutions d'encadrement de la petite enfance et de l'enfance en détresse ; -1 569 enfants vulnérables pris en charge dans les institutions pour l'éveil précoce
		Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	toutes les taches	63 000	Budget révisé : 53 550 taux d'exécution 0	4 256 activités de sensibilisation/d'éducation organisées contre la drogue -486636 élèves filles (255520) et garçons (231116) mobilisés/touchés lors des activités de sensibilisation/d'éducation contre la drogue -7518 mineurs (925 filles) et (6593 garçons) en conflit avec la loi bénéficiaires d'une prise en charge

Programme	Action	Activité	Tache	Budget DBSG 2024	Réalisation	
					Financière	Technique
	Action 02 : prévention des inadaptations sociales et renforcement de la protection spéciale de l'enfant	Suivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflit avec la loi	toutes les taches	62 250	Budget révisé : non retrouvé taux d'exécution	7518 mineurs (925 filles) et (6593 garçons) en conflit avec la loi bénéficiaires d'une prise en charge
		Suivi des enfants filles et garçons ayant besoin des mesures spéciales de protection	toutes les taches	485 000	Budget révisé : 423 860 taux d'exécution 100	2644 enfants (1607 filles et 1037 garçons) victimes de traite bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ; -433 enfants (203 filles et 230 garçons) victimes de trafic bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ; -5285 enfants (25164 filles et 2769 garçons) victimes d'abandon bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ; -5448 enfants (3245 filles et 2203 garçons) victimes d'abus bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ; -2908 enfants (1465 filles et 1443 garçons) victimes d'exploitation bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ; -5775 enfants victimes de violence bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement

Programme	Action	Activité	Tache	Budget DBSG 2024	Réalisation	
					Financière	Technique
						ment psychosocial ; -5970 enfants (3219 filles et 2556 garçons) victimes de maltraitance bénéficiaires d'au moins un service d'accompagne ment psychosocial ; -602 enfants (536 filles et 66 garçons) victimes de viol bénéficiaires d'au moins un service d'accompagne ment psychosocial -3476 enfants (1530 filles et 1946 garçons) victimes de travail bénéficiaires d'au moins un service d'accompagne ment psychosocial ; -921 enfants (390 filles 531 garçons) victimes de travail forcé bénéficiaires d'au moins un service d'accompagne ment psychosocial
	Action 03 : renforce ment de la réadapta tion et accompa gnement à l'insertio n et réinserti on de l'enfant vulnérabl e inadapté	Assistance éducative des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	toutes les taches	168 500	Budget révisé : 147 175 taux d'exécution 100	2 422 mineurs inadaptés sociaux (610 filles et 1812 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge institutionnelle
Programme 071 : protection sociale des groupes a	Action 01 : protectio n sociale des	Renforceme nt des mesures de promotion des	Appui à l'insertion scolaire des enfants handicaps et indigents	145 000	Budget révisé : 145 000 taux d'exécution 100	-7604 enfants handicapés ou nés de parents handicapés (3752 filles et

Programme	Action	Activité	Tache	Budget DBSG 2024	Réalisation	
					Financière	Technique
vulnérabilités spécifiques et solidarité nationale	personnes handicapées	personnes handicapées hommes et femmes.				3852 garçons) bénéficiaires d'un placement scolaire et/ou du paiement des frais de participation aux examens officiels
		Appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des personnes handicapées hommes et femmes	Sensibilisation des familles et des communautés pour la scolarisation de l'enfant handicapé	3 000	Budget révisé : 2 550 taux d'exécution 100	01 campagne de sensibilisation organisée
			Octrois des frais de participations aux examens et d'éducation spéciale aux enfants vulnérables	12 000	Budget révisé : 7 500 taux d'exécution 100	3752 filles/ femmes 3852 garçons/ Hommes bénéficiaires
			Prise en charge holistique des pensionnaires du RIB de Buea	19 500	Budget révisé : 16 800 taux d'exécution 100	59 filles/femmes et 53 garçons/hommes pris en charge
			Prise en charge holistique des pensionnaires du Bobine d'Or d'Ekounou	8 000	Budget révisé : 6 950 taux d'exécution 100	26 filles /femmes prises en charge
	Action 02 : assistance publique en faveur des personnes âgées	Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes	toutes les taches	16 650	Budget révisé : 14 152 taux d'exécution 100	2719 femmes âgées et 2883 hommes âgés bénéficiaires
	Action 03 : inclusion sociale des populations et communautés autochtones	Opérationnalisation du dispositif institutionnel de protection des populations autochtones vulnérables	Appui aux fonctionnements du foyer communautaire Baka de Mintoum	6 500	Budget révisé : taux d'exécution 100	11 enfants (03 filles et 08 garçons) pris en charge
			Suivi et coordination des activités des partenaires en matière de promotion des droits et d'inclusion socio- économique des PAV	6 500	Budget révisé : taux d'exécution 100	06 activités de suivi réalisées
		Promotion de la participation des hommes et femmes issus des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	toutes les taches	18 000	Budget révisé : taux d'exécution 100	01 Campagne de sensibilisation des populations autochtones à l'imprégnation à la vie politique

Programme	Action	Activité	Tache	Budget DBSG 2024	Réalisation	
					Financière	Technique
	Action 04 : assistance aux individus, groupes et communautés vulnérables conjonctuelles	Accompagnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires	toutes les taches	281 800	Budget révisé : 239 530 taux d'exécution 100	72390 femmes déplacées internes / 72390 hommes déplacés internes/ 26820 femmes réfugiées/ 25346 hommes réfugiés bénéficiaires
		Gestion sociale des flux migratoires	toutes les taches	314 001	Budget révisé : 311 901 taux d'exécution 100	1080 personnes (528 femmes et 552 hommes) victimes de traite et de trafic bénéficiaires de prise en charge multiforme ; 36 migrants (12 femmes et 24 hommes) bénéficiaires de prise en charge multiforme
	Action 05 : promotion de l'action sociale en faveur des PSV	Mise en œuvre des programmes de transferts sociaux en faveur des hommes et femmes socialement vulnérables et des structures d'encadrement des PSV	toutes les taches	31 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution 100	55 PSV Bénéficiaires (21 filles/femmes et 34 garçons/hommes) réinsérés à travers la mise en œuvre du Programme d'Appui à l'Insertion et la Réinsertion Professionnelle des Personnes Vulnérables
		Mise en place du Registre Social Unifié du Cameroun (RESUC)	toutes les taches hors FINEX	316 000	Budget révisé : 316 000 taux d'exécution 100	111 communes (1652 femmes et 1344 hommes) bénéficiaires des appareillages octroyés
		Organisation et gestion des secours aux profits des nécessiteux par les CTD	Toutes les tâches	367 500	Budget révisé : 367 500 taux d'exécution 100	36 062 personnes nécessiteuses parmi lesquelles 21 068 femmes, bénéficiaires d'aides et secours ponctuels dans le cadre des interventions et programmes sociaux mis en œuvre, y compris par le truchement des CTD.

Programme	Action	Activité	Tache	Budget DBSG 2024	Réalisation	
					Financière	Technique
		Participation à la gestion et à l'entretien des centres de promotion et de réinsertion sociale par les CTD	toutes les taches	217 000	Budget révisé : 217 000 taux d'exécution 100	

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEPAT, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINEPAT marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2024. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2024 du MINEPAT.

Tableau 16 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINEPAT
Montants en milliers de FCFA

programme	activité	tache	budget DBSG 2024	réalisation à date	
				financière	technique
Programme 019 : planification stratégique et aménagement durable du territoire	Suivi de la mise en œuvre des programmes et projets de développement hors FINEX et transferts et subventions	Appui budgétaire au projet Filets Sociaux	2 075 000	Budget révisé : 405 700 taux d'exécution 100	<ul style="list-style-type: none"> Pour les Transferts Monétaires Ordinaires, 44 500 ménages bénéficiaires ont été ciblés sur 65 000 dans 40 Communes t un montant de 3,49 milliards FCFA transférés depuis janvier 2024 ; Pour les Transferts Monétaires d'Urgence, 22 500 ménages bénéficiaires ont été ciblés sur 42 500 FCFA dans 30
		Fonds de contrepartie en dépenses réelles du projet Filets Sociaux	698 000	Budget révisé : 150 000 taux d'exécution 99,92	

programme	activité	tache	budget DBSG 2024	réalisation à date	
				financière	technique
					Communes et un montant total de 2,57 milliards FCFA transférés sur la même période ; • etc.
		Acquisition de matériel au profit des GIC, ONG et Associations	100 000	Budget révisé : 339 254 taux d'exécution 100	appui en matériels de 222 GIC, ONG et Associations parmi lesquelles des associations de femmes ;
		Mise en œuvre du Programme Agropoles (Ressources d'investissement)	150 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution	Trois Agropoles ont reçu des intrants et équipements (Nlohe, Kribi et Batoufan)
		Mise en œuvre du Programme Agropoles (Ressources de fonctionnement)	0	Budget révisé : 28 000 taux d'exécution 100	
		Accompagnement des projets des GIC, ONG et Associations	100 000	Budget révisé : 120 000 taux d'exécution 100	L'accompagnement des acteurs locaux de développement a permis d'appuyer 222 GIC et acteurs de développement en matériels agricoles et autres matériels. Concernant les appuis financiers, dix (10) projets de développement ont été accompagnés
		Contribution de l'Etat en taxes et droit de douane du PERIZ-MAÏSMANIOC	50 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution 100	
		Appui en investissement du Sous-programme de Réduction de la	50 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution	
		Pauvreté à la Base-Phase II		Budget révisé : taux d'exécution	
	Renforcement de la prise de conscience nationale sur les interrelations entre population et développement	Organisation des festivités marquant la Journée Mondiale de la Population	40 000	Budget révisé : 28 500 taux d'exécution 100	La Journée Mondiale de la Population a été célébrée le 11 Juillet 2024 à KAELE dans la Région de l'Extrême Nord sous la présidence du Ministre Délégué auprès du MINEPAT, chargé de la planification. Des Groupements d'Intérêts Communs (GIC) et associations du monde rural ont reçu des dons en matériels agricoles

programme	activité	tache	budget DBSG 2024	réalisation à date	
				financière	technique
					offerts par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. Le Rapport Général de la célébration a été produit et disséminé.
	Suivi des activités des institutions sous-tutelles dans le domaine de la population et du développement	Suivi et recette de la Revue à mi-parcours des Objectifs de Développement Durable (ODD)	4 500	0	la poursuite des activités préalables au dénombrement principal du 4ème RGPH
		Coordination des activités de planification des services sociaux et des ressources humaines de la Nation et suivi des questions de population et de genre	34 450	Budget révisé : 29 651 taux d'exécution 99,80	l'analyse des interrelations Population-Développement-Environnement ;
				Budget révisé : taux d'exécution	
	Projet "Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement" du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	Fonds de Contrepartie du Projet "Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement" du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	15 000	Budget révisé : 20 000 taux d'exécution 100	
Programme 022 : appui à la transformation structurelle pour l'accélération de la croissance	Appui à la mise en œuvre des activités de l'INS	Réalisation de la 5ème Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 5)	50 000	Budget révisé : 634 200 taux d'exécution	
	programmation des dépenses	Accompagnement de toutes les administrations à l'élaboration des CDMT 2024-2026 (EPA CTD)	10 000	Budget révisé : 12 750 taux d'exécution 99,88	46 administrations ont été accompagnées à l'élaboration des CDMT en y intégrant les questions de genre. Lesdits CDMT ont été discutés et validés lors des différentes conférences budgétaires organisées à cet effet
		organisation des conférences élargies de programmation et de performance associée	60 000	Budget révisé : 34 000 taux d'exécution 100	
		Validation technique des "CDMT initiaux" 2024-2026 des administrations, des EPA et CTD	10 000	Budget révisé : 8 500 taux d'exécution 100	
	préparation , élaboration et diffusion du	Organisation des conférences budgétaires	50 000	Budget révisé : 21 150 taux	

programme	activité	tache	budget DBSG 2024	réalisation à date	
				financière	technique
	budget d'investissement			d'exécution 99,88	
	Evaluation et audits de la dépense	Revue des activités des administrations publiques	10 000	Budget révisé : 8 500 taux d'exécution 100	des activités de l'exercice 2024 : 28 rapports des EEP validés et rédaction du rapport; • L'accompagnement de toutes les administrations et institutions publiques à la préparation de la revue des activités de l'exercice 2024. La conférence de validation de la revue des activités tenue du 03 avril 2024 : 47 rapports de revue des activités dans les administrations et institutions publiques validés et rédaction du rapport ;
Programme 023 : renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale	Mise en œuvre du Programme de Coopération Cameroun-UNICEF 2022-2026: Volet Nutrition	Contribution de l'Etat pour le Programme de Coopération Cameroun	106 894	Budget révisé : 50 000 taux d'exécution 99,25	la tenue des missions de suivi des opérations de vulgarisation des pratiques nutritionnelles optimales en faveur des enfants femmes et adolescents du septentrion avec l'appui de l'UNICEF ;

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINDDEVEL, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINDDEVEL marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2024. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2024 du MINDDEVEL.

Tableau 17 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINDDEVEL
Montants en milliers de FCFA

programme	action	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
Programme 099 : approfondissement du processus de décentralisation	Action 03 : modernisation de la gestion des ressources humaines des CTD	Finalisation et actualisation du fichier genre sensible du personnel des CTD	Finalisation de la base des données du personnel des CTD avec celles du Nord-ouest et du Sud-ouest	31 000	Budget révisé : 31 000 taux d'exécution :100	Mise à jour du fichier du personnel des CTD dans une perspective genre sensible

programme	action	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
			Analyse statistique de l'approche genre sensible du fichier du personnel des CTDs	2 000	Budget révisé : 2 000 taux d'exécution :100	20 738 personnels des CTD dont les femmes représentant 28%
	Action : gestion des ressources humaines	Formation Continue des Personnels et Développement des Ressources des hommes et des femmes exerçant au MINDDEVEL	Analyse statistique de l'approche genre des personnels ayant bénéficiés d'au moins une session de formation au cours de l'année de référence RT	1 000	Budget révisé : 1 000 taux d'exécution :100	Formation des personnels sur le leadership féminin et la BSG Mise à jour du profil genre du MINDDEVEL

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINPROFF, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINPROFF marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2024. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2024 du MINPROFF.

Tableau 18 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINPROFF

Montants en milliers de FCFA

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	Technique
Programme 140 : Autonomisation économique des femmes	Toutes les activités	Budget révisé 2 435 082 taux d'exécution : 97,57	la construction, réhabilitation et sécurisation des Centres de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF) l'appui à l'insertion professionnelle de 722 femmes et filles formées dans les Unités Techniques Spécialisées •- la promotion du football féminin à travers l'accompagnement des Louves MINPROFF Programme « Maisons Digitales » en partenariat avec la Fondation Orange, il y a eu la formation de 8444 filles et femmes dans divers métiers dans les CPFF; le renforcement des capacités de 896 femmes et filles en transformation agroalimentaire au CTA de Maroua et à l'UPT de Ngaoundéré ; le renforcement des capacités de 215 femmes sur les opportunités de la ZLECAF. la formation de 59 523 filles et femmes en entrepreneuriat et gestion des Activités

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	Technique
			<p>Génératrices de Revenus ;</p> <p>l'octroi des appuis financiers pour la mise en place d'une AGR à 418 femmes et 102 groupes de femmes ;</p> <p>le renforcement des capacités de 425 femmes entrepreneures sur le packaging, les procédures de formalisation des entreprises et l'éducation financière;</p> <p>l'appui à l'organisation et à la participation de 150 femmes entrepreneures à 05 salons et foires en vue de la valorisation de leurs savoir-faire (FOTRAC-CEMAC, Salon du Mobilier, Salon National de l'Entrepreneuriat Féminin, Salon International de l'Entrepreneuriat Féminin et FAFE)</p> <p>la vulgarisation des services financiers adaptés aux besoins des femmes, soit 150 touchées ;</p> <p>la finalisation de l'étude sur la situation des femmes exerçant dans le commerce informel ;</p> <p>l'octroi d'appuis en matériel agropastoral à 1289 groupes de femmes ;</p> <p>le renforcement des capacités de 255 leaders d'organisations paysannes féminines sur la mise en place des coopératives ;</p> <p>le renforcement des capacités de 710 responsables d'organisations féminines sur les procédures d'obtention d'un titre foncier ;</p> <p>la sensibilisation de 171 leaders traditionnels et 82 responsables communaux sur la prise en compte des femmes dans les pratiques foncières ;</p> <p>le renforcement des capacités de 6951 femmes vivant en milieu rural sur diverses thématiques notamment les techniques de production, de transformation, de fabrication et de commercialisation des produits agroalimentaires, la transformation du cacao en chocolat noir et caramel et l'utilisation responsable des pesticides et engrais et l'élevage des poulets villageois- la formation de 3 500 femmes sur les outils d'entrepreneuriat individuel et collectif, les techniques d'agriculture écologique et de transformation agropastorale du manioc et du maïs, dans le cadre du Projet « Autonomisation des femmes pour les économies résilientes et des communautés pacifiques dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua au Cameroun, où vivent les réfugiés » ;</p> <p>l'appui en matériels et équipements de production et de transformation agropastorale à 12 organisations paysannes, dans le cadre du projet susmentionné ;</p> <p>la sensibilisation de plus de 10 386 femmes vivant en milieu rural sur les opportunités de l'import substitution ; - la diffusion des supports de communication sur l'entrepreneuriat, l'accès</p>

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	Technique
			à la terre, l'éducation financière et la propriété intellectuelle à plus de 500 femmes vivant en milieu rural
Programme 141 : Promotion du statut social de la femme et du genre	Toutes les activités	Budget révisé : 945 750 taux d'exécution : 99,85	<p>la sensibilisation de 15 694 986 personnes sur les VBG et les droits de la femme ;</p> <p>la prise en charge holistique de 3 623 survivantes de VBG ;</p> <p>l'élaboration en cours du projet de loi sur les violences faites aux femmes et aux filles ;</p> <p>la formation de 213 militaires sur les VBG et 29 officiers et sous-officiers de gendarmerie sur la prise en charge holistique des VBG</p> <p>la sensibilisation de 7 542 femmes et filles sur le leadership et la participation des femmes à la prise de décision ;</p> <p>l'accompagnement de 190 femmes chefs traditionnels en leadership féminin ;</p> <p>l'accompagnement de 100 femmes leaders issues du RDPC, SDF, MDR et PCRN sur la promotion du leadership féminin en politique ;</p> <p>le renforcement des capacités de 103 personnes sur le leadership des femmes et des jeunes pour un processus électoral inclusif</p> <p>la participation de 283 femmes dans les initiatives de paix et de sécurité aux niveaux local, national et régional;</p> <p>la sensibilisation de 11.124.833 personnes sur l'agenda femme, paix et sécurité, la consolidation de la paix et la cohésion sociale ;</p> <p>3.623 femmes PDI ayant bénéficiées d'une réponse humanitaire.</p> <p>la formation des 101 points focaux genre des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Ouest sur la prise en compte du genre ;</p> <p>le renforcement des capacités de 145 membres du Conseil régional du Littoral et de l'Extrême-Nord sur l'intégration du genre dans les plans régionaux de développement ;</p> <p>la formation de 55 personnels des services déconcentrés des régions du Nord-Ouest et du Sud sur le guide d'intégration du genre dans les politiques, stratégies, programmes et budgets.</p>

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	Technique
Programme 142 : Développement de la famille et protection des droits de l'enfant		Budget révisé : 1 110 010 taux d'exécution : 99,99	<p>Appui à la célébration collective de 3618 mariages ;</p> <p>Elaboration du programme de promotion de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion au sein des familles et des communautés au Cameroun ;</p> <p>Mobilisation de 12.490.159 personnes sur la culture de la paix, le vivre ensemble et l'usage responsable des réseaux sociaux</p> <p>Sensibilisation de 1 815 217 personnes sur les violences conjugales, familiales et domestiques ;</p> <p>Production et distribution de 15 000 dépliants sur la promotion de la paix et du vivre ensemble ;</p> <p>Mobilisation de 4 000 000 personnes pour les Pratiques Familiales Essentielles et la lutte contre les Fistules Obstétricales ;</p> <p>Elaboration du Plan opérationnel de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto juvénile ;</p> <p>Sensibilisation de 199 612 adolescents(e) s et jeunes notamment les filles sur l'Education Complète à la Sexualité ;</p> <p>Sensibilisation de 70 642 personnes en faveur de la riposte au VIH/SIDA dans le secteur femme et famille et l'accélération de la prévention de la transmission mère - enfants ;</p> <p>Formation de 700 apprenantes des CPFF sur la violence familiale, les normes sociales positives, l'égalité de genre, la santé sexuelle et reproductive et le VIH</p> <p>Enregistrement de 14 222 enfants à l'état civil avec l'appui financier du MINPROFF</p> <p>Sensibilisation de 12 989 acteurs institutionnels, parents et leaders communautaires sur la prévention du mariage d'enfants ;</p>
	Production des données statistiques pour le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de promotion et protection de la famille, de la femme et de l'enfant Mise en place d'un système d'informations statistiques	Budget révisé : 9 250 taux d'exécution : 100 Budget révisé : 4 250 taux d'exécution : 100	<p>Évaluation semestrielle et annuelle de la feuille de route du Ministère pour l'exercice 2024 ;</p> <p>la production du rapport semestriel et annuel d'activités 2024 ;</p> <p>l'actualisation des principaux outils de pilotage de la performance</p> <p>la revue et la rationalisation des activités pour le compte de l'exercice 2025 et la production des rapports y afférents ;</p> <p>l'élaboration du CDMT 2025-2027 ;</p> <p>l'élaboration du Plan d'Actions et du Plan de Travail Annuel du MINPROFF 2024.</p>

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de la Santé Publique

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINSANTE, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINSANTE marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2024. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2024 du MINSANTE.

Tableau 19 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINSANTE

Montants en milliers de FCFA

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
Programme 045 : prévention de la maladie	Acquisition et distribution des MILDA hors FINEX	Administration du TPI contre le paludisme aux femmes enceintes lors des consultations prénatales	14 420	Budget révisé : 5 505 taux d'exécution : 99,81	
		Acquisition et distribution des MILDA aux enfants de 0 à 11 mois lors des vaccinations	8 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	917 552 MILDA distribués aux femmes enceintes venues en CPN
		Contribution de l'Etat au Programme National de Lutte contre le Paludisme (FCP)	2 500 000	Budget 3 896 840 révisé : taux d'exécution : 100	286 969 MILDA ont été distribués lors des campagnes de masse dans les régions du NO et du SO soit 92 163 et 194 806 dans le SO et le NO respectivement sur 295 773 prévues
	Activités de vaccination des enfants contre la tuberculose et l'hépatite virale B	toutes les taches	15 000	Budget révisé : 4 756 taux d'exécution : 99,93	88,38% des enfants sont vaccinés contre l'hépatite B 82,48% des enfants sont vaccinés contre la tuberculose
	Offre du Conseil, du dépistage volontaire chez les femmes enceintes (FEC) et les nouveau-nés exposés au VIH	toutes les taches	15 000	Budget révisé : 248 766 taux d'exécution : 99,35	663 360 femmes enceintes testées au VIH et connaissent leur statut 8572 enfants exposés ont bénéficié de la PCR à 6 semaines
	Renforcement de la prévention du diabète, de	Campagnes de dépistage du diabète	0	Budget révisé : taux d'exécution :	session du groupe technique national de travail de lutte

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
	l'hypertension artérielle et des autres MCNT				contre le diabète tenue 1 campagne de sensibilisation sur la drépanocytose organisée (plus de 5000 personnes sensibilisées et 1000 dépistées)
		Célébration de la journée mondiale de lutte contre l'Hypertension Artérielle (HTA)	5 000	Budget révisé : 2 922 taux d'exécution : 100	420 patients pris en charge lors de la célébration de la journée mondiale de l'HTA
		Célébration de la journée mondiale de lutte contre le diabète	5 000	Budget révisé : 2 922 taux d'exécution : 100	784 patients pris en charge lors de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le diabète
	Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique	toutes les taches	23 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	1 978 201 personnes testées connaissent leur statut en routine dans les FOSAS et les unités mobiles
	Renforcement de la prévention et de la lutte contre le cancer	Réactivation des registres du cancer	10 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	Pas pris en compte dans le budget
		validation du document de politique et du guide pour le dépistage des cancers	8 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	Pas pris en compte dans le budget
		Campagne de dépistage du cancer du sein (octobre rose)	7 000	Budget révisé : 4 091 taux d'exécution : 99,99	9 346 femmes dépistées pour les cancers du sein et du col de l'utérus
		sensibilisation des professionnels de santé sur le dépistage du cancer du col par la méthode VIA/VILI	7 000	Budget révisé : 1 753 taux d'exécution : 100	
		organisation d'une campagne de sensibilisation et de masse sur les cancers les plus fréquents	10 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	
	Programme 046 : promotion de la sante et nutrition	Célébrations des journées camerounaises/mondiales de santé	100 000	Budget révisé : 33 995 taux d'exécution 100:	Célébration des journées mondiales et de nombreuses autres actions de

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
					communication dans la presse, les media audiovisuels et cybernétiques tels que le site web du MINSANTE, ont permis de sensibiliser la population et les jeunes en particulier sur les comportements favorables à la santé et les bonnes pratiques essentielles.
		Organisation de la journée mondiale des toilettes	0	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	
		Commémoration de la Journée Mondiale de Lutte contre le Paludisme au niveau Central et régional	17 000	Budget révisé : 9 700 taux d'exécution :99,98	
		Organisation de la journée mondiale du lavage des mains	0	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	
		Organisation de la journée mondiale de lutte contre la Tuberculose	5 000	Budget révisé : 8 500 taux d'exécution :100	
		Commémoration de la journée internationale de la lutte contre le trafic de la drogue	5 000	Budget révisé : 3 233 taux d'exécution :100	3754 Jeunes (filles et garçons) sensibilisés sur la problématique de la lutte contre le tabagisme et les drogues lors des campagnes de sensibilisation dans les centres multifonctionnel et professionnel des jeunes (CMPJ), la onzaine de la jeunesse (1908) au 1846 au camp des jeunes de l'université de Yaoundé 1 ; 500 femmes lors de la JIF 2024. La population Camerounaise et les jeunes des 10 régions

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
					ont été sensibilisés sur les problématiques de la consommation du tabac, de l'alcool et autres substances psychoactives via la téléphonie mobile.
		Commémoration de la journée internationale de lutte contre les fistules obstétricales	3 000	Budget révisé : 1 929 taux d'exécution : 99,74	
		Organisation du mois de la prématurité	2 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	70 prestataires de soins ont été formés à la prise en charge de la prématurité.
		Organisation de la semaine africaine de la vaccination	3 000	Budget révisé : 1 940 taux d'exécution : 99,99	
	Communication pour le changement de comportement	toutes les taches	37 251	Budget révisé : 14 060 taux d'exécution : 99,98	
	Renforcement des capacités et du cadre de référence en santé mentale	Formation des prestataires de santé homme et femme non spécialistes à l'utilisation des algorithmes et module de santé mentale	5 000	Budget révisé : 4 250 taux d'exécution : 100	Un vaste programme de renforcement des capacités des personnels en santé mentale des diverses organisations nationales (ONG) œuvrant en santé mentale dans les 32 districts de santé de la région de l'Extrême nord (152 prestataires de santé), et aussi dans la région du centre au cours de 21 réunions de coordination des ECD et 864 agents de santé sensibilisés) ; 666 personnes atteintes d'une maladie mentale et errantes sont hébergées et prises en charge à la fois

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
					<p>au Village De l'Amour de l'Hôpital Jamot de Yaoundé et en communauté où la sensibilisation communautaire se poursuit pour améliorer les perceptions vis-à-vis des personnes souffrant d'affections mentales et pour leur réinsertion dans la communauté après traitement ;</p> <p>04 réunions du GTNSMSPS tenue avec des thématiques choisies par les sectorielles ;</p> <p>Quarante-deux (42) entreprises de la ville de Yaoundé et les sectorielles ont été sensibilisés sur la promotion de la santé mentale en milieu du travail.</p>
		production de supports de Sensibilisation des jeunes garçons et filles ainsi que des hommes et femmes contre la consommation de l'alcool et du tabac	5 476	Budget révisé : 4 654 taux d'exécution : 100	
	Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	toutes les taches	24 511	Budget révisé : 52 401 taux d'exécution : 100	<p>100 prestataires de soins hommes et femmes en SRA ont été formés dans 06 régions</p> <p>4665 adolescentes, adolescents/jeunes filles, jeunes garçons ont été sensibilisés lors de la fête de la jeunesse 2023 en SRA</p> <p>2 campagnes de</p>

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
					sensibilisation et de prestation des soins de santé sexuelle et reproductive des adolescents, adolescentes, jeunes filles et jeunes garçons y compris la PF dans 05 régions Actualisation et validation du manuel de référence du fonctionnement des services adaptés aux adolescents et aux jeunes dans les FOSA et autres points de prestation des services Elaboration et validation du plan de communication en SAJ
	Vulgarisation de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)	toutes les taches	45 000	Budget révisé : 36 955 taux d'exécution :99,84	17 Districts de santé sur 20 ciblés dans le Septentrion pratiquent l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) Dans le cadre de l'opération coup de poing en réponse à l'épidémie de choléra dans la Région du Littoral (DS Nylon, Deido et Bonassama) : 32528 personnes ont été sensibilisées ; 3689 séances de potabilisation de l'eau ont été effectuées 166 693 comprimés d'aquatabs ont été distribués dans les ménages 5708 ménages ont été désinfectés ;

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
					<p>1772 lieux/ places publics ont été désinfectés 2222 sources d'eau non protégées ont été désinfectés ; 4793 latrines ont été désinfectées 46 entreprises privées d'hygiène et d'assainisseme nt ont reçu leur agrément, 52 produits (pesticide, désinfectants, produits d'hygiène corporelle) ont été homologués Formation de 24 personnels des services d'hygiène de 12 CTD du Centre sur la gestion de l'épidémie de choléra 09 marques d'eau en sachets vendues dans la ville de Yaoundé ont été analysés 56 points d'eau communautaire ont été prélevés et analysés pour la recherche du vibron cholérique, des coliformes totaux et des coliformes fécaux dans le cadre de l'étude sur la dynamique de la transmission du choléra dans les communautés des pêcheurs dans les zones côtières du Littoral, du Sud et du Sud- Ouest ; Le suivi des activités de 03</p>

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
					laboratoires d'analyse d'eau de boisson a été réalisé ; Elaboration, validation, production, formation et sensibilisation sur les dangers liés à l'utilisation du mercure dans les sites d'orpillage à petite échelle dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua 115 entreprises privées d'hygiène ont été inspectés dans l'ensemble du pays.
	Raffermissent des capacités des acteurs en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies	toutes les taches	26 103	Budget révisé : 27 073 taux d'exécution :100	Le renforcement de capacités de 50 hommes de média sur les concepts de santé mentale, de maladie mentale, de problèmes de santé mentale, et la promotion du bien être en milieu du travail
	Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle	toutes les taches	21 107	Budget révisé : 15 129 taux d'exécution :99,87	Révision des directives sur l'étiquetage nutritionnel ; Elaboration du modèle de Profil Nutritionnel Camerounais (MPN Cam)
	Renforcer les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	toutes les taches	19 500	Budget révisé : 12 666 taux d'exécution :100	01 document stratégique pour la promotion d'une alimentation saine et durable au Cameroun élaboré 01 Plan d'action prioritaire pour l'élimination des acides gras

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
					trans produits industriellement élaboré les directives sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées révisées
Programme 047 : renforcement du système de santé	Renforceme nt de l'offre en infrastructur e des FOSA de 1ère et 2ème catégories	Renforcement de la ligne électrique sur le site du Projet de construction et équipement Centre Hospitalier Universitaire de Dschang (CHUR)	0	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	
	Renforceme nt de l'offre en infrastructur e des FOSA de 4ème; 5ème et 6èmes catégories	Maintenance des équipements d'imagerie médicale des CHR, HC et HR	1 387 251	Budget révisé : 807 250 taux d'exécution :100	1 poste de santé aux frontières construit 3 formations sanitaires réhabilitées dans l'Adamaoua, l'Extrême-Nord sous financement du programme conjoint MINSANTE/AF D KFW
		Maintenance des équipements de laboratoires, de ventilations et monitorages des CHR	967 459	Budget révisé : 500 000 taux d'exécution :100	
		Contribution de l'Etat au projet de renforcement du système national de transfusion (PRESYNAT)	229 630	Budget révisé : 128 779 taux d'exécution :100	
		Interventions spéciales du Ministre pour équipement des formations sanitaires	500 000	Budget révisé : 31 895 taux d'exécution :100	
		Interventions spéciales du ministre pour construction /réhabilitation des Formations sanitaires	500 000	Budget révisé : 955 775 taux d'exécution :100	
		Actualisation des plans types et normes de construction des FOSA et autres infrastructures sanitaires	30 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	
		Contribution de l'Etat au projet d'appui à la santé maternelle	130 266	Budget révisé : 31 895 taux d'exécution :0	

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
		néonatale et infantile(PASMNI)			
		Contribution de l'Etat au projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaires et secondaire PARSS	100 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	
		Contribution de l'Etat au projet d'élimination de la transmission du VIH et du sida de la mère a l'enfant (PESVISIDANE)	178 000	Budget révisé : 125 000 taux d'exécution :99,96	
		Contribution de l'Etat au Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire (FCP	170 000	Budget révisé : 172 700 taux d'exécution :100	
	Implémentation de la phase 1 de la CSU	Toutes les taches hors RT et transferts et subventions	33 760 581	Budget révisé : 31 967 935 taux d'exécution :99,98	70% des personnes cibles sont enrôlés à la CSU 146 FOSAS accréditées mettent en œuvre le chèque santé dans la région de l'Est 121 dans la région du Sud 52 dans la région du Nord-Ouest 26 dans la région du Sud-Ouest
	Mise en place d'un plan communication suffisant pour une adhésion massive à la CSU	toutes les taches	183 952	Budget révisé : 0 taux d'exécution :	1 plan de communication élaboré 03 chaînes de télévision diffusent les capsules sur la CSU 150 radios diffusent les spots sur la CSU 15 000 000 messages diffusés par téléphone
	Programme 048 : prise en charge des cas	Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	toutes les taches	53 161	Budget révisé : 12 990 taux d'exécution :99,90
					Extension des réseaux de périnatalité dans 6 régions 70 prestataires de soins de santé briefées à la prise en charge de la prématurité

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
	Projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (volet prise en charge des cas)	toutes les taches	5 000	Budget révisé : 2 550 taux d'exécution :100	Mise en place des comités fonctionnels des revues de décès maternels dans 09 DS prioritaires
	Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-enfant)	toutes les taches	20 000	Budget révisé : 11 932 taux d'exécution :100	Une session de validation semestrielle des données de la SR tenue
	Prise en charge des événements de santé publique et des catastrophes	toutes les taches hors salaire	3 388 400	Budget révisé : 2 741 077 taux d'exécution :100	106 acteurs capacités sur la surveillance sentinelle de la grippe 150 acteurs des DS formés sur la SIMR 79 acteurs formés sur le SGI 112 points focaux surveillance formés à la gestion des données de surveillance épidémiologique 60 personnes formées sur la surveillance à base communautaire 40 personnes sont formées en gestion des urgences de santé publique AvoHC-SURGE (2 sessions)
	Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)	toutes les taches hors FINEX	6 998 119	Budget révisé : 6 493 306 taux d'exécution :100	3 réunions de coordination du GTPECPA tenues Elaboration du guide de transition des adolescents VIH+ vers les services adultes Supervision de 4 formations sanitaires à la prise en charge du VIH SIDA

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
					(centre et sud) 200 patients testés nouvellement positifs en communauté et mise sous traitement en communauté 28 participants formés sur la gestion des résistances Rédaction et validation des modules et du manuel de formation sur la lutte contre la stigmatisation, la discrimination et les VBG en milieu hospitalier et communautaire
	Renforcement de la chaîne d'approvisionnement en intrants pour la prise en charge du paludisme	toutes les taches	71 000	Budget révisé : 40 981 taux d'exécution :99,97	1 outil de passation et de validation en ligne de commande, en cours de conception
	Renforcement de la prise en charge des cas de Cancer	toutes les taches	24 000	Budget révisé : 1 940 taux d'exécution :100	100% des registres utiles dans les laboratoires de cytopathologie et d'hémo- oncologie sont harmonisés 30 personnels de santé formés sur les nouvelles techniques de diagnostic du cancer de l'enfant

Source : MINFI (2025)

Au Ministère des Finances

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINFI, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINFI marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2024. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2024 du MINFI.

Tableau 20 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINFI

Montants en milliers de FCFA

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
Programme 034 : gestion budgétaire de l'Etat	Finalisation des projets de loi de Finances	Elaboration de l'annexe budgétaire sensible au genre	3 920	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	Le Document Budgétaire Sensible au Genre 2025 a été élaboré et annexé au projet de Loi de Finance
	Elaboration de la circulaire présidentielle sur la préparation du budget	Saisine des administrations pour les contributions à la Circulaire Présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat 2024	7 540	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	la circulaire présidentielle sur la préparation du budget a été élaborée et les orientations à prendre en compte en matière de genre ont été précisées.
		Relecture de l'avant-projet de la circulaire Présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat 2024 et s'assurer d'un volet relatif a la prise en compte du Genre	7 540	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	
		Lancement de la préparation du budget de l'Etat 2024	7 550	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	Les préoccupations de genre ont été énoncées parmi les réformes prioritaires lors du lancement de la préparation du budget de l'Etat
	Elaboration de la loi de règlement	Arrimage des formats des PPA et RAP des à la BSG et élaboration du guide de rédaction des RAP par programme	7 030	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	Le format des outils RAP et PPA n'ont pas été revus mais il a été donné la possibilité aux administrations de renseigner leur contribution à l'atteinte des objectifs de reduction des inégalités. Elles ont également été sensibilisées sur la nécessité d'afficher dans ces outils les resultats obtenus au terme de la mise en œuvre des dépenses préalablement
		Accompagnement des administrations dans le cadre de l'élaboration des RAP 2022 et du renforcement de leur capacités a la BSG	7 030	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	
		Organisation des conférences d'examen des RAP 2022	7 053	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
					t marquées genre et à renseigner dans la mesure du possible les indicateur de manière sexo-désagrégée (lorsque les bénéficiaires sont des personnes
	Préparation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)	Saisine des administrations pour la mise à disposition des contributions au DPEB 2024-2026	6 030	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	Des orientations en matière de genre ont été données pour quelques administrations notamment celles interpellées par le Cadre de Mesure de Rendement de la Politique Nationale Genre
		Relecture de l'avant-projet de DPEB 2024-2026 en s'assurant de la prise en compte des contributions des administrations sur le prisme genre	6 030	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	
		Elaboration de la mise en œuvre des recommandations du DOB de l'exercice budgétaire 2023	6 030	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	
	Conférence de budgétisation	Préparation des conférences budgétaires	5 600	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	En prélude aux Conférences budgétaires, les administrations ont été accompagnées à prendre en compte dans les projets de PPA élaborés, les questions de genre. Des outils adaptés pour le faire ont été mis à leur disposition
	Opérations d'ouverture et de clôture de l'exercice budgétaire	Lancement du budget pour le compte de l'exercice 2024	376 971	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	
		Elaboration de la Circulaire d'exécution du budget 2024 en y insérant un volet relatif au genre	7 740	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	Des sections genre ont été intégrées dans la CIREX
	Suivi accompagnement des CTD et du secteur privé	Elaboration de la lettre-circulaire conjointe MINFI/MINDDEVEL relative à la préparation des budgets des CTD pour le	2 420	Budget révisé : 0 taux d'exécution :100	Des sections genre ont été intégrées dans la lettre-circulaire conjointe

programme	activité	tache	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
				financière	technique
		compte de l'exercice 2024 en y insérant un volet relatif à la prise en compte du genre			MINFI/MINDD EVEL relative à la préparation des budgets des CTD
		Elaboration et vulgarisation de la Lettre-Circulaire relative à l'exécution, au suivi et au contrôle de l'exécution des budgets des CTD auprès de toutes les CTD pour l'exercice 2024 en y insérant un volet relatif à la prise en compte du genre	2 420	Budget révisé : 0 taux d'exécution : 100	
		Accompagnement des CTD à la maîtrise de l'endettement et à la prise en compte du genre dans leur budget	2 440	Budget révisé : taux d'exécution :	
	Pilotage et coordination du programme 034	Etude sur la prise en compte du genre au sein du Programme 034	6 900	Budget révisé : 17 000 taux d'exécution : 100	L'étude n'a pas été finalisée
Programme 092 : gouvernance et appui institutionnel	Suivi de l'exécution du budget du MINFI	Etude sur l'application de l'approche genre au MINFI	51 000	Budget révisé : 56 247 taux d'exécution : 100	L'étude n'a pas été finalisée
	Mise en œuvre du plan de formation	Elaboration et mise en œuvre du plan de formation sur le prisme genre	32 000	Budget révisé : 0 taux d'exécution : 100	Le plan de formation a été élaboré et a prévu des renforcements de capacité en BSG pour les sectoriels chargé d'accompagner les administrations à la préparation de leur budget. Ces formations ont également été prévues à l'endroit des points focaux BSG

Source : MINFI (2025)

II.4. Analyses de l'exécution des dépenses à mi-parcours du budget 2025

Cette section du document permet de mettre en exergue quelques réalisations opérationnelles remarquables aussi bien au regard des activités genre marquées, que celles mises en œuvre par ces administrations en 2025. Les données relatives aux réalisations financières de ces activités sont issues du dispositif informatique PROBMIS et celles relatives aux réalisations techniques des PPA 2025 des administrations.

Au Ministère des Enseignements Secondaires

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINESEC, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINESEC marquées comme genre sensible dans le budget 2025 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à septembre 2025.

Tableau 21 : Exécution à mi-parcours (septembre) des activités genre sensible dans le budget 2025

Montants en milliers de FCFA

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget	Réalisations techniques
PROGRAMME 105 : RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	ACTION 01 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	Construction de salles de classe clés en main	Construction d'un bloc administratif R+1 au CETIC DE BIMBIA	95 000	En cours
			Construction d'un bloc pédagogique de 08 salles de classes +04 bureaux et 04 toilettes en R+1 au LB DE LIMBE DANS LE SUD - OUEST	90 000	En cours
PROGRAMME 106 - AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	ACTION 01 - AMELIORATION DE L'ACTION PEDAGOGIQUE	Systématisation de l'encadrement et de la formation continue des Inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs	Toutes les tâches	752 000	Sensibilisation et Formation des IPN, IPR, enseignants et parents sur la digitalisation des enseignements : 1373 Inspecteurs et 21108 enseignants formés, 89 ICR formés pour renforcer les capacités des maillons de la chaîne pédagogique ;
		Amélioration des apprentissages des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignants et enseignantes de mathématiques et à la sensibilisation	20 000	Poursuite de la mise en œuvre du partenariat entre le MINESEC et l'Institut Africain des Sciences Mathématiques en vue d'une amélioration significative des apprentissages en mathématiques : Formation de 60 enseignants de mathématiques dans le cadre du projet AIMS ;

			des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS		
		Renforcement de l'encadrement et du suivi évaluation des personnels (enseignants, élèves professeurs, élèves maitres)	Toutes les tâches	925 000	Renforcement de la formation, de l'encadrement et du suivi-évaluation des enseignants surtout dans les régions dont le taux d'achèvement reste inférieur à la moyenne nationale : 3649 élèves-professeurs ont été suivis et évalués et 12616 Enseignants inspectés ;
	ACTION 03 - AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE EN MILIEU SCOLAIRE	Amélioration des conditions et du cadre de travail des enseignants et enseignantes et élèves filles et garçons	Construction d'une clôture au LYCEE DE LAMAL POEGUE PHASE 2	110 969	En cours
PROGRAMME 107 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	ACTION 02 - RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION AU MINESEC	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire	85 000	Annuaire statistique 2024/2025 produit; Rapport d'analyse 2024/2025 produit.
PROGRAMME 112 - INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	ACTION 01 - RENFORCEMENT DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNALISANTE	Construction et équipement des Lycées Professionnels	Toutes les tâches	7 935 000	Chefs de Travaux renforcées dans le domaine de la Gestion de la matière d'œuvre dans les établissements de l'ESTP; la construction des dortoirs (filles et garçons) en R+1 au LTPA de YAGOUA la construction d'un logement d'astreinte pour enseignants au LTPA de YAGOUA ; la construction d'un bloc pédagogique de 08 salles de classe avec bureaux et d'un bloc pédagogique de 02 salles spécialisées et 04 salles de classe avec toilettes et bureaux au LTPA de YAGOUA; - la construction des dortoirs (filles et garçons) en R+1 au LTPA de LAGDO; - la construction d'un bloc pédagogique de huit salles de classe en R+1 et d'un bloc pédagogique de quatre salles de classe et deux salles spécialisées avec toilettes et bureaux au LTPA de LAGDO ; - la construction de deux logements d'astreinte (pour le proviseur et pour le personnel) au LTPA de LAGDO

ACTION 02 - Développement de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire	Mise en place des incubateurs de micro-entreprises dans les établissements secondaires techniques	Appui aux projets d'établissement et aux incubateurs	250 000	Appui à 125 projets d'établissements et aux incubateurs
	Mise en place des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat	Implantation et suivi-évaluation des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat	7 000	En cours
	Organisation des journées portes ouvertes	Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel (JPO/ESTP)	75 000	Organisation des Journées Portes Ouvertes (JPO) de l'ESTP : 33 Lauréats au total dont 03 Lauréats nationaux et 30 Lauréats pour les 10 Régions
		Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel par l'IP-OVS	5 000	Organisation des Journées Portes Ouvertes (JPO) de l'OVS
	Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises pour les enseignants et la formation en alternance des apprenants	Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des spécialités des techniques industrielles	19 000	Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des spécialités des techniques industrielles
		Organisation solennelle de la cérémonie de remise des attestations de fin de stages en entreprise aux enseignants de l'ESTP	10 000	Organisation solennelle de la cérémonie de remise des attestations de fin de stages en entreprise aux enseignants de l'ESTP.
		Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des Sciences et Technologies du Tertiaire	16 000	Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des spécialités des sciences et technologies du tertiaire ;

Programme 106 Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires	Action 02 Renforcement de la lutte contre les déperditions scolaires	Promotion de l'assistance scolaire chez les élèves filles et garçons	Budget révisé : 85 000 taux d'exécution : 100%	15 Actions d'Assistance aux élèves à besoins spécifiques dans les Etablissements scolaires de l'enseignement secondaire Renforcement des capacités des personnels d'Orientat scolaire : Soutien pédagogique à 21928 élèves dans 227 établissements d'enseignement secondaire des régions de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord et du Nord : 22884 Kits scolaires distribués, Don de 1040 Vélos dans 54 établissements d'enseignement secondaire, Frais scolaires payés à 17238 élèves dans 217 établissements d'enseignement secondaire ; Poursuite de l'Assistance scolaire : 05 Actions d'Assistance aux élèves à besoins spécifiques dans les Etablissements scolaires de l'enseignement secondaire ; Amélioration de la santé et de l'accompagnement psychologique des élèves en difficulté scolaire ; Intensification de la lutte contre la consommation du cannabis et autres stupéfiants en milieu scolaire : 01 Campagne nationale des Visites médicales systématiques dans les établissements scolaires publics et privés ; Plan d'action de lutte contre le VIH-SIDA mis en œuvre en partenariat avec le Centre de Référence CHANTAL BIYA et le Projet de
		Promotion de la sante scolaire	Budget révisé : 831 750 taux d'exécution: 99,18%	

				prévention primaire du VIH/SIDA auprès des adolescents.
	Action 03 Amélioration des conditions de travail et de vie en milieu scolaire	Renforcement du culte d'excellence	Budget révisé : 684 500 taux d'exécution: 99,86%	Renforcement du culte de l'excellence et de la recherche pédagogique : Attribution et remise de 1100 Palmes Académiques
		Dynamisation des activités post et périscolaires	Budget révisé : 935 000 taux d'exécution: 99,84%	

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de l'Education de Base

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEDUB, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINEDUB marquées comme genre sensible dans le budget 2025 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à septembre 2025.

Tableau 22 : Exécution à mi-parcours (septembre) des activités genre sensible dans le budget 2025 du MINEDUB

Montants en milliers de FCFA

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
P 101 : DÉVELOPPEMENT DU PRÉSCOLAIRE	Action 02 : amélioration de l'offre préscolaire publique	Implémentation du plan de supervision pédagogique dans les structures de l'enseignement maternel publique	Toute les tâches	62 320	En cours
					En cours
P 102 : UNIVERSALISATION DU CYCLE PRIMAIRE	Action 01 : renforcement de l'offre d'éducation au cycle primaire	Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	Toutes les tâches	149 615	En cours
		Suivi des Projets d'Investissement	Toutes les	1 023 956	En cours

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
		Public (BIP)	tâches		
		Réhabilitation des salles de classe des Ecoles primaires Publiques	Toutes les tâches	545 000	En cours
		Construction et Equipement des salles de classe dans les EP	Toutes les tâches	299 200	En cours
	Action 03 : soutien à la scolarisation de la jeune fille	Promotion de l'équité	Toutes les tâches	150 000	En cours
	Action 04 - renforcement de l'éducation inclusive dans le cycle primaire	Education de la jeune fille	Toutes les tâches	200 000	En cours
		Développement de l'approche inclusive dans les écoles primaires	Toutes les tâches	115 312	En cours
P 103 ALPHABÉTISATION	Action 01 - alphabétisation classique et fonctionnelle des populations	Renforcement des programmes d'alphabétisation afin de valoriser le capital humain en général et en particulier celui des femmes	Toutes les tâches	15 500	En cours
	Action 03 - renforcement de la promotion des langues nationales	Suivi-évaluation des activités des écoles expérimentales en langues nationales	Toutes les tâches	56 000	En cours
P 104 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE	Action 03 - amélioration du système d'information statistique	Collecte et traitement des données Statistiques	Toutes les tâches	229 500	En cours
		Traitement et production des outils d'aide à la décision	Toutes les tâches	3 289 000	En cours

Source : MINFI (2025)

Au Ministère des Affaires Sociales

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINAS, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINAS marquées comme genre sensible dans le budget 2025 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à septembre 2025.

Tableau 23 : Exécution a mis parcours (septembre) des activités genre sensible dans le budget 2025 du MINAS

programme	activité	tache	budget	Réalisation	
				Financière	technique
Programme 070 : PROTECTION SOCIALE DE L'ENFANCE	Assistance éducative aux enfants des communautés autochtones, en particulier chez la jeune fille	toutes les taches	84 100		2 101 actes de naissance établis au bénéfice des filles/garçons autochtones, dont 1174 Filles et 927 Garçons - Causeries éducatives avec les enfants autochtones dans les SASO PAV l'importance de l'éducation (7405 F et 6694 G)
	Prise en charge des enfants des filles et garçons vulnérables dans les institutions pour l'éveil précoce	toutes les taches	73 500		713 filles/garçons vulnérables ont bénéficié des services d'éveil, de stimulation précoce, et des soins et services de santé de qualité dans les institutions (383F et 330G)
	Education parentale orientée vers le plein épanouissement des enfants	toutes les taches	70 500		
	Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	toutes les taches	61 750		195 579 acteurs de la chaîne éducative (101691 filles/femmes et 93888 garçons/hommes) sensibilisés sur les effets néfastes de la drogue
	Prévention du handicap et des maladies invalidantes chez l'enfant	toutes les taches	25 100		485 causeries éducatives sur les maladies invalidantes et les mesures de prévention organisées, dont 22282 femmes ou filles et 6710 garçons/hommes ont été touchés lors des dites causeries éducatives
	Suivi des enfants filles et garçons ayant besoin des mesures spéciales de protection	toutes les taches	736 450		1179 victimes de traite bénéficient d'au moins un service d'accompagnement psychosocial, dont 705 filles et 474 garçons - 591 victimes de trafic bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial, dont 298 filles et 293 garçons - 1594 victimes d'abandon bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial, dont 734 filles et 860 garçons - 2331 victimes d'abus et bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial, dont 1356 filles et 975 garçons

					<ul style="list-style-type: none"> - 234 victimes de viol et bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial, dont 234 filles et 25 garçons - 2304 victimes de maltraitance et bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial, dont 1297 filles et 1007 garçons - 402 victimes de travail forcé des enfants et bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial, dont 167 filles et 235 garçons
	Assistance éducative des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	toutes les tâches	172 500		485 mineurs inadaptés sociaux (227 filles et 258 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge institutionnelle
Programme 071 : PROTECTION SOCIALE DES GROUPES A VULNERABILITÉS SPECIFIQUES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	Renforcement des mesures de promotion des personnes handicapées hommes et femmes.	appui à l'insertion scolaire des enfants handicaps et indigents	3 000		- 258 enfants handicapés et ceux nés de parents handicapés bénéficiaires de placements de scolaires et/ou de frais participation aux examens officiels, dont 139 filles et 119 garçons
	Appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des personnes handicapées hommes et femmes	Sensibilisation des familles et des communautés pour la scolarisation de l'enfant handicapé	3 000		
		Octrois des frais de participations aux examens et d'éducation spéciale aux enfants vulnérables	8 000		
		Prise en charge holistique des pensionnaires du RIB de Buea	19 500		73 handicapés bénéficiaires d'une prise en charge holistique en institution, dont 53 filles et 20 garçons
		Prise en charge holistique des pensionnaires du Bobine d'Or d'Ekounou	8 000		
	Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes	toutes les tâches	20 900		
	Opérationnalisation du dispositif institutionnel de protection des populations autochtones vulnérables	Appui aux fonctionnements du foyer communautaire Baka de Mintom	6 500		11 personnes issues de la communauté BAKA prises en charge au Foyer Communautaire de Mintom, dont 2 femmes et 9 hommes
		Suivi et coordination des activités des	6 500		

	partenaires en matière de promotion des droits et d'inclusion socio-économique des PAV			
Promotion de la participation des hommes et femmes issus des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	toutes les tâches	16 000		1365 personnes issues de PAV ayant bénéficié d'un accompagnement pour l'enregistrement à l'état civil, dont 710 filles et 655 garçons
Mobilisation communautaire et accompagnement psychosocial des personnes affectées et infectées par le COVID-19	toutes les tâches	52 300		
Accompagnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires	toutes les tâches	305 000		<p>34 854 victimes des situations d'urgence réinsérées : au rang desquels 18 192 femmes sur une demande identifiée 81 482 personnes en situation de vulnérabilité conjoncturelles</p> <ul style="list-style-type: none"> - -13 275 personnes déplacées internes de sexe féminin bénéficiaires d'au moins un service de prise en charge psychosociale - -11 911 personnes déplacées internes de sexe masculin bénéficiaires d'au moins un service de prise en charge psychosociale - 4895 femmes réfugiées bénéficiaires d'au moins un service de prise en charge psychosociale - 4700 hommes réfugiés bénéficiaires d'au moins un service de prise en charge psychosociale

Gestion sociale des flux migratoires	toutes les tâches	225 000		- 73 migrants (22 femmes et 51 hommes) pris en charge
Mise en œuvre des programmes de transferts sociaux en faveur des hommes et femmes socialement vulnérables et des structures d'encadrement des PSV	toutes les tâches	77 000		21 personnes bénéficiaires des appuis et micro-crédit dans le cadre du PAIRPEV ayant reçu au-moins un service d'accompagnement psychosocial, dont 12 femmes et 9 hommes
Mise en place du Registre Social Unifié du Cameroun (RESUC)	toutes les tâches hors FINEX	233 000		- 133 Communes couvertes par l'opération de ciblage - 547 151 nouvelles PSV identifiées, dont 299599 femmes et 247552 hommes
Participation à la gestion et à l'entretien des centres de promotion et de réinsertion sociale par les CTD	toutes les tâches	217 000		- 2 049 personnes bénéficiaires d'une assistance ponctuelle (scolaire, médicale, alimentaire...), dont 1149 femmes et 900 hommes - 323 personnes bénéficiaires d'un appareillage, dont 157 femmes et 166 hommes - 541 personnes bénéficiaires d'un appui en AGR, dont 326 femmes et 215 hommes

Montants en milliers de FCFA

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEPAT, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les

dépenses du MINEPAT marquées comme genre sensible dans le budget 2025 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à septembre 2025.

Tableau 24 : Exécution a mis parcours (septembre) des activités genre sensible dans le budget 2025 du MINEPAT

Montants en milliers de FCFA

programme	action	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
Programme 019 : PLANIFICATION STRATEGIQUE ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	Action 01 : APPUI ET SUIVI DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT REGIONAL ET LOCAL	Suivi de la mise en œuvre des programmes et projets de développement hors FINEX et transferts et subventions	Appui budgétaire au projet Filets Sociaux	2 075 000	
			Fonds de contrepartie en dépenses réelles du projet Filets Sociaux	698 000	
			Acquisition de matériel au profit des GIC, ONG et Associations	100 000	
			Mise en oeuvre du Programme Agropoles (Ressources d'investissement)	150 000	
			Accompagnement des projets des GIC, ONG et Associations	100 000	109 GIC, ONG et Associations ont été accompagnés depuis janvier 2025.
			Contribution de l'Etat en taxes et droit de douane du PERIZ- MAÏSMANIOC	50 000	Les activités suivantes ont été réalisées : état de lieu diagnostic des besoins des acteurs de la filière bois et riz dans les Régions de la Région Extrême Nord, le Centre, le Sud, et l'Ouest ; accompagne ment technique des acteurs de la première cohorte des bénéficiaires du PAREC notamment les Farines locales; la prise en compte des aspects genre dans la

programme	action	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
					sélection.
			Appui en investissement du Sous-programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-Phase II	50 000	
	Action 04 : RENFORCEMENT DE LA DIMENSION POPULATION DANS LES PLANS ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT	Renforcement de la prise de conscience nationale sur les interrelations entre population et développement	Organisation des festivités marquant la Journée Mondiale de la Population	40 000	La JMP 2025 célébrée le 11 juillet 2025 à Garoua sous la présidence du Gouverneur de la Région du Nord sous le thème "Autonomiser les jeunes pour qu'ils puissent fonder les familles qu'ils désirent dans un monde équitable et porteur d'espoir".
	Action 04 : RENFORCEMENT DE LA DIMENSION POPULATION DANS LES PLANS ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT	Suivi des activités des institutions sous-tutelles dans le domaine de la population et du développement	Suivi et recette de la Revue à mi-parcours des Objectifs de Développement Durable (ODD)	4 500	
			Coordination des activités de planification des services sociaux et des ressources humaines de la Nation et suivi des questions de population et de genre	34 450	
		Projet "Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement" du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	Fonds de Contrepartie du du Projet "Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement" du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	15 000	
Programme 022 : APPUI A LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE POUR L'ACCELERATION DE LA	Action 01 : RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE ECONOMIQUE ET DE LA VEILLE STRATEGIQUE	Appui à la mise en oeuvre des activités de l'INS	Réalisation de la 5ème Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 5)	50 000	

programme	action	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
CROISSANCE					
Programme 022 : APPUI A LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE	Action 04 : RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DE LA PROGRAMMATION ET DE LA BUDGETISATION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT S PUBLICS	programmation des dépenses	Accompagnement de toutes les administrations à l'élaboration des CDMT 2024-2026 (EPA CTD)	10 000	Toutes les administrations publiques ont été accompagnées à l'élaboration des CDMT en affichant les efforts consentis pour la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes/ les filles et les garçons identifiées dans le Cadre de Mesure de Rendement de la Politique Nationale Genre.
			organisation des conférences élargies de programmation et de performance associée	60 000	Les conférences élargies de programmation et de performance associée se sont tenues. Un accent a été mis sur les efforts consentis pour la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes/ les filles et les garçons identifiées dans le Cadre de Mesure de Rendement de la Politique Nationale Genre. Un rapport genre des CEPB-PA a été élaboré
			Validation technique des" CDMT initiaux" 2024-2026 des administrations, des EPA et CTD	10 000	Les conférences de Validation technique des" CDMT initiaux" 2026- 2028 des administrations, des EPA et

programme	action	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
					CTD se sont tenues. Un accent a été mis sur les efforts consentis pour la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes/ les filles et les garçons identifiées dans le Cadre de Mesure de Rendement de la Politique Nationale Genre. Un rapport genre des CDMT initiaux a été élaboré
		préparation , élaboration et diffusion du budget d'investissement	Organisation des conférences budgétaires	50 000	Les conférences Budgétaires 2025 se sont tenues. Un accent a été mis sur les efforts consentis pour la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes/ les filles et les garçons identifiées dans le Cadre de Mesure de Rendement de la Politique Nationale Genre.
	Action 05 : SUIVI, EVALUATION ET CONTROLE DE L'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC	Evaluation et audits de la dépense	Révue des activités des administrations publiques	10 000	Les conférences de validation des rapports de revue d'activité se sont tenues. Un accent a été mis sur les efforts consentis pour la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes/ les filles et les

programme	action	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
					garçons identifiées dans le Cadre de Mesure de Rendement de la Politique Nationale Genre. Un rapport spécifique relevant les points d'attention en matière de genre a été élaboré pour la circonstance
Programme 023 : RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION REGIONALE	Action 03 : AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT	Mise en œuvre du Programme de Coopération Cameroun- UNICEF 2022- 2026: Volet Nutrition	Contribution de l'Etat pour le Programme de Coopération Cameroun UNICEF 2022-2026: Volet Nutrition	106 894	

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINDDEVEL, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINDDEVEL marquées comme genre sensible dans le budget 2025 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à septembre 2025.

Tableau 25 : Exécution a mis parcours (septembre) des activités genre sensible dans le budget 2025 du MINDDEVEL

Montants en milliers de FCFA

programme	action	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
Programme 099 : APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION	Action 03 : MODERNISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DES	Finalisation et actualisation du fichier genre sensible du personnel des CTD	Finalisation de la base des données du personnel des CTD avec celles du Nord-ouest et du Sud-ouest	31 000	Recensement tenant compte du sexe des personnels des Communes et des Régions

programme	action	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
	CTD		Analyse statistique de l'approche genre sensible du fichier du personnel des CTDs	2 000	Mise à jour du fichier des personnels des CTD en tenant compte du genre
	Action 03 : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	Formation Continue des Personnels et Développement des Ressources des hommes et des femmes exerçant au MINDDEVEL	Analyse statistique de l'approche genre des personnels ayant bénéficiés d'au moins une session de formation au cours de l'année de référence RT	1000	Formation sur les thématiques en lien avec le leadership féminin et la BSG Mise à jour du profil genre du MINDDEVEL

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINPROFF, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINPROFF marquées comme genre sensible dans le budget 2025 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à septembre 2025.

Tableau 26 : Exécution a mis parcours (septembre) des activités genre sensible dans le budget 2025 du MINPROFF

Montants en milliers de FCFA

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2024	Réalisation technique
Programme 140: Autonomisation économique des femmes	Toutes les activités	Pour ce qui est du développement de l'entrepreneuriat féminin et du renforcement du pouvoir économique des femmes vivant en milieu rural, on peut noter : 4707 femmes formées dans les UTS ont été insérées 60 000 filles et femmes formées en entrepreneuriat et gestion des Activités Génératrices de Revenus 2 400 femmes et 456 groupes de bénéficiaires d'un appui financier pour la mise en place d'une AGR 979 groupes de femmes vivant en milieu rural bénéficiaires d'un appui en matériel agropastoral
Programme 141 : Promotion du statut social de la femme et du genre	Toutes les activités	S'agissant de la Promotion et protection des droits de la femme :

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2024	Réalisation technique
		<p>18 880 015 personnes sensibilisées sur les VBG et les droits de la femme</p> <p>1 869 survivantes de VBG bénéficiaires d'une prise en charge appropriée</p> <p>Pour ce qui est de la promotion du leadership féminin et participation des femmes à la prise de décision,</p> <p>5 890 804 femmes touchées par les sessions de renforcement des capacités des femmes en politique</p> <p>de la participation et protection des femmes dans les actions humanitaires, de paix et sécurité) :</p> <p>1 889 708 personnes (hommes et femmes) touchées par les sessions de sensibilisation sur la résolution 1325 et connexes sur les Femmes, la Paix et Sécurité</p> <p>S'agissant de l'institutionnalisation du genre, les réalisations à mi-parcours sont les suivantes :</p> <p>25 personnels issus des ministères sectoriels formés sur la BSG</p> <p>95 Conseillers Municipaux formés en Genre</p> <p>87 Points focaux genre régionaux formés Genre</p>
Programme 142 : Développement de la famille et protection des droits de l'enfant	Toutes les activités	<p>Parmi les réalisations en faveur de l'éducation à la vie maritale, familiale et communautaire et à la promotion de la paix et cohésion sociale, on note :</p> <p>3 494 mariages célébrés avec l'appui du MINPROFF</p> <p>3 608 personnes indigentes et nécessiteuses bénéficiaires des aides et secours</p> <p>14 529 466 personnes sensibilisées sur la Promotion de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion sociale au sein des familles et des communautés</p> <p>Les réalisations en lien avec la promotion et protection des droits de l'enfant sont les suivantes :</p> <p>3 745 926 enfants bénéficiaires d'actes de naissance avec l'appui du MINPROFF</p> <p>662 187 personnes sensibilisées sur les méfaits du mariage d'enfants</p>
Programme 143 : Appui institutionnel et gouvernance	<p>Production des données statistiques pour le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de promotion et protection de la famille, de la femme et de l'enfant</p> <p>Mise en place d'un système d'informations statistiques</p>	<p>Elaboration et numérisation d'une fiche harmonisée sur la collecte des données sur les VBG</p> <p>Production d'un rapport d'analyse situationnelle sur les VBG au Cameroun</p> <p>Production du rapport genre et marché du travail</p>

Source : MINFI (2025)

Au Ministère de la Santé Publique

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINSANTE, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINSANTE marquées comme genre sensible dans le budget 2025 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à septembre 2025.

Tableau 27 : Exécution a mis parcours (septembre) des activités genre sensible dans le budget 2025 du MINSANTE

Montants en milliers de FCFA

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
Programme 045 : PREVENTION DE LA MALADIE	Acquisition et distribution des MILDA hors FINEX	Administration du TPI contre le paludisme aux femmes enceintes lors des consultations prénatales	14 420	186 549 FEC ont reçu au moins 3 doses de TPI (Traitement Préventif Intermittent) sur 364 400 reçues en CPN1, soit 51,19% contre 70% attendu, pour un taux de réalisation de 73,13%.
		Acquisition et distribution des MILDA aux enfants de 0 à 11 mois lors des vaccinations	8 000	278 608 MILDA ont été distribuées aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans sur 682 752 attendus, soit un taux de réalisation de 40,8%.
		Contribution de l'Etat au Programme National de Lutte contre le Paludisme (FCP)	2 500 000	En cours
	Activités de vaccination des enfants contre la tuberculose et l'hépatite virale B	toutes les taches	15 000	En cours
	Offre du Conseil, du dépistage volontaire chez les femmes enceintes (FEC) et les nouveau-nés exposés au VIH	toutes les taches	15 000	La couverture du dépistage du VIH chez les FEC montre une progression de 9 points entre S1 2025 (94,4%) et S1 2024(85,4) 77,3% (6129/7925) des FEC identifiées VIH+ ont été mises sous ARV. Le taux de positivité à l'examen de dépistage PCR appliqué aux enfants exposés (EE) au cours du semestre 1 2025 était de 3,7% au niveau national, ce qui est au-dessus de 2% fixé par la stratégie nationale pour l'élimination de la transmission mère-enfant

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
	Renforcement de la prévention du diabète, de l'hypertension artérielle et des autres MCNT	Campagnes de dépistage du diabète	0	L'incidence hospitalière du diabète de type 1 & 2 dans les régions fluctuait entre 450 et 1264 nouveaux cas pour 100 000 consultations.
		Célébration de la journée mondiale de lutte contre l'Hypertension Artérielle (HTA)	5 000	L'incidence hospitalière dans les régions variait de 602 à 3822 nouveaux cas pour 100 000 consultations.
		Célébration de la journée mondiale de lutte contre le diabète	5 000	En cours
	Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique	toutes les taches	23 000	En cours
	Renforcement de la prévention et de la lutte contre le cancer	Réactivation des registres du cancer	10 000	En cours
		validation du document de politique et du guide pour le dépistage des cancers	8 000	En cours
		Campagne de dépistage du cancer du sein (octobre rose)	7 000	Pour cette période, 1485 cas suspects de cancer de sein ont été notifiés dont 610 confirmés et 369 cas pris en charge. S'agissant du cancer du col de l'utérus, 1362 cas ont été suspectés dont 446 confirmés et 276 pris en charge.
		sensibilisation des professionnels de santé sur le dépistage du cancer du col par la méthode VIA/VILI	7 000	En cours
		organisation d'une campagne de sensibilisation et de masse sur les cancers les plus fréquents	10 000	En cours
Programme 046 : PROMOTION DE LA SANTE ET NUTRITION	Commémoration des journées internationales	Célébrations des journées camerounaises/mondiales de santé	100 000	En cours

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
	s de santé	Organisation de la journée mondiale des toilettes	0	En cours
		Commémoration de la Journée Mondiale de Lutte contre le Paludisme au niveau Central et régional	17 000	En cours
		Organisation de la journée mondiale du lavage des mains	0	En cours
		Organisation de la journée mondiale de lutte contre la Tuberculose	5 000	En cours
		Commémoration de la journée internationale de la lutte contre le trafic de la drogue	5 000	En cours
		Commémoration de la journée internationale de lutte contre les fistules obstétricales	3 000	En cours
		Organisation du mois de la prématurité	2 000	En cours
		Organisation de la semaine africaine de la vaccination	3 000	En cours
	Communicati on pour le changement de comportemen t	toutes les taches	37 251	En cours
	Renforcement des capacités et du cadre de référence en santé mentale	Formation des prestataires de santé homme et femme non spécialistes a l'utilisation des algorithmes et module de santé mentale	5 000	Dans le cadre de la santé mentale, un programme de renforcement des capacités des prestataires non-spécialistes en santé mentale et soutien psychosocial dans 32 Districts de Santé .
		production de supports de Sensibilisation des jeunes garçons et filles ainsi que des hommes et femmes contre la consommation de l'alcool et du tabac	5 476	En cours
	Renforcement de l'offre de	toutes les taches	24 511	La promotion de la santé des adolescents et des jeunes sur les bonnes pratiques à

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
	service en SRA de qualité			adopter en matière de santé sexuelle et reproductive notamment à travers des campagnes dans les Centres Multifonctionnels de Promotion de la Jeunesse, les centre de promotion de la femme et de la famille et le référencement dans les unités de santé de reproduction des adolescents / jeunes pour la prise en charge. La promotion de la planification familiale à la sensibilisation, la mise à disposition des intrants et l'offre des services en stratégie fixe et avancée. 148671 nouvelles acceptatrices de méthodes contraceptives ont été enregistrées en 2025. La formation de 50 prestataires en matière de santé sexuelle et reproductive des adolescents et planification familiale L'identification et la prise en charge de 1578 cas de viols La promotion de la consultation prénatale : 1823784 femmes enceintes ont été reçues en consultation prénatale en 2025. La prévention et la prise en charge des avortements clandestins. La prévalence des grossesses chez les adolescentes, est de 3,17 pour 1000 adolescentes.
	Vulgarisation de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)	toutes les taches	45 000	L'élaboration de 02 documents normatifs nécessaires pour l'amélioration de la gestion des déchets hospitaliers notamment un guide de gestion de déchets et un plan stratégique de gestion des déchets ; Le rapport d'évaluation de la situation des infrastructures WASH dans les formations sanitaires a constitué un outil d'aide à la décision et a permis la mise en œuvre des actions pour l'amélioration d'une part de la disponibilité en eau potable dans les formations sanitaires à travers la construction/réhabilitation des forages et d'autre
	Raffermisssement des capacités des acteurs en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies	toutes les taches	26 103	En cours
	Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle	toutes les taches	21 107	Une stratégie pour la promotion d'une alimentation saine au Cameroun a été validée. Un plan d'action prioritaire pour l'élimination des acides gras trans produits industriellement a été validé. Plusieurs dossiers étudiés pour l'Autorisation de Mise en Consommation des produits

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
				alimentaires
	Renforcer les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	toutes les taches	19 500	Activités de sensibilisation et de mobilisation menées dans le cadre de la Sécurité Sanitaire des Aliments. Des missions d'inspection et de contrôle ont régulièrement été déployées pour vérifier la qualité des produits alimentaires soumis à la consommation humaine tant sur le marché qu'auprès des sites de fabrication.
Programme 047 : RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 1ère et 2ème catégories	Renforcement de la ligne électrique sur le site du Projet de construction et équipement Centre Hospitalier Universitaire de Dschang (CHUR)	0	En cours
	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4ème; 5ème et 6èmes catégories	Maintenance des équipements d'imagerie médicale des CHR, HC et HR	1 387 251	En cours
		Maintenance des équipements de laboratoires, de ventilations et monitorages des CHR	967 459	En cours
		Contribution de l'Etat au projet de renforcement du système national de transfusion (PRESYNAT)	229 630	En cours
		Interventions spéciales du Ministre pour équipement des formations sanitaires	500 000	En cours
		Interventions spéciales du ministre pour construction /réhabilitation des Formations sanitaires	500 000	En cours
		Actualisation des plans types et normes de construction des FOSA et autres infrastructures sanitaires	30 000	En cours
		Contribution de l'Etat au projet d'appui à la santé maternelle néonatale et infantile(130 266	En cours

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
		PASMNI)		
		Contribution de l'Etat au projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaires et secondaire PARSS	100 000	En cours
		Contribution de l'Etat au projet d'élimination de la transmission du VIH et du sida de la mère à l'enfant (PESVISIDANE)	178 000	En cours
		Contribution de l'Etat au Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire (FCP	170 000	4 265 482 personnes enrôlées en octobre 2025, soit 96% de l'objectif fixé. 1 855 094 enfants de 0 à 5 ans consultés gratuitement ; 586 965 enfants de 0 à 5 ans traités gratuitement du paludisme grave et 456 801 traités du paludisme simple ; 1 130 551 consultations prénatales réalisées pour 309 500 accouchements dont 12 754 césariennes ; 315 608 prélèvements et examens réalisés dans les Centres de Diagnostic et de Traitement (CDT) de la Tuberculose ; 457 454 personnes vivants avec le VIH/SIDA ont reçus gratuitement leur traitement, avec 718 864 examens de charge virale réalisés ; 201 055 séances de dialyse réalisées.
	Implémentation de la phase 1 de la CSU	Toutes les taches hors RT et transferts et subventions	33 760 581	En cours
	Mise en place d'un plan communication suffisant pour une adhésion massive à la CSU	toutes les taches	183 952	En cours
Programme 048 : PRISE EN CHARGE DES CAS	Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	toutes les taches	53 161	En cours
	Projet de Renforcement de la Performance	toutes les taches	5 000	350 sage-femmes et autres prestataires ont bénéficié d'un renforcement de capacités en soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) dans les régions du Septentrion

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
	du Système de Santé (volet prise en charge des cas)			
	Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-enfant)	toutes les taches	20 000	<p>Le renforcement des capacités en gestion des urgences de santé publique dans les régions du Littoral, du Nord, de l'Ouest et de l'Adamaoua de 105 acteurs</p> <p>L'amélioration des aptitudes à la détection et à la notification des cas suspects de rage et de morsures de chiens de 110 acteurs ;</p> <p>La mobilisation de 42 intervenants pour les actions d'urgence</p> <p>Le déploiement de 420 acteurs dans le cadre de la Surveillance Intégrée de la Maladie et de la Riposte (SIMR) dans les régions du Sud, du Littoral, de l'Extrême-Nord et de l'Ouest ;</p> <p>Le renforcement du dispositif de surveillance sentinelle de la grippe à Buea (Sud-Ouest), avec l'implication de cinq agents spécialisés.</p>
	Prise en charge des événements de santé publique et des catastrophes	toutes les taches hors salaire	3 388 400	<p>Dans le cadre de la réponse à la stigmatisation, à la discrimination des personnes vivants avec le VIH en milieu hospitalier et communautaire et à la réforme légale au Cameroun en complémentarité avec les projets soutenus par le Fonds Mondial une analyse situationnelle dans 34 sites du pays notamment 21 Formations Sanitaires (FOSA) et 13 Organisations à Base Communautaire (OBC) a été faite</p> <p>Elaboration d'un document normatif de labélisation et d'accréditation des FOSAS et des OBC stigma free au Cameroun</p>
	Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)	toutes les taches hors FINEX	6 998 119	En cours
	Renforcement de la chaîne d'approvisionnement en intrants pour la prise en charge du paludisme	toutes les taches	71 000	<p>Validation technique de la stratégie nationale d'élimination du cancer du col de l'utérus</p> <p>Production du draft des directives nationales du dépistage du cancer du sein au Cameroun</p>

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisation technique
	Renforcement de la prise en charge des cas de Cancer	toutes les taches	24 000	En cours

Source : MINFI (2025)

Au Ministère des Finances

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINFI, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINFI marquées comme genre sensible dans le budget 2025 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à septembre 2025.

Tableau 28 : Exécution a mis parcours (septembre) des activités genre sensible dans le budget 2025 du MINFI

Montants en milliers de FCFA

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisations technique
Programme 034 : GESTION BUDGÉTAIRE DE L'ÉTAT	Finalisation des projets de loi de Finances	Elaboration de l'annexe budgétaire sensible au genre	3 920	Le Document Budgétaire Sensible au Genre 2026 a été élaboré et annexé au projet de Loi de Finance
	Elaboration de la circulaire présidentielle sur la préparation du budget	Saisine des administrations pour les contributions à la Circulaire Présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat 2024	7 540	la circulaire présidentielle sur la préparation du budget a été élaborée et les orientations à prendre en compte en matière de genre ont été précisées.
		Relecture de l'avant-projet de la circulaire Présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat 2024 et s'assurer d'un volet relatif a la prise en compte du Genre	7 540	Les préoccupations de genre ont été énoncées parmi les réformes prioritaires lors du lancement de la préparation du budget de l'Etat
		Lancement de la préparation du budget de l'Etat 2024	7 550	
	Elaboration de la loi de règlement	Arrimage des formats des PPA et RAP des à la BSG et élaboration du guide de rédaction des RAP par programme	7 030	Le format des outils du PPA été revus. Il a été donnée la possibilité aux administrations de renseigner leur contribution à l'atteinte des objectifs de réduction des inégalités. Elles ont également été sensibilisées sur la nécessité d'afficher dans ces outils les resultats obtenus au terme de la mise en œuvre des dépenses
		Accompagnement des administrations dans le cadre de l'élaboration des RAP 2022 et du renforcement de leur	7 030	

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisations technique
		capacités a la BSG		préalablement marquées genre et à renseigner dans la mesure du possible les indicateur de manière sexo-désagrégée (lorsque les bénéficiaires sont des personnes
		Organisation des conférences d'examen des RAP 2022	7 053	
	Préparation du Débat d'Orientatio n Budgétaire (DOB)	Saisine des administrations pour la mise à disposition des contributions au DPEB 2024-2026	6 030	Des orientations en matière de genre ont été données pour quelques administrations notamment celles interpellées par le Cadre de Mesure de Rendement de la Politique Nationale Genre
		Relecture de l'avant-projet de DPEB 2024-2026 en s'assurant de la prise en compte des contributions des administrations sur le prisme genre	6 030	
		Elaboration de la mise en œuvre des recommandations du DOB de l'exercice budgétaire 2023	6 030	
	Conférence de budgétisatio n	Préparation des conférences budgétaires	5 600	En prélude aux Conférences budgétaires, les administrations ont été accompagnées à prendre en compte dans les projets de PPA élaborés, les questions de genre. Des outils adaptés pour le faire ont été mis à leur disposition
	Opérations d'ouverture et de clôture de l'exercice budgétaire	Lancement du budget pour le compte de l'exercice 2024	376 971	
		Elaboration de la Circulaire d'exécution du budget 2024 en y insérant un volet relatif au genre	7 740	Des sections genre ont été intégrées dans la CIREX
	Suivi et accompagn ement des CTD et du secteur privé	Elaboration de la lettre-circulaire conjointe MINFI/MINDDEVEL relative à la préparation des budgets des CTD pour le compte de l'exercice 2024 en y insérant un volet relatif à la prise en compte du genre	2 420	Des sections genre ont été intégrées dans la lettre-circulaire conjointe MINFI/MINDDEVEL relative à la préparation des budgets des CTD
		Elaboration et vulgarisation de la Lettre- Circulaire relative à l'exécution, au suivi et au contrôle de l'exécution des budgets des CTD auprès de toutes les CTD pour l'exercice 2024 en y insérant un volet relatif à la prise en compte du genre	2 420	
		Accompagnement des CTD à la maîtrise de l'endettement et à la prise en compte du genre dans leur budget	2 440	
	Pilotage et coordination du programme 034	Etude sur la prise en compte du genre au sein du Programme 034	6 900	L'étude n'a pas été finalisée

programme	activité	tache	Budget DBSG 2025	Réalisations technique
Programme 092 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Suivi de l'exécution du budget du MINFI	Etude sur l'application de l'approche genre au MINFI	51 000	L'étude n'a pas été finalisée
		ELABORATION ET MISE EN OEUVRE DU PLAN DE FORMATION SUR LE PRISME GENRE	32 000	Le plan de formation a été élaboré et a prévu des renforcements de capacités en BSG pour les sectoriels chargé d'accompagner les administrations à la préparation de leur budget. Ces formations ont également été prévues à l'endroit des points focaux BSG

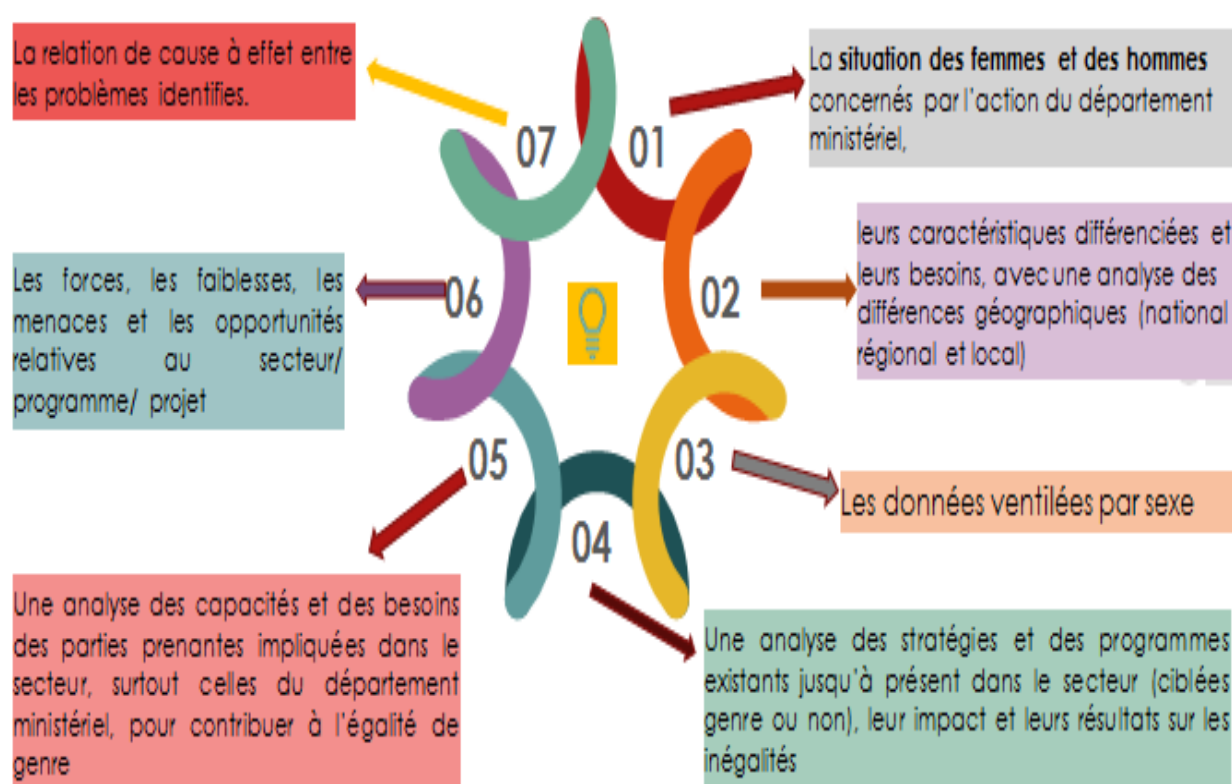
Source : MINFI (2025)

II.5. Points sur les analyses situationnelles genre

En 2021, une Mission d'assistance technique du Centre régional d'Assistance technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre) du Fonds Monétaire International (FMI) a accompagné les autorités camerounaises dans l'expérimentation de la budgétisation sensible au genre (BSG) et l'opérationnalisation de ses outils. En plus, le MINFI, le MINEPAT, le MINPROFF ainsi que les PTFs (ONUFEMMES, GIZ, PNUD...) ont accompagné certains ministères dans le but d'améliorer la prise en compte du genre dans leurs secteurs respectifs. Malgré ces accompagnements, il demeure un défi de consolidation du processus de BSG, dû à l'absence d'une analyse/diagnostic genre sectorielle. Pour y remédier, la circulaire n°001 du 30 août 2023 du Président de la République relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2024 invite les administrations à conduire, sous la supervision de l'équipe d'accompagnement (MINEPAT, MINFI, MINPROFF), une analyse situationnelle genre sectorielle, analysant les enjeux genre dans le secteur, assortis de recommandations identifiant les leviers budgétaires pour répondre

efficacement aux besoins spécifiques et différenciés entre les femmes/filles, les hommes/garçons.

En effet, l'analyse situationnelle est un outil qui permet de faire un état des lieux d'un ministère / d'un programme / d'un projet, en rassemblant une série d'informations sur :



Cette analyse, qui est le point de départ de la BSG, est menée en quatre étapes suivant le schéma ci-dessous.



Cas du MINDDEVEL

Dans le cadre de la consolidation de l'approche BSG au MINDDEVEL, un état des lieux genre dans la décentralisation et développement local a été mené en 2023 avec l'appui technique et financier de la GIZ à travers le Programme d'Appui à la Modernisation des Finances Publiques (PAMFIP). Il était question, sur la base des acquis :

- D'approfondir l'analyse genre des différents programmes du MINDDEVEL et identifier les opportunités qui peuvent aider à réduire davantage les inégalités genre notamment les programmes 099 et 100 du MINDDEVEL ;
- De dresser un état de lieux de la présence des données désagrégées par sexes dans le domaine de la décentralisation et du développement local au niveau du MINDDEVEL et son niveau d'utilisation dans la planification des activités et la définition des indicateurs.

Le MINDDEVEL, en tant qu'institution d'accompagnement du processus de décentralisation et de promotion du développement, va contribuer à la mise en œuvre de tous les axes du document de Politique Nationale Genre, étant donné que les communes, les communautés urbaines et les régions sont chargées d'assurer la mise en œuvre à la base des différentes politiques publiques sectorielles. A cet effet, le MINDDEVEL est interpellé dans la mise en œuvre des axes stratégiques ci-après :

- Axe stratégique N° 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions ;
- Axe stratégique N° 7 : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.

Les résultats de l'analyse ont été structurés en deux groupes.

- **Les résultats à l'issue de la revue des documents et textes**

❖ Examen de la Loi portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées

L'examen de la loi portant Code Général des CTD a permis de découvrir des opportunités légales pour l'introduction du genre au niveau du sous-secteur DDEVEL. En effet, l'examen de différents articles et dispositions du Code Général des CTD montre naturellement une neutralité genre du texte, mais des opportunités à saisir se présentent pour pourvoir justifier la nécessité d'introduire l'approche genre dans la mise en application desdites dispositions. L'alinéa 3 de l'article 166 stipule clairement que « Le Conseil municipal doit refléter les différentes composantes sociologiques de la Commune. Il doit notamment, assurer la représentation des populations autochtones de la Commune, des minorités et du genre ». Par ailleurs, La « House of Divisional Representatives » doit refléter les composantes sociologiques de la Région ainsi que le genre. · On note par exemple, au cours des consultations citoyennes mentionnées à l'article 416, il faudrait s'assurer que l'ensemble des populations hommes et femmes participent auxdites consultations. Toutefois, Aucune précision ou disposition n'est donnée sur le taux de représentativité souhaité ou recherché des hommes et des femmes aux postes de conseillers municipaux et au niveau de l'exécutif communal et régional.

Malgré quelques orientations favorables de loi portant Code Général des CTD et la loi électorale (qui souligne l'intérêt d'avoir 30% minimum des femmes aux instances décisives), on note une faible représentativité des femmes au sein des exécutifs communaux et régionaux, des conseils communaux et régionaux.

La définition des compétences transférées dans la loi portant Code Général des CTD reste globalement neutre et l'ambition de corriger certaines disparités en matière d'accès et de contrôle des services de bases n'est pas clairement explicite.

Le Titre IV -416 Stipule que le maire prépare le budget de sa commune en se référant aux orientations de la circulaire conjointe MINDEVEL-MINFI, des consultations citoyennes menées à l'endroit de la population de la municipalité dont il a la charge à travers la participation citoyenne, et au CBMT. Afin de concrétiser cet aspect, le circulaire conjoint 007992/AC/MIINFI/MINDEVEL de 06 Octobre 2022 relatifs à la préparation du budget des CTD pour l'exercice 2023 instruit les CTD à intégrer les questions genre dans leur cycle budgétaire. Cependant il n'existe quasiment pas une véritable stratégie d'encadrement des CTD concrétiser ces orientations dans la chaîne PPBS.

❖ Examen des documents budgétaires

Il était question ici de découvrir dans quelle mesure ces documents budgétaires présentaient une perspective genre et si des activités genre sensibles pouvaient y être contenues. Il en est ressorti un certain nombre d'observations assorties de propositions.

Programme 098 :

- Pour ce qui est de la gestion de ressources humaines, les besoins spécifiques de formations ne sont pas pris en compte car de façon globale, la formation cible la fonction et non les besoins différenciés en formation des femmes et des hommes de l'institution.
- Une base de données est tenue sur le nombre des hommes et des femmes en service au MINDDEVEL ;
- Les activités du MINDDEVEL en lien avec la BSG ne sont pas visibles/ventilées dans les différents documents de programmation et dans le RAP. Il est énoncé l'intérêt d'assurer des activités pour la BSG dans le déploiement de la chaîne PPBS sans un accent sur l'intégration des questions genre dans cette chaîne ;
- Il y a une nécessité de disposer d'un dispositif pérenne d'accroître la disponibilité des données genre sensibles ;
- Les indicateurs sont pour la plupart son genre neutre et/ou genre insensible.
- Il existe l'opportunité de développer des outils de communication institutionnelle du MINDDEVEL qui serviront à valoriser les femmes leaders dans le domaine mais pour le moment cette opportunité n'est pas exploitée ;

Programme 099 :

- Nécessité d'améliorer la collecte la consolidation et l'utilisation des données sexo-spécifiques

Programme 100 :

- L'évaluation d'impact des projets des CTD selon le genre n'existe pas
- le genre n'est pas intégré dans le processus de maturation des projets des CTD

Recommandations :

Mettre sur pied un fichier national d'état-civil fiable, complet et dynamique en vue de la sécurisation de l'identité et la promotion du développement.

➤ Résultats à l'issue des échanges entretiens et des ateliers avec les focus groups

Des constats unanimes ont été relevés quant à l'existence des disparités, les capacités des acteurs encore limitées dans les questions de genre, la spécificité des situations des hommes et des femmes, etc.

Constat 1 : persistance de disparités

En règle générale, les facteurs qui influencent les rapports entre les femmes et les hommes sont d'ordres politique, socio-économique ou socio-culturel.

Les disparités sont visibles à travers une cartographie de la participation des hommes et des femmes dans certains domaines. Les éléments de discrimination, de disparité ou d'inégalité peuvent être :

- l'accès aux ressources
- le contrôle des ressources
- la participation aux instances de décision et aux processus de prise de décision
- la jouissance des avantages ou des bénéfices offerts par les politiques publiques.

Tableau 29 : Extrait du tableau des disparités sur la représentation effective des femmes et des hommes dans le domaine politique

délimitation spatiale	fonction	effectifs absolus			effectifs relatifs	
		Hommes	Femmes	total	Hommes	Femmes
MINDDEVEL	Hauts responsables services centraux	86	64	150	57.33%	42.67%
	Responsables services déconcentrés	169	63	232	72.84%	27.16%
Région du SW	Regional President	1	0	1	100.00%	0.00%
	Regional Councilors	79	21	100	79.00%	21.00%
	Regional Commissions	4	0	4	100.00%	0.00%
	UCCC Regional President	1	0	1	100.00%	0.00%
	Mayors Fako Division	7	1	8	87.50%	12.50%
	Deputy Mayors Fako Division	10	6	16	62.50%	37.50%
	Councilors Fako Division	162	71	233	69.53%	30.47%
	SG Fako Division	4	4	8	50.00%	50.00%
	Municipal Treasurers Fako Division	3	5	8	37.50%	62.50%
Ensemble du Cameroun	Conseillers Municipaux	8.085	2.541	10.626	76.09%	23.91%
	Exécutifs municipaux	335	39	374	89.57%	10.43%
	Maires CU	10	0	10	100.00%	0.00%
	Adjoints aux Maires	634	327	961	65.97%	34.03%

Source : Rapport général de la consolidation de l'approche de la BSG au MINDDEVEL : état des lieux genre dans la décentralisation et le développement local

Le tableau ci-dessus ne montre qu'un aspect des différentes zones d'intervention des hommes et des femmes dans la vie publique ou communautaire. Au regard de ce tableau des disparités, la participation à la décision et au processus de prise de décision intègre aussi bien les femmes que les hommes on peut toutefois affirmer que des inégalités demeurent. Elles trouvent leur source généralement dans nos cultures, nos traditions, nos croyances religieuses.

Les disparités touchent plusieurs domaines de la vie : l'éducation, la formation, la santé, la sécurité, les activités de production, l'accès aux ressources, le partage du pouvoir et des responsabilités, les niveaux de prise de décisions, les droits des femmes, la participation des femmes à la vie publique, aux instances de prise de décisions et à la gestion des ressources, le travail, la vie familiale etc...

Constat 2 : des capacités des acteurs encore limitées

- Très peu de personnes ont reçu une formation sur le genre
- Il y a un besoin réel en formations et renforcement des capacités sur le genre
- Une forte sensibilisation est nécessaire.

Constat 3 : les situations des hommes et des femmes sont spécifiques

- **Au niveau de l'état-civil** : sur 2.700 Officiers d'état-civil actuels, on ne compte que moins de 500 femmes.

Causes : le rôle d'Officier d'état-civil se transmet généralement de père en fils. Puisque la jeune fille doit aller en mariage, il est à craindre qu'elle ne puisse être la gardienne des valeurs et traditions de son village d'origine, d'où le nombre assez faible des femmes dans ce métier.

Conséquences : certaines situations d'état-civil concernant les jeunes filles ne sont pas toujours traitées de façon prioritaire, par exemple l'enregistrement des naissances des filles

Recommandations/conclusion : même s'il est compréhensible qu'il faille conserver les valeurs, les enregistrements de TOUTES les naissances est important, que l'on soit un homme ou une femme à la tête d'un bureau d'état-civil

- **Au niveau de la participation** dans la gouvernance des administrations publiques : la représentation des femmes dans les instances de prise de décision est faible

causes : il peut s'agir d'un manque d'intérêt des femmes sur ces questions, de moyens limités des femmes, ou tout simplement de normes et stéréotypes acquis depuis l'enfance dans le milieu familial. De plus, les femmes se réalisent avant tout dans l'enceinte familiale, ce qui laisse peu de place à leur engagement sur le terrain public et politique souvent animé par les passions et les guerres de positionnement permanente.

conséquences : les intérêts stratégiques des femmes ne sont pas suffisamment pris en compte.

recommandations/conclusion : sensibiliser les citoyennes et citoyens.

- **au niveau de l'exercice des compétences transférées en matière de santé** : les femmes sont peu nombreuses dans les Comités de gestion dans les aires de santé

causes : il peut s'agir d'un manque d'intérêt

conséquences : faible accès des femmes aux services de santé de qualité

recommandations/conclusion : sensibiliser

- **au niveau de l'exercice des compétences transférées en matière d'éducation de base** : très peu de femmes sont présentes au sein des APEE et des comités d'établissement

causes : il peut s'agir d'un manque de temps ou d'intérêt, ou encore du faible pouvoir économique des populations, ou encore des mariages précoces

conséquences : accès inégal des filles/femmes et des garçons/ hommes à l'éducation et à la formation et à l'information

recommandations/conclusion : considérer les besoins spécifiques des jeunes filles dans la composition des paquets minima

Constat 4 : les données statistiques genre sensibles sont insuffisantes

- **Les données ne sont pas toujours disponibles** parce qu'elles ne sont pas bien conservées
- **Des statistiques existent** mais elles ne sont pas désagrégées et sont insuffisantes
- **Des actions sont menées en faveur du genre** mais ne sont pas documentées.

Constat 5 : il y a tout de même des acquis significatifs et des initiatives intéressantes

- **Des actions significatives sont menées** mais il n'existe pas de dispositif de suivi
- **Ces actions ne sont pas suffisamment documentées** et restent invisibles.

Constat 6 : des défis existent également

- **Aucune importance n'est encore donnée aux questions de genre**, qui se limitent très souvent à la célébration de la Journée Internationale des Droits de la Femme le 08 Mars
- **Il y a une appréciation erronée du genre**
- **Le genre ne fait pas encore partie des priorités.**

Au regard de l'état des lieux qui a été fait, il a été recommandé :

- D'accentuer la sensibilisation en commençant au niveau familial, car à cause des croyances, coutumes et traditions, mais aussi du fait de l'éducation reçue dans le cercle familial, il est constaté que la femme garde une position sociale inférieure et reste marginalisée ou exclue des grandes décisions et des processus de prise de décision de façon générale ;
- De systématiser la démarche de diagnostic genre en prenant en compte le genre dans le pilotage et la coordination ;
- De promouvoir la culture du budget genre en faisant apparaître une meilleure allocation des ressources selon les priorités et selon le genre ;
- De s'approprier des résultats du marqueur genre pour rendre performant son processus de budgétisation sensible en genre ;
- De développer une approche de renforcement des capacités plus ciblés des acteurs de la chaîne PPBS par rapport aux cahiers de charges et une meilleure appropriation des outils genre sensibles produits à l'instar le CDMT, PPA, Matrice de triangulation PNG, CSP et CDMT ;
- De compléter et améliorer l'état des lieux afin qu'il devienne un véritable outil d'analyse genre et d'intervention en faveur de l'égalité de genre ;
- De renforcer le dispositif statistique et de suivi pour collecter les données désagrégées et les impacts sur les bénéficiaires directs et indirects des actions du ministère ;
- D'accompagnement et encadrement des cibles (CTD, FECICOM etc.) par le MINDDEVEL ;
- De cartographier et rendre visibles périodiquement les bonnes initiatives menées dans le domaine pour qu'elles servent d'exemples ;
- D'appuyer les organisations féminines dans le domaine à l'instar REFELACAM, AFECNO dans leurs actions de sensibilisation des groupes sociaux et de plaidoyer ;

- D'accompagner les CTD à adopter une démarche d'intégration du genre dans la chaîne PPBS en développant et mettre à leur disposition des outils et instruments en synergie avec le MINFI, MINEPAT et MINPROFF ;
- De compléter et améliorer l'état des lieux afin qu'il devienne un véritable outil d'analyse genre et d'intervention en faveur de l'égalité de genre ;
- De rendre explicite l'analyse genre dans les documents de stratégie et de planification et de programmation ;
- De décrire les changements attendus selon le genre, dans les documents de planification.

Cas du MINSANTE

En mars 2023, le MINSANTE a mené, dans le cadre du projet BACKUP SANTE de la GIZ, une étude qui se situe dans la continuité des initiatives antérieures mises en œuvre, afin de mieux comprendre les enjeux genre dans le financement de la santé.

De manière plus spécifique, il était question :

- d'analyser la sensibilité genre du budget du MINSANTE de 2021 à 2023 ;
- d'analyser le niveau de prise en compte du genre dans le budget des trois programmes prioritaires (Palu, TB et VIH/SIDA), au-delà du budget global de la santé ;
- d'analyser par programme budgétaire le degré de prise en compte du genre ;
- de révéler les insuffisances dans la démarche de Budgétisation Sensible au Genre ;
- de faire des recommandations pour améliorer la prise en compte du genre afin d'atteindre les objectifs de la CSU phase I.

En termes de résultats, le diagnostic genre du secteur de la santé a permis d'identifier comme problème majeur la « faible capacité du système de santé à contribuer efficacement au développement d'un capital humain sain et productif ». En pratique, Cette faiblesse se traduit par des indicateurs sanitaires peu satisfaisants avec notamment une morbi-mortalité élevée, un accroissement des dépenses courantes en santé des ménages de 70 à 72% entre 2012 et 2019 et une diminution de la force de travail. Bien que le cadre normatif, institutionnel, technique et statistique du MINSANTE ne soit pas suffisamment structuré autour de la question de Budgétisation Sensible au Genre, les responsables de ce département reconnaissent tous l'importance de la prise en compte du genre dans les programmes budgétaires et les programmes prioritaires de ce département ministériel. L'une des évidences de cette acception est qu'un groupe de travail provisoire sur BSG a été mis en place pour préparer le budget de l'exercice 2023. Par

conséquent la perspective genre a été significativement intégrée dans certains programmes de ce ministère.

Un autre constat permet de noter qu'il existe une évolution sur la « genderisation » des programmes budgétaires au fil du temps, lorsqu'on compare les programmes sur la période de 2021 à 2023. Ceci démontre une volonté politique de cette administration à adresser la problématique des inégalités entre les hommes et les femmes. Toutefois, les efforts demeurent notamment en matière de construction des indicateurs désagrégés par sexe, de l'identification des activités genre sensibles et de l'affectation de budgets conséquents. Aussi, l'on note que les programmes 047 sur le renforcement du système de santé et 049 sur la gouvernance et pilotage stratégique du système de santé nécessitent un effort de priorisation de la question de genre. S'agissant particulièrement du programme 047 qui porte la Couverture Santé Universelle, il sera davantage question de travailler plus sur la demande de services plutôt que sur l'offre, car on peut bien améliorer l'infrastructure de santé, mais si les populations vulnérables dont les femmes n'ont pas accès à celles-ci, tous les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer la santé des populations seront vains.

Dans l'ensemble, le tableau programmatique du MINSANTE pour l'exercice 2023 reflète bien la problématique du genre. Les activités genre sensibles ont été inscrites dans tous les programmes, mais avec une attention divergente selon les programmes. Egalement, il faudrait relever le doute sur la qualité genre sensible de certaines activités. Cet écueil pourrait être élagué si une nouvelle nomenclature budgétaire est établie, permettant de mieux circonscrire ce qui est genre sensible ou non. Une autre question porte sur la nécessité d'étendre les interventions à toutes les femmes. Le MINSANTE accorde une place importante aux femmes enceintes ou allaitantes. Bien que cette option soit louable, il serait nécessaire d'étendre ces interventions en faveur du genre à d'autres hommes et femmes en situation de vulnérabilité afin que le principe « Ne laisser personne de côté » n'apparaisse pas comme un simple slogan ; tant une bonne frange de la population vulnérable n'a pas encore un accès équitable aux services de santé.

Pour ce qui est des programmes de lutte contre le Paludisme, la Tuberculose et le VIH, l'étude permet de relever des résultats divergents selon ces programmes prioritaires de santé. D'une part, les cadres logiques de ces programmes ont été construits sous des formats différents. Seul le Programme VIH a bâti son cadre logique selon une approche axée sur les résultats, ce qui permet de percevoir les changements produits par les interventions auprès des populations bénéficiaires.

S'agissant du Programme Paludisme, seul le Pilier 3 relatif aux principales politiques et stratégies de lutte contre le paludisme, intègre la dimension genre, puisqu'il accorde une attention particulière aux femmes enceintes. Toutes les autres catégories de femmes vulnérables (femmes pauvres, handicapées, déplacées internes, 3e Age, autochtones...) ne bénéficient pas prioritairement des

interventions. Il en est également des hommes appartenant aux catégories vulnérables. Il faudrait noter que le programme n'a pas conduit une analyse de situation axée sur le genre afin de décrypter les disparités entre les hommes et les femmes ; ce qui peut paraître comme une faiblesse quant aux interventions planifiées, qui pourraient produire des discriminations. Egalement, l'on note que la plupart des indicateurs ne sont pas ventilés par sexe et ne permettent pas de mesurer les progrès vis à vis des hommes et des femmes.

En ce qui concerne le programme Tuberculose, une analyse de la situation épidémiologique selon le sexe a été conduite, montrant la vulnérabilité de la femme par rapport à l'homme. Cependant, cette situation n'a pas été traduite dans la planification du programme et la plupart des interventions sont neutres vis-à-vis du genre. Un effort devrait être fait au niveau de la construction des indicateurs sexués et le ciblage des activités genre dans les plans de travail annuels pour corriger cette faiblesse.

Pour ce qui est du programme VIH, le genre est bien reflété dans la plupart des effets. Cependant, le programme a axé ses interventions sur certaines catégories considérées comme populations clés. Il y a nécessité de conduire une bonne analyse genre en début de la nouvelle phase afin de faire un bon ciblage des bénéficiaires. Les femmes en situation de vulnérabilité, de violences sexuelles et basées sur le genre et victimes de stigmatisations ne sont pas suffisamment intégrées dans les interventions. L'on a par exemple pu noter lors des entretiens que les femmes vivant avec le VIH sont susceptibles d'être plus discriminées que les hommes. En outre, le volet autonomisation économique des PVVIH est encore assez faible et pas suffisamment adressé et il n'existe pas d'actions spécifiques pour les femmes. Un effort devrait également être fait pour la prise en compte du genre au niveau des résultats de développement ayant trait à l'offre de services.

Les recommandations formulées à l'issue de l'étude comprennent un ensemble d'actions immédiates et à moyen terme qui peuvent contribuer à améliorer les performances du MINSANTE en matière de Budgétisation Sensible au Genre. Elles sont subdivisées en deux catégories : Celles visant l'application effective et efficace de la démarche BSG au MINSANTE, et celles portant les perspectives du genre pour la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle.

S'agissant du premier volet, l'étude propose de : organiser une session annuelle d'imprégnation et d'appropriation des responsables de programmes et contrôleurs de gestion sur la Politique Nationale Genre, les sections genres des circulaires présidentielles et sur la circulaire du MINFI relatives à la Budgétisation sensible au Genre ; créer un comité BSG au MINSANTE présidé par le Secrétaire Général, et intégrant les responsables de programmes, les contrôleurs de gestion et les points focaux genre et BSG; organiser des sessions de renforcement des capacités des responsables de programmes et contrôleurs de gestion sur la Budgétisation Sensible au Genre ; solliciter l'appui technique du MINPROFF pour le renforcement des capacités sur la BSG

en début de préparation du budget ;adopter un texte fixant le taux des activités genre à 5% au sein des programmes; améliorer la production du RAP afin de mettre en lumière les activités genre réalisées au cours de l'année N-1, y compris des indicateurs associés ; prendre en compte de manière effective la dimension genre dans les programmes budgétaires et doter les activités genre fléchées d'un montant budgétaire conséquent (Les activités genre à l'intérieur d'un programme doivent constituer au moins 5% du budget du programme hormis les salaires et budgets transférés); solliciter l'appui technique et financier des partenaires ONU Femmes et GIZ pour une meilleure prise en compte du genre dans les programmes ;revoir et actualiser les textes normatifs sur la santé et y intégrer les aspects genre ;intégrer la dimension genre dans les documents programmatiques du MINSANTE (notamment lors de la révision de la SSS et du PNDS) ;revoir la structure des programmes actions, lors de la révision du CSP du MINSANTE afin d'y intégrer les aspects genre ; revoir le dispositif de suivi-évaluation des programmes en élaborant des d'indicateurs sexo-désagregés, y compris les baselines et les cibles associées ; ajouter dans le dispositif de suivi-évaluation, des indicateurs qui mesurent l'accès des populations aux services de santé ;conduire une analyse Genre Sectorielle au MINSANTE ;élaborer un guide de bonnes pratiques sur la BSG au MINSANTE permettant de disposer d'un instrument d'orientation des intervenants dans ce domaine ; améliorer le fléchage des activités genre et des budgets conséquents dans le système d'information budgétaire ; instaurer la thématique de genre dans le dialogue de gestion ;doter des ressources suffisantes pour la conduite des activités de formation sur le genre et la BSG ;accentuer la sensibilisation sur le genre auprès des acteurs du dialogue de gestion en général et en particulier auprès de ceux de la chaine de préparation du budget ; identifier dans chaque programme un responsable qui s'assurera de la prise en compte du genre dans le cadre du dialogue de gestion ;formaliser une circulaire ministérielle instruisant à chaque structure de produire dans tout rapport, les données sexo-désagregées.

Pour ce qui des trois grands programmes du MINSANTE (TB, Palu et VIH) , l'étude recommande de : revoir les cadres logiques des programmes TB et Palu afin de les présenter sous un format axé sur les résultats ; harmoniser les instruments de planification des programmes TB, Palu et VIH ;outre les femmes enceintes, étendre les interventions relatives à la TB, Palu et VIH à l'endroit des autres femmes (femmes pauvres, handicapées, déplacées internes, 3e Age, autochtones...) et hommes des catégories vulnérables ; améliorer la prise en compte du genre dans les piliers et composantes -programmes ;désigner un point focal genre au sein de chacun des programmes ; intégrer les variables sur le sexe lors de l'analyse genre de la situation du Paludisme, et de la Tuberculose ; présenter les activités planifiées et réalisées selon la logique axée sur les résultats ; présenter les indicateurs ventilées par sexe dans tous les programmes afin de mesurer les progrès vis à vis des hommes et des femmes ; rendre visibles les activités genre desdits programmes (réduction des inégalités hommes/femmes) et allouer un budget conséquent ;organiser des

sessions de renforcement des capacités des responsables de programmes et contrôleurs de gestion sur la Budgétisation Sensible au Genre ; solliciter l'appui technique du MINPROFF pour le renforcement des capacités sur la BSG en début de préparation du budget ; améliorer la production du RAP afin de mettre en lumière les activités genre réalisées au cours de l'année N-1 y compris des indicateurs associés ; prendre en compte de manière effective la dimension genre dans les programmes budgétaires et doter les activités genre fléchées d'un montant budgétaire conséquent (Les activités genre à l'intérieur d'un programme doivent constituer au moins 5% du budget du programme hormis les salaires) ; intégrer les femmes en situation de vulnérabilité, de violences sexuelles et basées sur le genre et victimes de stigmatisations dans les interventions du programme VIH ; intégrer le volet autonomisation économique des PVVIH dans le dispositif de la réponse.

En ce qui concerne le second volet des recommandations sur les perspectives du genre pour la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle, l'étude propose de : améliorer la production des données ventilées par sexe pour surveiller les progrès ainsi que les obstacles à l'accès aux services de soins de santé. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, il sera difficile de suivre les paiements à la charge des patients et les soins non rémunérés au sein de la famille ; concevoir un nouveau contrat social qui répond aux besoins des femmes et des filles ; associer davantage de femmes à la prise de décision et à la définition des politiques de santé, et redéfinir une CSU inclusive ; augmenter les populations couvertes (ex. la proportion de population ayant besoin d'un service qui y a accès) et les protéger du risque financier d'une manière qui promeut l'équité et optimise les débouchés sanitaires.

Cas du MINEDUB

L'analyse a permis de constater que

Pour le Programme 102 (P102) : universalisation du cycle primaire

- Seulement 86% des filles scolarisables sont scolarisées contre 94,2% de garçons au cours de l'année scolaire 2023-2024 ;
- Le pourcentage d'élèves garçons (52,5%) dans le primaire reste supérieur d'un peu plus de 5 points à celui des filles (47,5%). Cet écart est plus significatif dans les ZEP avec un gap de 8,6 points toujours en faveur du jeune garçon ;
- Après six années de scolarisation dans le primaire, l'on retrouve environ 81 enfants sur 100 en classe de CM2 dont 77,1% de filles et 84,3% de garçons. Cet écart est plus significatif dans les ZEP avec 64,6% de filles contre 79,8% de garçons.

Plusieurs facteurs expliquent ces disparités. Il s'agit notamment de :

- Faible disponibilité des infrastructures et leur distribution géographique inégale ;

- Faible impact des actions de sensibilisation pour le changement de comportement des parents réticents à scolarisation de la jeune fille ;
- Sureffectifs dans les salles de classe ;
- Les violences en milieu scolaires notamment dans les zones de crise ;
- Insuffisance du matériel didactique.

Pour le Programme 103 (P 103) : Alphabétisation

- En 2024, quelle que soit l'offre d'enseignement, les disparités de genre en matière d'alphabétisation varient selon les régions, les milieux d'implantation et du niveau d'étude des apprenants ;
- Les filles abandonnent plus la formation que les garçons entre le niveau 1 et le niveau 2. Cette problématique s'aggrave dans les Régions de l'Adamaoua, l'Est et l'Extrême-Nord ; Dans les CEBN les statistiques nationales affichent un taux d'abandon de 35,31% chez les filles et 32,31% chez les garçons. Pour les CAF, nous avons 30,22% chez les filles et 28,61% chez les garçons ;
- Les filles redoublent plus que les garçons dans les régions de l'Extrême-Nord (17,75% contre 15,43%), du Nord (5,81% contre 2,56) et de l'Ouest (5,49% contre 1,43%).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces disparités

- Faible disponibilité des infrastructures et leur distribution géographique inégale ;
- Faible impact des actions de sensibilisation pour le changement de comportement des parents réticents à scolarisation de la jeune fille ;
- Insuffisance du personnel formateur (notamment ...
- Faible visibilité de modèles féminins (formatrices et anciennes apprenantes) ;
- Faible capacité des parents à soutenir (financièrement) l'alphabétisation des élèves notamment des filles.

Démarche méthodologique pour une meilleure prise en compte du genre dans la chaîne PPBS

Plusieurs actions déjà mise en œuvre mais les résultats ne sont pas suffisants. Il se pose la nécessité de :

Pour le P 102

- Formulation d'indicateurs/objectifs visant la réduction des inégalités de genre identifiées. Il s'agit d'indicateurs d'accès à l'éducation, de qualité de l'enseignement, de résultats scolaires, liés à la sécurité en milieu scolaire ;

- Mise en œuvre d'actions qui proposent une approche globale et cohérente pour réduire les disparités entre garçons et filles dans l'accès et l'achèvement scolaire au primaire. Elles combinent des solutions structurelles (infrastructures et ressources humaines), économiques (soutien financier aux familles), socioculturelles (sensibilisation aux questions de genre) et sécuritaires (sécurisation des écoles).

De manière opérationnelle, il est question d'améliorer :

- **les infrastructures éducatives** (Construire et rénover des salles de classe, Fournir un mobilier adapté aux besoins des garçons et des filles) ;
- **les ressources humaines** (Recruter un nombre suffisant d'enseignants, Offrir des formations sur l'éducation inclusive) ;
- **l'assistance économique des familles** (Fournir gratuitement des fournitures scolaires, Mettre en place des programmes d'aide en terme de frais de scolarité, transport, ration...) ;
- **la sécurité des établissements** scolaires dans les zones vulnérables ;
- **les stratégies de sensibilisation** pour limiter les effets négatifs des pesanteurs socioculturelles.

Pour le P 103

- Compte de tenu du fort taux d'abandon de la formation enregistré chez les filles/femmes, il est proposé que l'indicateur « taux d'achèvement par sexe » soit retenu pour suivre les efforts consentis en matière de promotion de l'achèvement de la formation notamment des apprenantes ;
- L'indicateur qui est actuellement affiché « Pourcentage de la population alphabétisée dans les CAF, les CEBNF et les CPLN » pourrait être sexo-désagrégé ceci va permettre d'avoir la tendance globale mais aussi les détails par sexe qui conditionnent la performance dudit programme.

De manière opérationnelle, il est question :

- De mettre un accent sur les régions les plus touchées par les disparités à savoir l'Adamaoua, l'Est, l'Ouest et l'Extrême-Nord ;
- D'améliorer l'offre en infrastructures notamment celles permettant de respecter l'intimité des apprenantes et enseignantes ;
- D'améliorer les rendements des encadreurs à travers par exemple le recrutement de suffisamment de formateurs ;

- D'améliorer la démarche utilisée lors des actions de sensibilisation pour le changement de comportement.

II.6. Cartographie des acteurs dans les administrations pilotes

La dynamique de transversalisation du genre au sein des administrations pilotes traduit une volonté politique réelle de rendre plus équitables les politiques publiques. Toutefois, son opérationnalisation reste encore faible en raison notamment de l'insuffisance des ressources humaines et financières dédiées et d'un suivi encore perfectible.

Un aspect essentiel de cette dynamique concerne la **représentativité des femmes dans la prise de décision**. En effet, malgré les efforts déployés ces dernières années, la présence féminine dans les postes de commandement et de responsabilité demeure limitée. Les données issues du **MINPROFF (2025)** indiquent que les femmes représentent en moyenne moins du tiers des titulaires de postes décisionnels dans les ministères pilotes. Leur proportion tend à diminuer à mesure que le niveau hiérarchique s'élève, traduisant un plafond de verre encore marqué dans la fonction publique camerounaise.

Les disparités sectorielles sont notables : le **MINPROFF** et le **MINAS** affichent des taux de représentativité féminine relativement élevés (67,08 % et 54,19 % respectivement), alors que des ministères tels que le **MINADER** (25,65 %), le **MINEPIA** (25,59 %), le **MINSANTE** (29,4 %) ou encore le **MINESEC** (27,84 %) demeurent en deçà de la parité. Dans le secteur de l'éducation, le **MINEDUB** compte 36,71 % de femmes aux postes de décision, tandis que le **MINEPAT** et le **MINFI** enregistrent respectivement 33,83 % et 35,67 %.

Tableau 30 : Effectifs des femmes aux postes de prise de décision en 2025

Structure	Effectif des postes de prise de décision recensés	Effectif des postes occupés par les femmes	Effectif des postes occupés par les hommes
MINADER	382	98	284
MINAS	179	97	82
MINDDEVEL	450	165	285
MINEDUB	14056	5160	8896
MINEPAT	668	226	442
MINEPIA	254	65	189
MINESEC	25725	7162	18563
MINFI	4985	1778	3207
MINPROFF	571	383	188
MINSANTE	983	289	694

Source : MINPROFF 2025

L'analyse de l'évolution entre 2019 et 2025 révèle des progrès mitigés. Certains ministères, tels que le **MINEPIA** (+7,66 points) et le **MINPROFF** (+4,07 points), enregistrent des avancées

notables, alors que d'autres, à l'instar du **MINEDUB** (-7,54 points) ou du **MINSANTE** (-3,93 points), connaissent une régression. Ces variations traduisent l'absence d'une politique systématique et harmonisée de promotion du leadership féminin dans l'administration publique.

Cette faible représentation féminine dans les sphères décisionnelles limite la portée de la transversalisation du genre. Elle témoigne encore de la persistance des stéréotypes sociaux, de l'insuffisante valorisation du potentiel féminin dans les carrières publiques, et de la faible institutionnalisation des mesures de discrimination positive prévues par la **Politique Nationale Genre (PNG)**.

Tableau 31 : Evolution de la représentativité féminine de 2019 à 2025

Structure	Taux de représentativité féminine (%) en 2019	Taux de représentativité féminine (%) en 2021	Taux de représentativité féminine (%) en 2025	Variation par rapport à 2021
MINADER	18,40	25,96	25,65	-0,31
MINAS	56,36	56,44	54,19	-2,25
MINDDEVEL	/	/	36,67	/
MINEDUB	34,28	44,25	36,71	-7,54
MINEPAT	28,45	31,23	33,83	2,60
MINEPIA	20,00	17,93	25,59	7,66
MINESEC	23,81	26,25	27,84	1,59
MINFI		33,31	35,67	2,36
MINPROFF	59,54	63,01	67,08	4,07
MINSANTE	32,74	33,33	29,40	-3,93

Source : MINPROFF 2025

ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES BUDGETS 2026 DES ADMINISTRATIONS PILOTES



III. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES BUDGETS 2026 DES ADMINISTRATIONS PILOTES

III.1. Budgétisation des activités genre sensibles dans les projets de performances des administrations pilotes et analyse des ratios

Lors des différents accompagnements faits auprès des administrations, il était recommandé de formuler et de programmer des activités pouvant permettre de réduire les inégalités qui les interpellent dans le Cadre de Mesure de Rendement de la PNG en cohérence avec leurs missions organiques. Cette orientation a été prise en compte et les activités programmées permettent de couvrir tous les axes stratégiques de la PNG. Sur la base de ces activités, des ratios budgétaires sont calculés suivant la démarche méthodologique décrite dans l'encadré ci-dessous.



Encadré 4 : Comptabilisation des dépenses sensibles au genre

Dans le cadre de ce Document Budgétaire Sensible au Genre, ont été considérées comme dépenses sensibles au genre, toute dépense programmée dans le but de réduire l'un des sept niveaux d'inégalités identifiés dans la PNG. Spécifiquement, il s'agit de celles se rapportant aux programmes, actions, activités ou tâches dont les intitulés, les objectifs, les indicateurs ou les extrants visent l'amélioration des conditions physiques et socio-économiques des femmes. Sous réserve de l'approfondissement et l'affinement du champ du concept « genre », les dépenses genre sensibles ont été identifiées dans les PPA 2026 ministériels, de manière consensuelle entre le MINPROFF, le MINEPAT, le MINFI et les administrations sectorielles.

Le ratio est la part du budget consacré aux « dépenses sensibles au genre » ramené au budget global des programmes budgétaires ou du ministère.

Les formules de calcul du ratio-budgétaires genre sont les suivantes :

Ratio- budgétaire genre par Programme = $(\text{budget alloué aux activités genre sensibles dans le programme} \times 100) / \text{budget global du programme}$

Ratio- budgétaire genre par Administration = $(\text{budget alloué aux activités genre sensibles dans l'Administration} \times 100) / \text{budget global de l'Administration}$

NB : les ratios sont calculés hors masse salariale. Les salaires des différents programmes ne sont pas pris en compte dans les analyses.

NB : les Ressources Transférées aux CTD, les Financements Extérieurs ainsi que les transferts et subventions faits ne sont pas comptabilisées lors du calcul du ratio budgétaire genre sensibles.

Source : MINFI (2025)

III.1.1. Analyse de la prise en compte du genre dans le budget de 2026 suivant les axes de la PNG

De l'analyse, il ressort qu'environ 84 milliards 161 millions 152 mille FCFA serviront à financer les activités opérationnelles des sept axes stratégiques de la PNG en 2026. Ce budget est inégalement distribué entre lesdits axes. Le détail de cette distribution est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 32 : Poids budgétaire des axes de la PNG en 2026

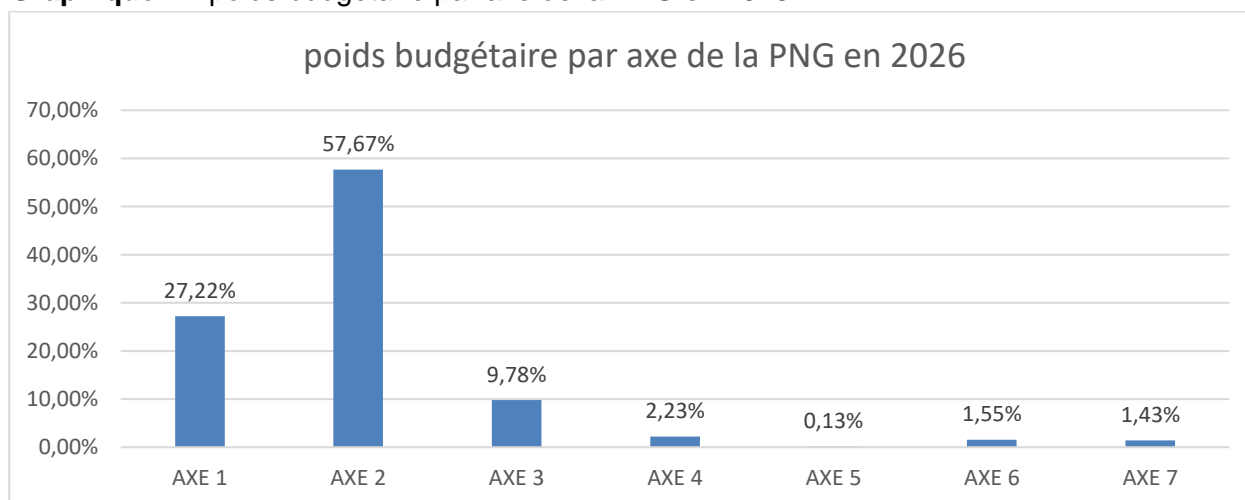
Montants en milliers de FCFA

AXES	BUDGET 2026
AXE 1 : Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information	22 907 810
AXE 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies	48 533 684
AXE 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production	8 227 471
AXE 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG).	1 877 900
AXE 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions	107 000
AXE 6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et de la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble.	1 301 900
AXE 7 : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.	1 205 387
TOTAL	84 161 152

Source : MINFI (2025)

Les axes stratégiques de la PNG contribuent de manière différenciée à la constitution du budget genre en 2026. Ce dernier est plus porté par les activités liées à la santé, l'éducation et la production comme le montre le graphique ci-dessous :

Graphique 4 : poids budgétaire par axe de la PNG en 2026



Source : MINFI (2025)

Les administrations contribuent financièrement de manière inégale à l'atteinte des objectifs visés par les axes. Le détail de la contribution de chaque administration à l'atteinte des objectifs de son axe PNG de rattachement est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 33 : contribution des administrations au budget prévu pour la mise en œuvre des axes de la PNG

AXES	Administrations	Contribution financière à l'axe
AXE 1	MINEDUB	82,19%
	MINESEC	16,22%
	MINAS	1,59%
AXE 2	MINSANTE	98,47%
	MINAS	0,04%
	MINPROFF	0,37%
	MINEPAT	1,12%
AXE 3	MINEPIA	11,10%
	MINEPAT	14,19%
	MINADER	34,85%
	MINPROFF	39,26%
	MINAS	0,61%
AXE 4	MINPROFF	81,31%
	MINAS	18,69%
AXE 5	MINPROFF	42,06%
	MINAS	57,94%
AXE 6	MINPROFF	23,50%
	MINAS	76,50%
AXE 7	MINPROFF	30,90%
	MINFI	37,95%
	MINEPAT	24,22%
	MINDDEVEL	6,93%

Source : MINFI (2025)

Le détail des activités programmées pour réduire les inégalités suivant les axes de la PNG est donné dans les tableaux ci-dessous. Lesdites activités sont assorties de leurs tâches et couts en 2026. Le champ déterminant renvoi au justificatif qui permet de considérer la dépense affichée comme sensible au genre.

Programme 1 : promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information.

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2026 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 1 de la PNG. Il s'agit notamment du MINESEC, du MINEDUB et du MINAS. Dans l'ensemble, ces activités, qui portent

uniquement sur la première action de l'axe 1, vont contribuer à accroître la scolarisation de la jeune fille dans les ZEP et réduire leur taux de déperdition scolaire. Le second volet de l'axe 1 de la PNG (qui porte sur Amélioration des compétences, connaissances et de l'accès équitable des femmes et des filles, des hommes et des garçons, à une information de qualité et aux TIC) ne sera pas considéré dans l'analyse car aucune des administrations qui y sont interpellées n'est pilote. Il s'agit entre autres du MINPOSTEL, du MINJEC, du MINCOM...

Tableau 34 : Dépenses prévues pour la mise en œuvre de l'axe 1 de la PNG

Montants en milliers de FCfa

ACTIVITES	TACHE	BUDGET
Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP)	TOUTES LES TACHES	1 770 540
Réhabilitation des salles de classe des Ecoles primaires Publiques	TOUTES LES TACHES	1 160 000
Construction et Equipement des salles de classe dans les EP	TOUTES LES TACHES	135 000
Construction des écoles témoins	TOUTES LES TACHES	2 730 200
Construction des écoles témoins	TOUTES LES TACHES	62 200
Transfert des ressources de fonctionnement aux écoles primaires publiques	TOUTES LES TACHES	100 000
Transfert des ressources de fonctionnement aux écoles primaires publiques	TOUTES LES TACHES	9 072 366
Promotion de la santé scolaire	Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire Sous-Direction de la Santé Scolaire	100 500
Développement des activités post et péri scolaires	TOUTES LES TACHES	1 497 354
Fidélisation du Personnel Affecté dans les Etablissements Scolaires en ZEP	TOUTES LES TACHES	920 000
Education de la jeune fille	TOUTES LES TACHES	980 000
Sensibilisation des populations sur l'importance de l'alphabétisation	Journée Internationale de l'Alphabétisation	25 000
Renforcement du pilotage et la gouvernance en éducation de base non formelle	Mise en œuvre et Suivi de la Politique nationale d'alphabétisation et de l'éducation de base non formelle et de la formation en langues nationales	25 000
Mise en œuvre des stratégies de déploiement de l'Education de base non formelle	TOUTES LES TACHES	129 500
Mise en œuvre des stratégies de lutte contre l'analphabétisme	Renforcement des techniques innovantes de promotion des langues nationales	10 500
Renforcement des programmes d'alphabétisation afin de valoriser le capital humain en général et en particulier celui des femmes	TOUTES LES TACHES	15 500
Équipement des CPC en matériel de supervision pédagogique et de sensibilisation à l'envoi des filles à l'école	TOUTES LES TACHES	95 000
Suivi de l'exécution des travaux de construction des infrastructures scolaires	TOUTES LES TACHES EN INVESTISSEMENT	64 000
	Suivi de l'exécution des travaux de construction des infrastructures scolaires	15 000
Amélioration des apprentissages des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignants et enseignantes de mathématiques et à la sensibilisation des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS	20 000
Amélioration de l'accès au service d'orientation par les élèves filles et garçons	TOUTES LES TACHES	26 000

ACTIVITES	TACHE	BUDGET
Projet de Prévention Primaire du VIH SIDA chez les adolescents	TOUTES LES TACHES	30 000
Renforcement des activités sportives en milieu scolaire	Organisation des jeux FENASCO -A; aménagement des aires de jeux accordée	140 000
	Suivi et évaluation de l'application des programmes d'EPS et de l'organisation des sports scolaires	7 000
Renforcement du culte d'excellence	TOUTES LES TACHES	70 000
DYNAMISATION DES ACTIVITES POST ET PERISCOLAIRES	TOUTES LES TACHES	11 000
Construction et équipement des Lycées Professionnels	Maitrise d'œuvre du projet de Construction du lycée technique et professionnel agricole de Lagdo	61 000
	Construction et équipement du LP de Douala-Akwa, Fonds de contrepartie en taxes et douanes	100 000
	Maîtrise d'œuvre des travaux de construction du Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yagoua	62 000
	Achèvement des travaux de construction et d'équipement du Lycée Technique et Bilingue de Maroua	145 000
	Poursuite du parachèvement des travaux de construction et d'équipement du Lycée Technique de OMBE	300 000
	Construction et équipement du LP d'Ekounou, Fonds de contrepartie en taxes et douanes	110 000
	Travaux de construction du Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yagoua	890 000
	Construction du lycée technique et professionnel agricole de Lagdo	890 000
	PADESCE-Fonds de contrepartie en numéraire	251 000
	Construction et équipement du LP d'Ekounou, Fonds de contrepartie	307 000
	Construction et équipement du LP de Douala-Akwa, Fonds de contrepartie	80 000
	Projet de mise en place des mini-incubateurs d'entreprise	136 000
Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	TOUTES LES TACHES	97 500
Assistance éducative aux jeunes enfants en situation de vulnérabilité	TOUTES LES TACHES	37 000
Renforcement des mesures de promotion des hommes et femmes handicapés	Appui à l'insertion scolaire des PH et Indigents par les DDAS	145 000
Adaptation et optimisation de l'offre de prévention, de dépistage précoce des incapacités et de réadaptation fonctionnelle des hommes et femmes handicapés	Sensibilisation des familles et des communautés pour la scolarisation de l'enfants handicapés	4 650
	Octrois des frais de participations aux examens et d'éducation spéciale aux enfants handicapés	10 000
	Prise en charge holistique des pensionnaires du RIB de Buea	33 000
	Prise en charge holistique des pensionnaires du Bobine d'Or d'Ekounou	22 000
Amélioration de l'accès des PAV à l'éducation et à la formation	TOUTES LES TACHES	15 000
TOTAL		22 907 810

Source : MINFI (2025)

Programme 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies.

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2025 par les administrations pilotes intervenant dans le cadre de l'atteinte des objectifs visés par l'axe 2 de la PNG. Il s'agit notamment du MINSANTE, du MINEPAT, du MINEDUB, du MINESEC et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à

- Améliorer la santé de la reproduction des femmes et adolescentes et réduction de la mortalité maternelle ;
- Promouvoir le genre dans la lutte contre le VIH – SIDA et d'autres pandémies ;
- Promouvoir l'éducation des femmes et des adolescentes à la nutrition et aux pratiques familiales essentielles.

Ces activités concernent tous les champs couverts par cet axe 2 de la PNG.

Tableau 35 : Dépenses prévues pour la mise en œuvre de l'axe 2 de la PNG

Montants en milliers de FCfa

ACTIVITES	TACHE	BUDGET
Acquisition et distribution des MILDA	Administration du TPI contre le paludisme aux femmes enceintes lors des consultations prénatales	14 420
Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique	Organisation de la semaine Vacances sans SIDA	15 000
Offre du Conseil, du dépistage volontaire chez les femmes enceintes (FEC) et les nouveau-nés exposés au VIH	TOUTES LES TACHES	10 000
Renforcement des actions d'interventions précoces des usages des substances dépendogènes en milieux jeunes	TOUTES LES TACHES	3 000
Commémoration des journées internationales de santé	Commémoration de la Semaine Mondiale de l'Allaitement Maternel	18 000
	Commémoration de la Journée Mondiale de Lutte contre le Paludisme au niveau Central et régional	10 000
	Commémoration de la journée internationale de lutte contre les fistules obstétricales	5 000
	Commémoration de la journée internationale de la lutte contre le trafic de la drogue	5 000
Communication pour le changement de comportement	Supervision des 20 médias locaux du septentrion et de l'Est dans le cadre de la contribution des médias de proximité à la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile contractualisées dans le cadre de l'appui budgétaire C2D sur l'effectivité de la diffusion des messages en faveur de la LMMN"	10 000
	Organisation des Campagnes de sensibilisation 120 femmes leaders communautaires et traditionnels des régions du septentrion et de l'Est en vue de leur implication dans la lutte contre la mortalité maternelle néonatale et infanto-juvénile	10 000
	Production des outils de communication et sensibilisation pour plus d'adhésion à l'utilisation des services de SRMNEA	5 000

ACTIVITES	TACHE	BUDGET
	Supervision de 20 radios communautaires du septentrion contractualisées dans le cadre de l'appui budgétaire C2D sur l'effectivité de la diffusion des messages en faveur de la LMMNI	5 000
Information et Communication sur le VIH/Sida, IST hépatites virales et tuberculose et COVID-19	TOUTES LES TACHES	20 000
Raffermisssement de la responsabilité sociale et de la mobilisation communautaire face au problème d'abus des substances addicto-dependogènes	TOUTES LES TACHES	35 000
Raffermisssement des capacités des acteurs en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies	TOUTES LES TACHES	20 000
Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	TOUTES LES TACHES	10 000
Renforcement des comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	TOUTES LES TACHES	20 000
Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 1ère et 2ème catégories	Contribution de l'Etat au Projet de construction et équipement Centre Hospitalier Universitaire de Dschang (CHUR)	200 000
	Projet de construction et équipement d'un complexe hospitalier multifonctionnel à KRIBI(FCP)	200 000
	Projet d'appui à l'élimination de la Transmission du VIH Sida de la Mère à l'Enfant PETVISIDAME (FCP)	181 500
Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4ème; 5ème et 6èmes catégories	Réhabilitation /Extension de l'Hôpital de District de Mvomeka'a	1 500 000
Implémentation de la phase 1 de la CSU	TOUTES LES TACHES	37 807 425
Mise en œuvre du programme de lutte contre la mortalité maternelle et infantile	TOUTES LES TACHES	200 000
Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	TOUTES LES TACHES	31 739
Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-enfant)	TOUTES LES TACHES	38 000
Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)	toutes les taches hors FINEX	7 415 000
Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes	TOUTES LES TACHES	20 000
- Mise en œuvre du plan sectoriel « Femmes-familles » de lutte contre le VIH/Sida et les IST		30 000
Mise en œuvre du plan opérationnel du MINPROFF de lutte contre la malnutrition		20 000
Mise en œuvre du Plan de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile		20 000
Mise en œuvre du programme d'Education Complète à la Sexualité (ESC)		10 000
Mobilisation communautaire pour la sante, les PFE et les Fistules Obstétricales		99 600
Mise en œuvre du Projet d'appui à la Sécurité Alimentaire dans les Territoires	toutes les taches	545 000

ACTIVITES	TACHE	BUDGET
Ruraux du Cameroun (SECAL)		
TOTAL		48 533 684

Source : MINFI (2025)

Programme 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2026 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 3 de la PNG. Il s'agit notamment du MINEPIA, du MINADER, du MINEPAT, du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- Améliorer la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les segments des chaînes de valeurs de secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche) ;
- Promouvoir l'accès équitable aux facteurs de production (ressources naturelles et foncier, monétaires, technologiques, infrastructures et équipements) ;
- Améliorer la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat.

Bien que ces activités concernent tous les champs couverts par cet axe 3 de la PNG, le MINPMEESA qui œuvre grandement pour l'amélioration des capacités entrepreneuriales des femmes n'est pas une administration pilote et donc les actions qui y sont menées ne sont pas prises en compte.

Tableau 36 : Dépenses prévues pour la mise en œuvre de l'axe 3 de la PNG

Montants en milliers de FCfa

ACTIVITES	TACHES	BUDGET
Soutien des producteurs hommes et femmes de la filière bovine	Organisation de la Journée Mondiale du Lait	10 000
Développement des chaînes de valeur dans les filières de grandes consommations	Contribution de l'Etat-Projet de Développement des chaînes de Valeurs d'élevage et de la Pisciculture au Cameroun (PD-CVEP)	670 000
Accompagnement des producteurs femmes et hommes des filières de grande consommations	toutes les taches en fonctionnement	120 000
	Production et diffusion de poulets villageois au profit des organisation des producteurs	10 000
Développement des Elevages Non Conventionnels (ENC) et des autres filières d'élevage (asines, équines, camelines et animaux de compagnies)	toutes les taches en fonctionnement	10 000
	Acquisition des géniteurs de ENC au profit des producteurs	45 000
Accompagnement des acteurs femmes et hommes à la production d'aliments composés de qualité	Renforcement des capacités des éleveurs de bovins laitiers sur la valorisation des résidus des cultures en alimentation animales	3 000
	Acquisition des broyeurs de tiges au profit des éleveurs (laitiers, emboucheurs, etc.)	45 000
soutien à la production de la filière maïs	Appui en Investissement au projet PAPMAV-Q	750 000
soutien à la production de la filière maïs	Appui en Investissement au projet PNADCCLG	700 000

ACTIVITES	TACHES	BUDGET
Soutien à la production de la filière manioc	Appui en Investissement au projet PADRT	150 000
Soutien à la production de la filière maraîchère	Appui en Investissement au projet PNAPCM	436 000
Appui en matériels et équipements agricoles	Acquisition des petites unités de transformation et de conditionnement des produits maraichers	150 148
Appui en matériels et équipements agricoles	Acquisition et installation d'un kit unité de production de la farine locale de plantain PNDCF	50 000
Appui en matériels et équipements agricoles	Achat et distribution du petit matériel de production des céréales et légumineuses à graines.	150 000
Appui en matériels et équipements agricoles	ACQUISITION DES PETITS EQUIPEMENTS DE PRODUCTION AUX OPERATEURS PRIVES DE LA FILIERE MIL/SOJA: PIISAH	200 000
Mise en place des champs écoles et unité de démonstration (19 000 villages)	Mise en place des champs écoles des producteurs de manioc et pomme de terre: PADRT	100 000
Renforcement du système d'information et d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN) dans les 10 régions du Cameroun (PNVRSa)	40 000
	Collecte et analyse des données d'enquête sur la sécurité alimentaire: PNVRSa	40 000
Aménagement des bas-fonds	Subvention en Investissement au Projet de Développement Rural du Mont MBAPPIT	91 000
Accompagnement des femmes dans la prise en compte des techniques innovante de production, conservation et transformation	Analyse situationnelle du genre au MINADER	10 000
Appui à la mise en œuvre des programmes et projets de développement	Accompagnement des projets des GIC, ONG et Associations	200 000
	Contribution de l'Etat pour le projet Filets Sociaux	450 000
	Contribution de l'Etat pour le Projet d'Appui à la Résilience Economique	254 200
Mise en œuvre du Projet composante "Planification Sociale" -UNICEF	Contribution de l'Etat pour le Projet composante "Planification Sociale" UNICE	70 000
Renforcement de la prise de conscience nationale sur les interrelations entre population et développement	Organisation des festivités marquant la Journée Mondiale de la Population	35 000
	Contribution de l'Etat pour du Projet "Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement" du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	36 000
	Contribution de l'Etat pour le Projet d'Appui à la Production des Instruments Stratégiques Nationaux (PAPRINS) de la Coopération Cameroun/PNUD	200 000
Production des outils d'analyse de la situation du développement humain et des ressources humaines de la nation	Coordination des activités de planification des services sociaux et des ressources humaines de la Nation et suivi des questions de population et de genre	51 452
	Afflux des personnes Déplacées Internes au Cameroun: Analyse des trajectoires migratoire, de la dynamique démographique et des enjeux sociodémographique dans les localités d'accueil (Phase 2)	25 000
Promotion de l'emploi productif et inclusion économique des PSV	TOUTES LES TACHES	50 000
Renforcement des capacités économiques et protection des familles démunies/vulnérables	HORS SALAIRE	473 500
toutes les activités hors salaire du programme Autonomisation économique des femmes	TOUTES LES TACHES	2 756 371
Total		8 227 471

Source : MINFI (2025)

Programme 4 : promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2026 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 4 de la PNG. Il s'agit notamment du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- Prévenir et prendre en charge les violences basées sur le genre ;
- Lutter contre les fléaux sociaux émergents

Ces activités ne concernent malheureusement pas tous les champs couverts par l'axe 4 de la PNG. En effet, le volet répressif des VBG qui est porté par le MINJUSTICE n'est pas pris en compte dans cette analyse car cette administration n'est pas pilote bien son rôle important à l'atteinte de l'objectif de l'axe ne soit plus à démontrer. Les actions mises en œuvre par cette administration couvrent :

- Le renforcement de l'arsenal juridique et l'effectivité d'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes ;
- L'amélioration de l'accès aux services de justice en tenant compte des besoins différenciés des femmes et des hommes et du respect de leurs droits
- la vulgarisation des textes et le renforcement des connaissances sur les droits et devoirs des femmes et des hommes ;
- la punition des violences basées sur le genre

Tableau 37 : Dépenses prévues pour la mise en œuvre de l'axe 4 de la PNG

Montants en milliers de FCfa

ACTIVITE	TACHES	BUDGET
Promotion et protection des droits de la femme et lutte contre les VBG	TOUTES LES TACHES HORS SALAIRE	649 000
- Promotion et protection de l'institution famille	TOUTES LES TACHES HORS SALAIRE	160 000
Résilience sociale des familles et des communautés face aux fléaux sociaux émergents	TOUTES LES TACHES HORS SALAIRE	10 000
Promotion et protection des droits de l'enfant	TOUTES LES TACHES HORS SALAIRE	615 000
Mise en œuvre du programme d'éducation prémaritale, matrimoniale et familiale	TOUTES LES TACHES HORS SALAIRE	93 000
Action sociale contre les fléaux sociaux	TOUTES LES TACHES	6 000
Organisation du parlement des Enfants	TOUTES LES TACHES	55 000
Prise en charge des enfants vulnérables filles et garçons dans les institutions pour l'éveil précoce	TOUTES LES TACHES	64 000
Renforcement des mécanismes de lutte	TOUTES LES TACHES	50 000

ACTIVITE	TACHES	BUDGET
contre le phénomène des Enfants De la Rue (EDR)		
Suivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflits avec la loi	TOUTES LES TACHES	32 400
Accompagnement des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	TOUTES LES TACHES	143 500
Total		1 877 900

Source : MINFI (2025)

Programme 5 : renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de décision

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2026 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 5 de la PNG. Il s'agit notamment du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- la promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations diplomatiques du Cameroun ;
- la promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les instances décisionnelles aux niveaux familial, communautaire et local.

Ces activités concernent tous les champs couverts par l'axe 5 de la PNG. Toutefois, de meilleurs résultats auraient été obtenus avec la prise en compte des actions mises en œuvre au MINJEC ou celles mises en œuvre au MINDDEVEL avec l'appui des PTFs.

Tableau 38 : Dépenses prévues pour la mise en œuvre de l'axe 5 de la PNG

Montants en milliers de FCfa

ACTIVITE	TACHE	BUDGET
Promotion de la participation des hommes et femmes issus des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	TOUTES LES TACHES	62 000
Renforcement des capacités des femmes en politique	TOUTES LES TACHES	30 000
Redynamisation et accompagnement du Réseau des Femmes Leaders pour la Transformation de l'Afrique, Chapitre du Cameroun	TOUTES LES TACHES	15 000
TOTAL		107 000

Source : MINFI (2025)

Programme 6 : renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et la participation dans la construction de la paix, la cohérence sociale et de vivre ensemble

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2026 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 6 de la PNG. Il s'agit notamment du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- L'amélioration de la protection des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires ;
- Au renforcement des moyens de subsistance pour la résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires ;
- La promotion du genre dans les processus de réponse humanitaire et de prévention, et résolution des conflits et de construction de la paix.

Tableau 39 : Dépenses prévues pour la mise en œuvre de l'axe 6 de la PNG

Montants en milliers de FCfa

ACTIVITE	TACHES	BUDGET
Suivi et prise en charge des enfants victimes de traite, trafic, travail des enfants, des négligences et autres abus et exploitations	Suivi et accompagnement psychosocial des enfants victimes de négligence, de traite et de trafic	518 400
Suivi et prise en charge des enfants victimes de traite, trafic, travail des enfants, des négligences et autres abus et exploitations	Fonds de contrepartie en dépenses réels du cadre de coopération MINAS-UNICEF	150 000
Accompagnement psychosocial des personnes déplacées internes et des réfugiés	TOUTES LES TACHES	310 000
Lutte contre la traite et le trafic des personnes	TOUTES LES TACHES	17 500
Mise en œuvre du Plan d'action des Résolutions 1325 et connexes	TOUTES LES TACHES	50 000
Protection et développement des moyens de subsistances des femmes et des filles en contexte humanitaire	TOUTES LES TACHES	35 000
- Lutte contre la traite et le trafic des êtres humains et les migrations clandestines	TOUTES LES TACHES	10 000
Promotion de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion sociale au sein des familles et des communautés total	TOUTES LES TACHES	186 000
Production des outils d'analyse de la situation du développement humain et des ressources humaines de la nation	Afflux des personnes Déplacées Internes au Cameroun: Analyse des trajectoires migratoire, de la dynamique démographique et des enjeux sociodémographique dans les localités d'accueil (Phase 2)	25 000
TOTAL		1 301 900

Source : MINFI (2025)

Programme 7 : renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2026 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 7 de la PNG. Il s'agit notamment du MINFI, du MINDDEVEL, du MINEPAT et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- Soutenir l'institutionnalisation de la Budgétisation sensible au Genre dans les ministères
- Renforcement des capacités nationales en matière d'intégration du genre dans les secteurs de la vie nationale.

Tableau 40 : Dépenses prévues pour la mise en œuvre de l'axe 6 de la PNG

Montants en milliers de FCfa

ACTIVITE	TACHE	BUDGET
Institutionnalisation du Genre	TOUTES LES TACHES	372 500
Arrimage des CTD à la budgétisation par programme sensible au genre et à l'enfant	Accompagnement à la mise en œuvre du budget programme	13 500
Renforcement des capacités des élus locaux	TOUTES LES TACHES	70 000
Elaboration de la circulaire présidentielle sur la préparation du budget	TOUTES LES TACHES	15 512
Elaboration des RAP et des PPA à annexer aux lois des finances	TOUTES LES TACHES	16 804
Préparation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)	TOUTES LES TACHES	7 756
Organisation Conférences de budgétisation	Organisation des conférences budgétaires de l'exercice 2027 et élaboration du manuel des conférences budgétaires	7 756
	Organisation des conférences budgétaires de l'exercice 2027 et élaboration du manuel des conférences budgétaires	4 911
Finalisation des projets de loi de Finances et de ses annexes	Elaboration de l'annexe budgétaire sensible au genre	4 394
Opérations d'ouverture et de clôture de l'exercice budgétaire	Lancement du budget en Régions et au niveau central pour le compte de l'exercice 2026"	377 346
	-Élaboration de la circulaire d'exécution du budget pour le compte de l'exercice 2027 "	8 115
Pilotage et animation des activités de la réforme des finances publiques	Organisation de la session 2025 du Comité Interministériel d'Examen des Programmes (CIEP)"	7 332
Suivi des appuis financiers et capitalisation des missions d'assistance technique	Suivi de la Performance pour les Résultats (PforR)	1 432
Mise en œuvre le Plan Stratégique de Réforme des Finances Publiques	Implémentation de la Circulaire N°000000023/C/MINFI 02 août 2022 relative à l'intégration et à l'évaluation de la budgétisation sensible au genre dans le budget de l'Etat	1 374
	Renforcement de l'information budgétaire transmise au Parlement dans la mise en œuvre de la BSG"	1 374
	Pilotage et animation des activités relatives à la mise en place de la BSG"	1 380
Suivi et accompagnement des CTD ainsi que des appuis financiers accordés aux initiatives privées	Elaboration de la Lettre-Circulaire conjointe MINFI/MINDDEVEL relative à la préparation des budgets des CTD pour le compte de l'exercice 2026 et collecte de la synthèse des problématiques auprès des CTD	1 901
programmation des dépenses	Accompagnement de toutes les administrations à l'élaboration des CDMT 2027-2029 (EPA et CTD)	25 000
	Organisation des conférences élargies de programmation et de performance associée	46 000
	Validation technique des" CDMT initiaux" 2027-2029 des administrations, des EPA et CTD	20 000
	Lancement des travaux de programmation budgétaire 2027 202(Appropriation des nouvelles orientations stratégiques et prioritaires par les équipes d'accompagnement	20 000

ACTIVITE	TACHE	BUDGET
préparation , élaboration et diffusion du budget d'investissement	CDMT et par les administrations sectorielles)	
	Renforcement de capacités du personnel de la Cellule PIP-CDMT	40 000
	Organisation du séminaire de lancement de la préparation du BIP	24 000
Centralisation des projets d'investissement public du Gouvernement	Organisation des Conférences Budgétaires	10 000
	toutes les taches	65 000
Evaluation et audits de la dépense	Revue des activités des administrations publiques	22 000
	Elaboration du guide de la revue des activités	20 000
		1 205 387

Source : MINFI (2025)

III.1.2. Analyse de la contribution budgétaire des dépenses supports des administrations pilotes à la réalisation des objectifs de réduction des inégalités entre les sexes

Le budget prévu pour les dépenses supports en 2026 s'élève à 6 milliards 253 millions 188 mille FCFA. Ce budget est porté de manière différenciée par les administrations pilotes comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 41 : contribution des fonctions supports au budget genre des administrations
Montants en milliers de FCfa

ADMINISTRATION	BUDGET DES FONCTIONS SUPPORT	POIDS DES FONCTIONS SUPPORT PAR RAPPORT AU BUDGET GENRE
MINEPIA	321 000	26,01%
MINDDEVEL	23 000	21,60%
MINFI	120 000	20,78%
MINSANTE	996 896	2,04%
MINEPAT	461 000	17,60%
MINESEC	247 000	6,23%
MINADER	132 000	4,40%
MINAS	341 500	15,63%
MINEDUB	3 324 792	15,01%
MINPROFF	286 000	4,94%
TOTAL	6 253 188	6,92%

Source : MINFI (2025)

III.1.3. Analyse suivant les administrations pilotes

L'analyse de la prise en compte du genre dans le budget 2026, révèle que les ministères pilotes ont programmé un montant d'environ 90 milliards 414 millions 340 mille FCFA (soit 20,72% de l'enveloppe globale) pour réduire les inégalités identifiées dans la PNG à travers leurs programmes opérationnels et supports. Soient 84 milliards 161 millions 152 mille FCFA pour les programmes

opérationnels et 6 milliards 253 millions 188 mille FCFA pour les fonctions supports. Le détail du budget genre suivant les administrations est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 42 : Distribution du budget genre selon les administrations pilotes

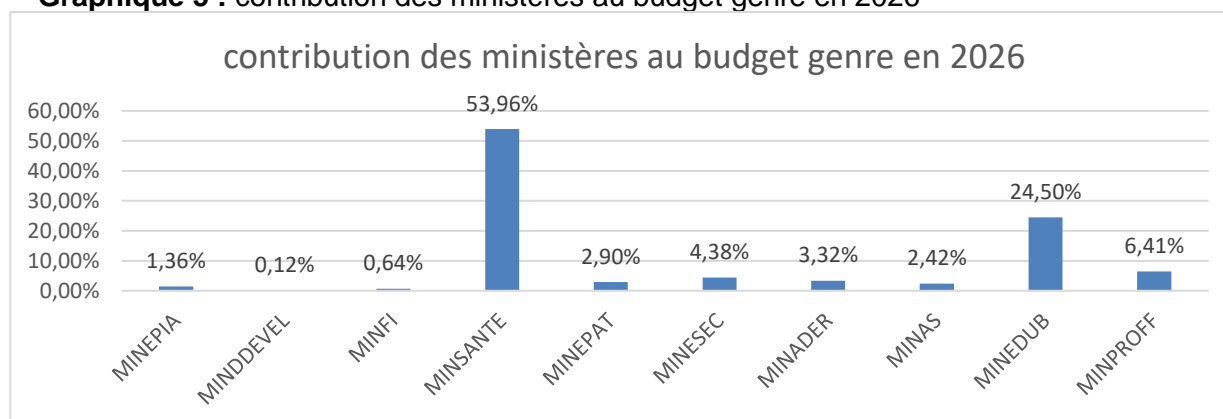
Montants en milliers de FCfa

ADMINISTRATION	BUDGET genre	SUPPORT	OPERATIONNEL
MINEPIA	1 234 000	321 000	913 000
MINDDEVEL	106 500	23 000	83 500
MINFI	577 387	120 000	457 387
MINSANTE	48 785 980	996 896	47 789 084
MINEPAT	2 619 652	461 000	2 158 652
MINESEC	3 962 000	247 000	3 715 000
MINADER	2 999 148	132 000	2 867 148
MINAS	2 184 450	341 500	1 842 950
MINEDUB	22 153 452	3324 792	18 828 660
MINPROFF	5 791 771	286 000	5 505 771
TOTAL	90 414 340	6 253 188	84 161 152

Source : MINFI (2025)

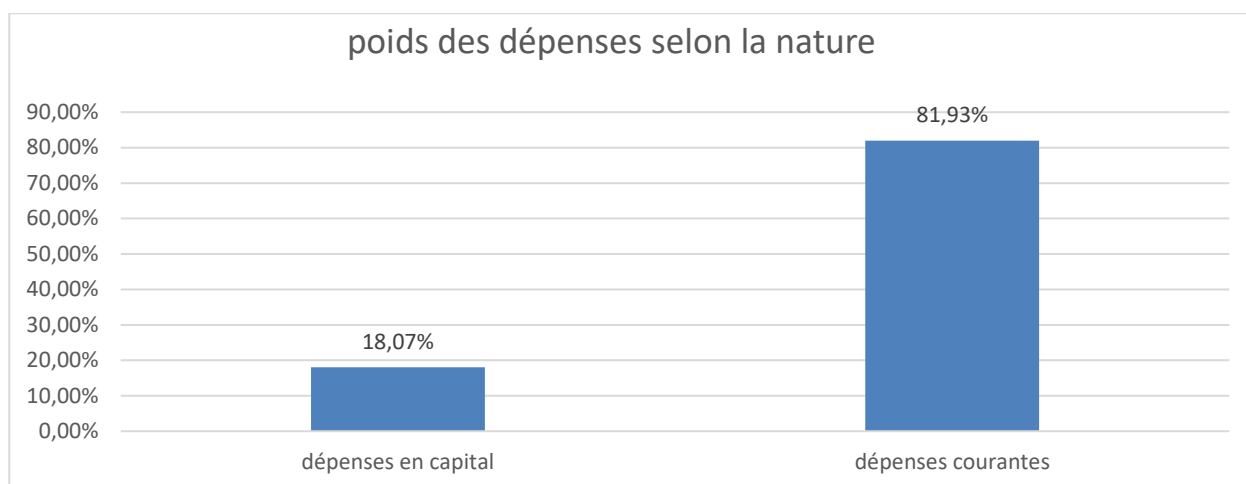
Les administrations pilotes contribuent donc de manière différenciée à la constitution du budget genre avec pour principaux contributeurs le MINSANTE, le MINEDUB et le MINPROFF. Le détail pour chacune des administrations pilote est donné par le graphique ci-dessous.

Graphique 5 : contribution des ministères au budget genre en 2026



Source : MINFI (2025)

Le budget genre est surtout prévu pour financer les dépenses courantes comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique 6 : Poids du budget genre selon la nature de la dépense

Source : MINFI (2025)

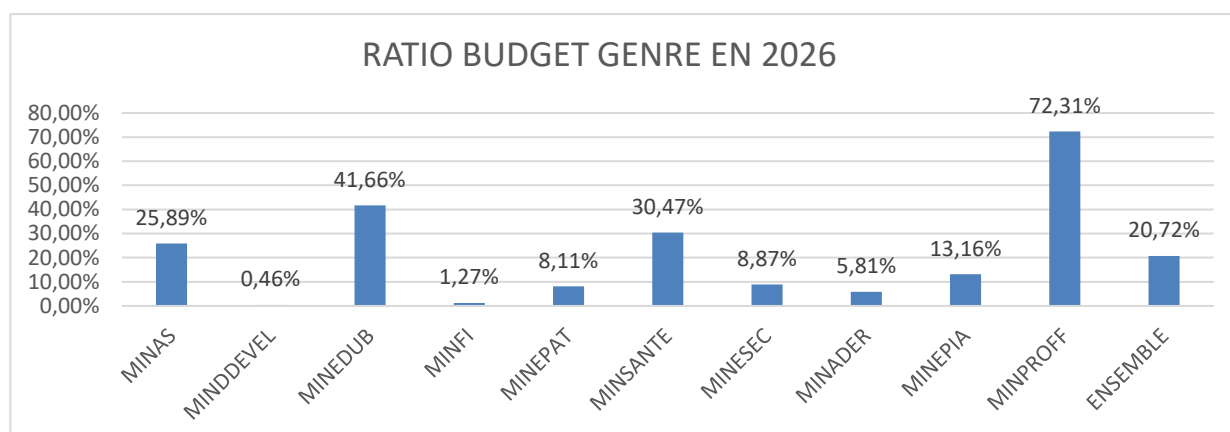
Le détail de la distribution du budget par nature de dépense et selon les administrations est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 43 : Distribution du budget genre selon la nature de la dépense*Montants en milliers de FCfa*

ADMINISTRATION	BUDGET genre	Dépenses en capital	Dépenses courantes
MINEPIA	1 234 000	870 000	364 000
MINDDEVEL	106 500	0	106 500
MINFI	577 387	0	577 387
MINSANTE	48 785 980	2 081 500	46 704 480
MINEPAT	2 619 652	1 803 200	816 452
MINESEC	3 962 000	3 426 000	536 000
MINADER	2 999 148	2 857 148	142 000
MINAS	2 184 450	0	2 184 450
MINEDUB	22 153 452	4 282 400	17 871 052
MINPROFF	5 791 771	1 020 971	4 770 800
TOTAL	90 414 340	16 341 219	74 073 121

Source : MINFI (2025)

Le graphique ci-dessous permet de voir la part du budget de chaque administration pilote qui est prévue pour promouvoir la réduction des inégalités et l'autonomisation des femmes en 2026.

Graphique 7 : RATIO BUDGET GENRE EN 2026 SELON LES ADMINISTRATIONS

Source : MINFI (2025)

Dans l'ensemble, 20,72% du budget des administrations sont prévues pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes mais des disparités sont observées entre les administrations. Le graphique ci-dessus permet de distinguer trois (03) catégories d'administrations :

Cas 1: il s'agit du MINPROFF qui va consacrer plus de la moitié de son budget pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. Son ratio genre affiche la valeur 72,31%.

Cas 2: il s'agit Des autres administrations qui envisagent de consacrer au moins 5% de leur budget pour les dépenses sensibles au genre. Nous avons à ce titre le MINAS, le MINEDUB, le MINEPAT, le MINADER, le MINSANTE, le MINESEC et le MINEPIA.

Cas 3: il s'agit du MINFI et du MINDDEVEL qui ont prévu moins de 5% de leur budget pour financer les questions de genre.

Le détail des dépenses sensibles au genre pour chaque administration est donné en annexe.

III.1.4. Analyse suivant les programmes budgétaires des administrations pilotes

L'analyse des ratios budgétaires dans les administrations permet de déceler des niveaux différents de prise en compte du genre dans leurs programmes budgétaires. Le détail des disparités entre les programmes budgétaires est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 44 : Distribution du budget genre par programme budgétaire et selon les administrations

Montants en milliers de FCfa						
MINISTERE	PROGRAMME	BUDGET	EXTRAS	BUDGET 2026 HORS EXTRA)	BUDGET GENRE 2026	RATIO GENRE
MINAS	P-430	2 476 317	1 132 517	1 343 800	1 147 800	85,41%
	P-431	15 456 213	12 982 563	2 473 650	645 150	26,08%
	P-432	1 967 888	1 104 888	863 000	50 000	5,79%

MINISTERE	PROGRAMME	BUDGET	EXTRAS	BUDGET 2026 HORS EXTRA)	BUDGET GENRE 2026	RATIO GENRE
	P-433	5 394 760	1 637 258	3 757 502	341 500	9,09%
	Total	25 295 178	16 857 226	8 437 952	2 184 450	25,89%
MINDDEVEL	P-290	20 047 935	2 745 154	17 302 781	83 500	0,48%
	P-291	101 364 198	100 086 188	1 278 010	0	0,00%
	P-292	4 749 516	0	4 749 516	23 000	0,48%
	Total	126 161 648	102 831 342	23 330 306	106 500	0,46%
MINEDUB	P-180	28 962 148	28 228 148	734 000	0	0,00%
	P-181	190 414 535	166 074 407	24 340 128	18 528 160	76,12%
	P-182	5 171 648	4 860 828	310 820	190 000	61,13%
	P-183	53 895 770	49 155 025	4 740 745	110 500	2,33%
	P-184	53 463 393	30 408 040	23 055 353	3 324 792	14,42%
	Total	331 907 493	278 726 448	53 181 045	22 153 452	41,66%
MINFI	P-230	19 545 748	13 366 878	6 178 870	0	0,00%
	P-231	14 909 941	8 878 855	6 031 086	0	0,00%
	P-232	18 822 759	14 189 825	4 632 934	0	0,00%
	P-233	15 550 354	10 811 763	4 738 591	457 387	9,65%
	P-234	29 790 677	6 003 149	23 787 528	120 000	0,50%
	total	98 619 479	53 250 470	45 369 009	577 387	1,27%
MINEPAT	P-250	67 480 369	49 333 078	18 147 291	1 321 652	7,28%
	P-251	68 165 857	62 861 313	5 304 544	837 000	15,78%
	P-252	15 818 828	14 597 980	1 220 848	0	0,00%
	P-253	9 567 163	1 941 750	7 625 413	461 000	6,05%
	total	161 032 217	128 734 121	32 298 096	2 619 652	8,11%
MINSANTE	P-410	51 162 479	45 773 781	5 388 698	42 420	0,79%
	P-411	5 275 628	4 382 855	892 773	173 000	19,38%
	P-412	143 540 794	55 638 730	87 902 064	39 888 925	45,38%
	P-413	65 839 772	42 682 608	23 157 164	7 684 739	33,19%
	P-414	65 093 158	22 326 065	42 767 093	996 896	2,33%
	total	330 911 831	170 804 039	160 107 792	48 785 980	30,47%
MINESEC	P-270	145 328 800	120 676 000	24 652 800	79 000	0,32%
	P-271	255 529 405	250 469 393	5 060 012	304 000	6,01%
	P-272	140 916 000	136 884 000	4 032 000	3 332 000	82,64%
	P-273	52 986 200	42 087 000	10 899 200	247 000	2,27%
	total	594 760 405	550 116 393	44 644 012	3 962 000	8,87%
MINADER	P-320	27 094 576	22 285 164	4 809 412	2 686 148	55,85%
	P-321	5 019 470	4 090 410	929 060	181 000	19,48%
	P-322	47 270 042	14 185 042	33 085 000	0	0,00%
	P-323	25 643 514	12 866 613	12 776 901	132 000	1,03%
	total	105 027 602	53 427 229	51 600 373	2 999 148	5,81%
MINEPIA	P-330	32 667 910	30 488 581	2 179 329	913 000	41,89%
	P-331	5 415 810	5 067 438	348 372	0	0,00%
	P-332	11 357 798	7 979 496	3 378 302	0	0,00%
	P-333	6 552 644	3 080 000	3 472 644	321 000	9,24%
	total	55 994 163	46 615 515	9 378 648	1 234 000	13,16%

MINISTERE	PROGRAMME	BUDGET	EXTRAS	BUDGET 2026 HORS EXTRA)	BUDGET GENRE 2026	RATIO GENRE
MINPROFF	P-440	3 439 017	682 646	2 756 371	2 756 371	100,00%
	P-441	1 876 500	720 000	1 156 500	1 156 500	100,00%
	P-442	1 792 900	200 000	1 592 900	1 592 900	100,00%
	P-443	3 734 630	1 231 000	2 503 630	286 000	11,42%
	total	10 843 047	2 833 646	8 009 401	5 791 771	72,31%

Source : MINFI (2025)

III. 2. Application de l'outil marqueur genre

III.2.1. Approche méthodologique

Cet outil développé de manière expérimentale a pour objectifs de permettre au Gouvernement de faire le suivi, d'améliorer et de soutenir une programmation efficace et sensible au genre, en donnant des notes allant de 0 à 5 (Non orienté à Principal). Il vise à indiquer si les activités et tâches conduites par les ministères sectoriels ciblent véritablement l'égalité des sexes. Les données fournissent la mesure la plus complète disponible concernant le financement des programmes de développement qui soutient les actions en faveur de l'égalité femmes-hommes.

La notation se fait sur 5 points. On examine à l'intérieur d'un programme, les éléments ci-après :

- la justification du genre dans le sous-secteur
- l'intitulé des actions, activités ou des tâches du programme
- les objectifs du programme, des actions, des activités
- les indicateurs du programme, des actions, des activités
- le budget des activités ou des tâches.

Chaque élément est noté sur un point sur toute la chaîne de résultats, puis on fait une sommation. L'appréciation des éléments de notation n'est pas cumulée. Au moins l'un des éléments de la chaîne de résultats doit être genre sensible. Ce qui est recherché, c'est la bonne foi et la volonté des administrations à appliquer la dimension genre dans les différents programmes.

Tableau 45 : Grille et critères de notation des programmes selon le marqueur genre Cameroun

Grille de Notation Genre		Description
Objectif non orienté vers le genre (Valeur 0) :	Aucun des Cinq (05) critères n'est rempli	<p>Non orienté : Le genre n'est pas reflété dans le programme (insensibilité au genre).</p> <p>Le programme a été examiné au regard du marqueur mais il n'a pas été constaté qu'il visait l'objectif de l'égalité homme-femme. Cette valeur ne peut être utilisée par défaut. Les programmes n'ayant pas fait l'objet d'un examen ne doivent pas être marqués, c'est-à-dire qu'aucune valeur ne doit être inscrite dans le champ prévu. Le but est d'éviter toute confusion entre les programmes qui ne visent pas l'égalité des sexes (valeur 0) et ceux dont on ne connaît pas l'orientation à cet égard (champ à laisser vide ou mettre N/A: Non Applicable).</p>
Objectif faible (Valeur 1 point) :	Un (01) des Cinq (05) critères est rempli	<p>Faible : L'égalité entre les femmes et les hommes est résiduellement prise en compte dans le programme.</p> <p>Non seulement elle n'est pas un objectif du programme, mais aussi, ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. Tout de même les interventions visées pourraient toucher à la fois les femmes et les hommes, les filles et les garçons, sans un impact conséquent.</p>
Objectif passable (Valeur 2 points) :	Deux (02) des Cinq (05) critères sont remplis	<p>Passable : L'égalité homme-femme est incidemment prise en compte dans le programme.</p> <p>Soit elle n'est pas un objectif du programme/projet et ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. Tout de même les actions et activités impacteront sur le statut et les conditions de vie des femmes et des hommes ; Soit elle est un objectif important et délibéré du programme, mais ceci n'est pas suffisamment reflété dans la chaîne de résultats.</p>
Objectif moyen (Valeur 3 points) :	Trois (03) des Cinq (05) critères sont remplis	<p>Moyen : L'égalité homme-femme est partiellement prise en compte dans le programme.</p> <p>Elle n'est pas un objectif du programme/projet et ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. Mais il existe une ou des actions ciblées soutenues par des indicateurs et activités contribuant à la réduction des inégalités entre les hommes et femmes, les filles et garçons</p>
Objectif significatif (Valeur 4 points) :	Quatre (04) des Cinq (05) critères sont remplis	<p>Significatif : L'égalité homme-femme est un objectif important et délibéré du programme, mais elle ne constitue pas le principal motif de sa réalisation.</p>

Grille de Notation Genre		Description
		L'objectif de l'égalité homme-femme doit être mentionné de manière explicite dans la documentation relative au programme considéré, et sa présence ne peut être implicite ni supposée.
Objectif principal (Valeur 5 points) :	Tous les Cinq (05) critères sont remplis	<p>Principal : L'égalité entre les femmes et les hommes est l'objectif principal du programme ou du projet et elle est fondamentale dans sa conception et pour les résultats escomptés.</p> <p>Le programme a été conçu avec pour finalité première de faire progresser l'égalité entre les sexes et/ou l'autonomie des femmes et des filles, de réduire les discriminations ou les inégalités fondées sur le sexe ou de répondre à des besoins sexo-spécifiques.</p>

Source : MINPROFF (2025)

III.2.2. Résultat de l'application du marqueur

L'identification des programmes sensibles au genre dans le budget 2026 des administrations pilotes s'est faite suivant les étapes ci-après décrites dans l'encadré 4 ci-dessus



Encadré : Etapes d'application du marqueur genre sur les programmes budgétaires

ÉTAPE 1 : Évaluez de façon globale les liens existants entre l'intervention du programme et les

rôles et relations de genre : intègrent-ils ou remettent-ils en question les rôles et relations de genre

? Ou votre intervention n'intègre aucune approche de genre ?

ÉTAPE 2 : Déterminez si le genre est intégré à l'analyse de situation et la stratégie des programmes (Un aspect doit être développé sur l'ancrage du programme budgétaire à la Politique Nationale Genre pour justifier cette affirmation), aux objectifs, aux actions, activités et tâches, aux indicateurs de suivi et d'évaluation et si le budget de l'ensemble des interventions sur genre atteint au moins 5% du budget total du programme. Répondez par oui et notez **1** point ou par non et notez **0** point par case lorsque l'énoncé est pertinent ou non. Chaque case doit être dûment expliquée et justifiée à l'aide de références.

ÉTAPE 3 : Comptez le nombre de cases notées et summez le total sur **5** points ; puis utilisez le guide de notation

afin de vous positionner sur le MGPB.

ÉTAPE 4 : Enfin, complétez la dernière colonne afin de fournir les explications et les documents justificatifs nécessaires, pour chaque énoncé noté, et proposez des recommandations et enseignements qui pourraient impacter et améliorer la programmation budgétaire.

Le résultat de l'application de cet outil est condensé dans le tableau ci-dessous, son détail est donné en annexe.

Tableau 46 : Résultats de l'application du marqueur genre

Programme budgétaire	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre
MINADER							
Programme 320 : Production et productivité des filières agricoles	1	0	1	0	1	3	Moyen
Programme 321 : Gestion durable des systèmes de production agricole et sécurité alimentaire	1	0	1	0	1	3	Moyen
Programme 322 : Développement des infrastructures agricoles, rurales et mécanisation agricole	1	0	0	0	0	1	Faible
Programme 323 : Gouvernance et gestion des fonctions support du ministère.	1	0	1	0	0	2	Passable
MINEPIA							
Programme 330 : Développement des productions et des industries animales	1	0	1	0	1	3	Moyen
Programme 331 : Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	0	0	0	0	0	0	Non orienté
Programme 332 : Développement des productions halieutiques	0	0	0	0	0	0	Non orienté
Programme 333 : Gouvernance et gestion des fonctions support du ministère	0	0	1	0	1	2	Passable

Programme budgétaire	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre
MINAS							
Programme 430 : Protection de l'enfant	1	1	1	1	1	5	Principal
Programme 431 : Action sociale au profit des groupes vulnérables	0	0	1	1	1	3	Moyen
Programme 432 : Autonomisation économique des personnes socialement vulnérables	0	0	1	1	1	3	Moyen
Programme 433 : Gouvernance et gestion des fonctions supports du Ministère des affaires sociales	0	0	1	0	1	2	Passable
MINSANTE							
Programme 410 : Prévention de la maladie	1	1	1	1	0	4	Significatif
Programme 411 : Promotion de la santé et nutrition	1	0	1	0	1	3	Moyen
Programme 412 : Renforcement du système de santé	1	0	1	0	1	3	Moyen
Programme 413 : Prise en charge des cas	0	1	1	1	1	4	Significatif
Programme 414 : Gouvernance et pilotage stratégique du système de santé	0	0	1	0	0	1	Faible
MINESEC							
Programme 270 : renforcement de l'accès équitable et inclusif aux enseignements secondaires	1	1	1	1	0	4	Significatif
Programme 271 : Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires	1	0	1	0	1	3	Moyen

Programme budgétaire	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre
Programme 272 : Intensification de la professionnalisation et optimisation de la formation dans le sous-secteur des enseignements secondaires	1	0	1	1	1	4	Significatif
Programme 273 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des enseignements secondaires	0	0	1	1	0	2	Passable
MINEDUB							
Programme 180 : Education préscolaire	0	0	0	0	0	0	Non orienté
Programme 181 : Enseignement primaire	1	0	1	0	1	3	Moyen
Programme 182 : Alphabétisation et éducation de base non-formelle	1	0	1	0	1	3	Moyen
Programme 183 : Qualité de l'enseignement et des apprentissages au sous-secteur éducation de base	0	0	1	1	0	2	Passable
Programme 184 : Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur éducation de base	0	0	1	0	1	2	Passable
MINPROFF							
Programme 440 : autonomisation économique des femmes	1	1	1	1	1	5	Principal
Programme 441 : Promotion sociale de la femme et du genre	1	1	1	1	1	5	Principal

Programme budgétaire	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre
Programme 442 : Développement de la famille et protection des droits de l'enfant	1	0	1	1	1	4	Significatif
Programme 443 : Gouvernance et gestion des fonctions support du ministère de la promotion de la femme et de la famille	1	0	1	0	1	3	Moyen
MINDDEVEL							
Programme 290 : Approfondissement du processus de décentralisation et modernisation des CTD	1	0	1	0	0	2	Passable
Programme 291 : Promotion du développement local durable et inclusif	0	0	0	1	0	1	Faible
Programme 292 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur décentralisation et développement local	1	1	1	1	0	4	Significatif
MINEPAT							
PROGRAMME 250 : Planification stratégique et aménagement du territoire	1	0	1	0	1	3	Moyen
PROGRAMME 251 : Appui à la transformation structurelle pour l'accélération de la croissance	1	0	1	0	1	3	Moyen
PROGRAMME 252 : Coopération économique, technique et intégration régionale	1	0	0	0	0	1	Faible
PROGRAMME 253 : Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur de	1	0	1	0	1	3	Moyen

Programme budgétaire	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre
l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire							
MINFI							
PROGRAMME 230 : Mobilisation des recettes fiscales internes non pétrolières	1	0	0	0	0	1	Faible
PROGRAMME 231 : Gouvernance douanière, protection de l'espace économique et participation à la sécurité nationale	1	0	0	0	0	1	Faible
PROGRAMME 232 : gestion du trésor public et suivi du secteur financier	0	0	0	0	0	0	Non orienté
PROGRAMME 233 : Gestion budgétaire de l'état	0	0	1	0	1	2	Passable
PROGRAMME 234 : Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur finances	0	0	1	0	0	1	Faible

L'analyse du tableau ci-dessus permet de faire un certain nombre de constats : d'une part, l'on note une amélioration globale de la prise en compte du genre dans les documents budgétaires des administrations pilotes. L'affinement des directives relatives à la prise en compte du genre dans les Cadres stratégiques de performance, les cadres de dépenses à Moyen terme, les Projets de performance annuels ; le renforcement des capacités et l'accompagnement des acteurs impliqués dans la préparation du budget dans les administrations sont à mettre à l'actif de cette amélioration.

Ainsi, les administrations peuvent être classées en quatre catégories :

Catégorie 1 : les ministères avec des programmes budgétaires significativement sensibles au genre. Il s'agit ici du MINADER, MINAS, MINSANTE, MINPROFF et MINESEC

Catégorie 2 : les ministères avec des programmes budgétaires moyennement sensibles au genre. Il s'agit ici du MINEPIA, MINDDEVEL et MINEPAT

Catégorie 3 : les ministères avec des programmes budgétaires faiblement sensibles au genre. Il s'agit ici du MINEDUB, et MINFI

Si le MINAS, MINSANTE et MINPROFF sont restés constants, il y'a lieu de relever les efforts déployés par le MINADER et le MINESEC dont les programmes étaient faiblement genre sensible dans les années antérieures. Également, l'on remarque que le MINDDEVEL et le MINEPAT ont présenté un meilleur affichage du genre dans leurs programmes, même s'il y'a encore des améliorations à faire dans certains aspects.

Contrairement aux années antérieures, l'on note des efforts du MINFI, tandis que le MINEPIA et MINEDUB ont régressé.

D'autre part de nombreuses sont les administrations qui ont inscrit les activités genre dans les PPA contrairement aux années antérieures. Des efforts restent au niveau des allocations budgétaires pour les activités retenues.

Au regard de ces constats, un certain nombre de recommandations peuvent être formulées à l'issue de cet exercice :

- Du fait que les programmes et actions y compris leurs objectifs et indicateurs sont stables avant la prochaine revue des CSP, les ministères devraient fournir un effort pour intégrer le genre dans les activités programmées, dans les objectifs et indicateurs desdites activités et au niveau des tâches. Ce travail devrait se faire dès la revue des activités qui constitue la première étape de la préparation du budget.
- Lorsque les activités inscrites sont neutres par rapport au genre, un effort devrait être fait pour afficher les indicateurs de performance de manière sexo-désagrégée afin de s'assurer que les besoins, intérêts, aspirations et préoccupations des hommes, les femmes, les filles et garçons seront pris en compte lors de la réalisation.
- Du fait que la Budgétisation Sensible au genre consiste à traquer le budget genre, il ne suffit pas d'inscrire le genre dans la chaîne de résultats des programmes. Les administrations devraient veiller à ce que des activités genre sensibles soient inscrites et des budgets conséquents soient mobilisés pour la mise en œuvre desdites activités.

Enfin, le MINAS, MINPROFF, MINESEC, MINEPIA, et MINFI devraient faire des efforts pour finaliser leurs analyses genre sectorielles.

EVOLUTION DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LE BUDGET DE L'ETAT DE 2022 A 2026



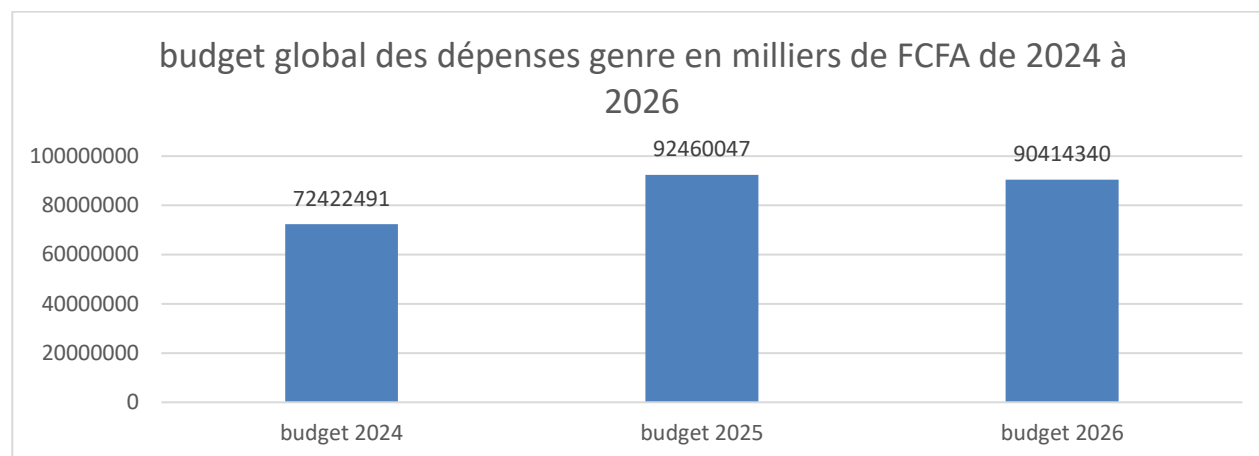
IV. EVOLUTION DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LE BUDGET DE L'ETAT DE 2022 A 2026

IV.1 Ecart entre les budgets programmés entre 2024 et 2026

Le graphique ci-dessous, qui montre l'évolution de la programmation du budget genre de 2025 à 2026 révèle une baisse globale de 2,21% sur la période considérée. Nous passons de 92,4 milliards de FCFA en 2025 à 90,41 milliards de FCFA en 2026.

Graphique 8 : budget global des dépenses genre en milliers de FCFA de 2024 à 2026

Montants en milliers de Fcfa

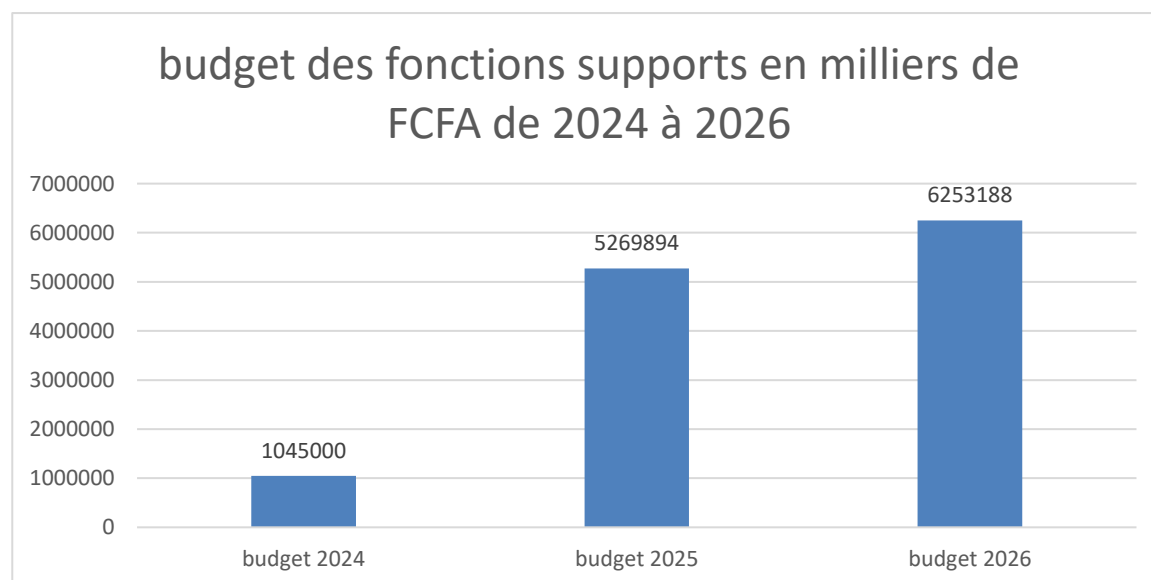


Source : MINFI (2025)

Cette baisse observée est à l'image de la baisse des ressources servant à financer les dépenses opérationnelles. En effet, si les dépenses supports ont augmenté en termes de budget, cela n'a pas été le cas pour les dépenses opérationnelles qui nourrissent les axes stratégiques de la PNG tel que le montrent les graphiques ci-dessous.

Graphique 9 : budget des fonctions supports en milliers de FCFA de 2024 à 2026

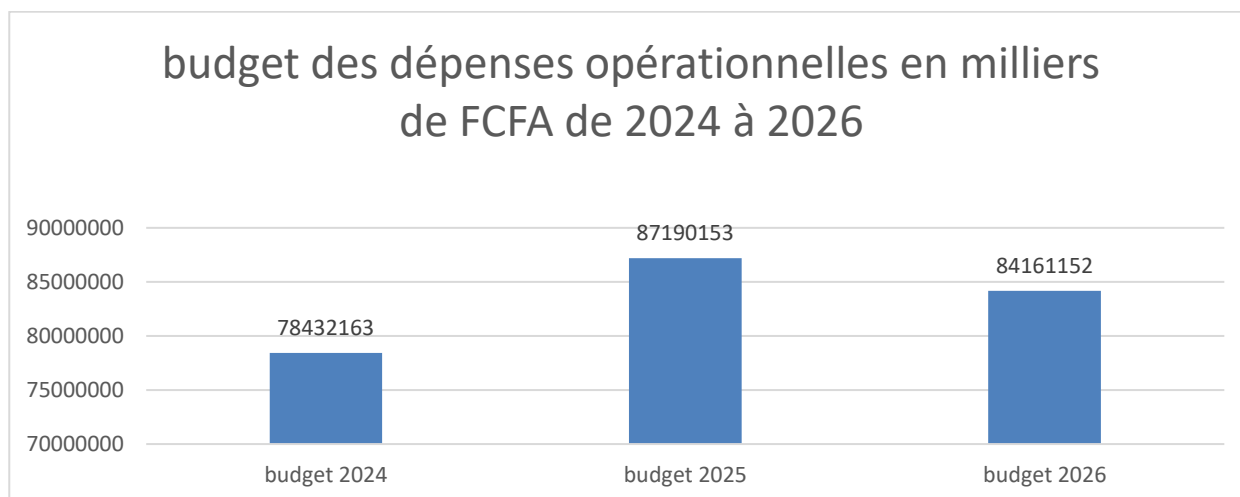
Montants en milliers de Fcfa



Source : MINFI (2025)

Graphique 10 : budget des dépenses opérationnelles en milliers de FCFA de 2024 à 2026

Montants en milliers de Fcfa



Source : MINFI (2025)

IV.2. Profils des ratios genre programmés de 2022 et 2026 suivant les programmes budgétaires

Le tableau ci-dessous, qui donne le détail des ratios genre depuis 2022, permet de constater qu'il ne se dessine toujours pas un profil type de ces dépenses sur la période considérée sauf au MINEDUB et au MINFI où lesdits ratios sont en constante augmentation.

Tableau 47 : Evolution des ratios genre par administrations de 2022 à 2026

MINISTERE	RATIO GENRE				
	2022	2023	2024	2025	2026
MINAS	45,74%	14,60%	27,72%	20,28%	25,89%
MINDDEVEL	3,15%	1,36%	0,17%	1,94%	0,46%
MINEDUB	0,40%	0,40%	8,07%	49,85%	41,66%
MINFI	NA	0,00%	0,97%	1,61%	1,27%
MINEPAT	NA	10,54%	9,39%	3,37%	8,11%
MINSANTE	29,88%	23,74%	21,18%	50,99%	30,47%
MINESEC	14,60%	3,13%	8,06%	19,13%	8,87%
MINEPIA	65,67%	18,98%	42,86%	15,20%	13,16%
MINPROFF	67,11%	76,85%	68,06%	94,17%	72,31%
MINADER	2,94%	25,73%	NA	11,63%	5,81%

Source : MINFI (2025)

CONCLUSION

ET PERSPECTIVES



CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Dans l'ensemble, des avancées notoires ont été observées. Toutefois, elles ont été enregistrées de manière inégale en fonction des axes stratégiques de la PNG. Si elles ont été assez encourageantes pour les axes 1, 2, 3 et 7, les résultats observés au niveau des axes 4, 5 et 6 restent faibles. Suivant les administrations pilotes, les résultats des initiatives mises en œuvre en 2024 et 2025 pour réduire les inégalités par chaque administration sont encourageants.

En effet, l'analyse du marqueur genre a montré une amélioration globale de la prise en compte du genre dans les documents budgétaires des administrations pilotes du fait notamment de l'affinement des directives relatives à la prise en compte du genre dans les Cadres stratégiques de performance, les cadres de dépenses à Moyen terme, les Projets de performance annuels ; le renforcement des capacités et l'accompagnement des acteurs impliqués dans la préparation du budget dans les administrations. On note toutefois une baisse sensible du budget entre 2025 et 2026.

En perspective, pour une meilleure opérationnalisation de la BSG au sein des administrations, plusieurs actions, se situant à différents niveaux pourraient être mises en œuvre en 2026. Il s'agit notamment :

Pour ce qui est du déploiement de la BSG, de la

- Poursuite de la pérennisation des directives annuelles en matière de BSG, à travers la prise en compte systématique de ces orientations dans les instructions présidentielles relatives à la préparation du budget, les lettres de notifications des enveloppes du Premier Ministre, la circulaire d'exécution du budget ;
- Mise en œuvre de la feuille de route régionale de la BSG, ainsi que son suivi-évaluation ;
- Mise en place des jalons du dialogue de gestion entre points focaux BSG, points focaux genre, les sectoriels MINFI et MINEPAT ;
- Meilleure implication des parlementaires dans les choix budgétaires en faveur de la promotion du genre ;
- Information des acteurs économiques des choix budgétaires en faveur de la promotion du genre lors des consultations publiques,
- Capitalisation de l'accompagnement des Partenaires Techniques et Financiers et des OSC.

S'agissant des actions concourant à améliorer le document budgétaire genre sensible en 2027,

- Poursuivre les travaux d'informatisation du suivi des dépenses sensibles au genre ;
- Envisager l'assistance technique des administrations lors du marquage informatique des dépenses afin de s'assurer de la sensibilité genre effective des dépenses marquées ;
- Actualisation de la matrice de triangulation entre la SND-PNG-CSP des administrations ;
- Accompagnement de proximité des administrations et renforcement des aspects conceptuels et méthodique et capacitation des points focaux BSG désignés en fonction du niveau d'avancement des administrations ;
- Poursuite de la réalisation des analyses genre des administrations ;
- Elaboration et instauration des protocoles d'échanges entre les différents acteurs pour permettre la mobilisation des informations et la collecte des données nécessaires à l'élaboration du DBSG ;
- Mise en place des mesures d'accompagnement (renforcement des capacités/sensibilisation, communication et vulgarisation...).

En ce qui concerne l'élargissement du périmètre des administrations pour le compte de l'exercice 2027, il pourrait être suggéré l'introduction des Ministères suivants : MINPOSTEL, le MINJUSTICE, le MINEFOP, le MINFOPRA, MINDCAF, la DGSN, le MINAT, le MINREX, le MINDEF, le MINPMEESA et le MINJEC.

Afin de mieux aborder la rédaction du Document Budgétaire Sensible au Genre pour le compte de l'exercice 2027, les étapes importantes et date line ci-dessous devront guider l'agenda des travaux :

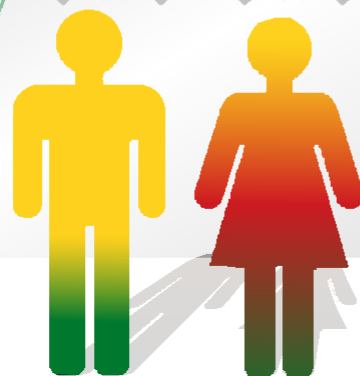
- Transmission du canevas du document aux administrations publiques : fin juin ;
- Lancement de la rédaction de la partie transversale du document : Mi-juillet ;
- Réception des parties sectorielles transmises par les administrations : 31 juillet ;
- Recoupement des données avec les chaînes de résultats figurants au niveau des PPA/Rapports Annuels de Performance (RAP) : Fin août ;
- Contrôle qualité et compilation de document : Mi-Septembre ;

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

- Transmission du document compilé pour validation aux ministères sectoriels : septembre ;
- Intégration des observations/avis et recommandations recueillies : octobre ;
- Dépôt du document budgétaire sensible au genre en accompagnement du projet de loi de finances initiale : octobre ;
- Elaboration d'une version simplifiée du document budgétaire sensible au genre à destination du grand public.

ANNEXES

ANNEXES



ANNEXE A : détails de l'application du marqueur genre

Administration								
Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programmée	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/Extraits	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 320 : Production et productivité des filières agricoles	1	0	1	0	1	3	Moyen	Le genre est significativement pris en compte dans les programmes du Ministère. Les programmes 321 et 323 affichent respectivement les scores « principal », et « significatif », ce qui permet de noter les efforts alloués pour la prise en compte du genre dans éléments de leurs structures budgétaires. Tout de même il faut relever que le programme 323 n'a pas prévu de fonds suffisants pour la mise en œuvre des activités genre sensibles. Le programme 322, bien qu'ayant conduit une analyse genre dans sa stratégie, n'a pas fait d'effort pour intégrer le genre dans la chaîne de résultats. Le programme 320 affiche la notation "Moyenne" puisqu'il comporte des éléments de genre au niveau de la stratégie programme, mais également des activités genre sensibles y compris des budgets alloués. NB : Le MINADER a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
Programme 321 : Gestion durable des systèmes de production agricole et sécurité alimentaire	1	1	1	1	1	5	Principal	
Programme 322 : Développement des infrastructures agricoles, rurales et mécanisation agricole	1	0	0	0	0	1	Faible	
Programme 323 : Gouvernance et gestion des fonctions support du ministère.	1	1	1	1	0	4	Significatif	
Administration : MINEPIA								

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 330 : Développement des productions et des industries animales	1	0	1	0	1	3	Moyen	<p>Le genre est moyennement pris en compte dans les programmes du Ministère.</p> <p>Les programmes 330 a conduit une analyse genre dans sa stratégie de déploiement, mais les objectifs et indicateurs restent neutres. Tout de même, l'on note un bon affichage des activités genre avec des ressources appropriées.</p> <p>Le programme 331 affiche un score Faible du fait que la plupart des éléments de sa structure ne prennent pas en compte l'aspect genre. Tout de même, des activités genre sensibles ont été prévues, mais avec un faible budget.</p> <p>Le programme 332 affiche un score Moyen car, il ne prévoit pas d'objectifs, ni d'indicateurs visant la réduction des inégalités entre les sexes.</p> <p>Le programme 333 affiche la notation "Passable" puisqu'il comporte des activités genre avec des budgets conséquents.</p> <p>NB : Le MINEPIA a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes</p> <p>A cet effet, le MINEPIA devrait conduire son analyse situationnelle genre au cours de l'année 2026</p>
Programme 331 : Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	0	0	1	0	0	0	Faible	
Programme 332: Développement des productions halieutiques	1	0	1	0	1	3	Moyen	
Programme 333 : Gouvernance et gestion des fonctions support du ministère	0	0	1	0	1	2	Passable	
Administration : MINAS								

Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 430 : Protection de l'enfant	1	1	1	1	1	5	Principal	Le genre est significativement pris en compte dans les programmes du Ministère. Le programme 430 sur la protection de l'enfant est principalement genre sensible dans tous ses éléments. L'on note une faible analyse genre dans la stratégie programme et l'absence d'objectifs ciblant la réduction des inégalités de sexes. Le programme 433 affiche la notation "Passable" puisqu'il comporte des activités genre avec des budgets conséquents. NB : Le MINAS a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes A cet effet, le MINAS devrait achever son analyse situationnelle genre au cours de l'année 2026
Programme 431 : Action sociale au profit des groupes vulnérables	0	0	1	1	1	3	Moyen	
Programme 432 : Autonomisation économique des personnes socialement vulnérables	0	0	1	1	1	3	Moyen	
Programme 433 : Gouvernance et gestion des fonctions supports du Ministère des affaires sociales	0	0	1	0	1	2	Passable	
Administration : MINSANTE								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 410: Prévention de la maladie	1	1	1	1	0	4	Significatif	Le genre est significativement pris en compte dans les programmes du Ministère.
Programme 411: Promotion de la santé et nutrition	1	0	1	0	1	3	Moyen	

Programme 412: Renforcement du système de santé	1	0	1	0	1	3	Moyen	Les programmes 410 et 413 sont significativement genre sensibles. Le programme 410 n'a pas alloué des fonds suffisants pour les activités prévues, tandis que le programme 413 n'a pas conduit une bonne analyse sexospécifique dans sa stratégie. Les programmes 411 et 412 affichent le score moyen du fait que leurs objectifs et indicateurs sont neutres. Le programme 414 quant à lui affiche la notation "Faible". Bien qu'ayant prévu des activités genre, les fonds alloués pour celles-ci sont restés faibles. NB : Le MINSANTE a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
Programme 413: Prise en charge des cas	0	1	1	1	1	4	Significatif	
Programme 414: Gouvernance et pilotage stratégique du système de sante	0	0	1	0	0	1	Faible	
Administration : MINESEC								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 270 : renforcement de l'accès équitable et inclusif aux enseignements secondaires	1	1	1	1	0	4	Significatif	Le genre est significativement pris en compte dans les programmes du Ministère.
Programme 271: Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires	1	0	1	0	1	3	Moyen	Les programmes 270 et 272 sont significativement genre sensibles. Le programme 270 n'a pas alloué des fonds suffisants pour les activités prévues, tandis que le programme 272 n'a pas d'objectifs visant la réduction des inégalités.
Programme 272: Intensification de la professionnalisation et optimisation de la formation dans le sous-secteur des enseignements secondaires	1	0	1	1	1	4	Significatif	Les programmes 271 et affiche le score moyen du fait que ses objectifs et indicateurs sont neutres. Tout de même l'on note une programmation des activités genre avec des budgets nécessaires.

Programme 273 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des enseignements secondaires	0	0	1	1	0	2	Passable	<p>Le programme 273 quant à lui affiche la notation "Passable". Bien qu'ayant prévu des activités genre, les fonds alloués pour celles-ci sont restés faibles.</p> <p>NB : Le MINESEC a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes</p> <p>A cet effet, le MINESEC devrait conduire son analyse situationnelle genre au cours de l'année 2026</p>
Administration : MINEDUB								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 180 : Education préscolaire	0	0	0	0	0	0	Non orienté	<p>Le genre est passablement pris en compte dans les programmes du Ministère.</p> <p>Le programme 180 est totalement non orienté vers le genre.</p> <p>Les 181 et 182 sont moyennement genre sensibles. Leurs objectifs et indicateurs restent neutres. Tout de même, l'on note l'inscription des activités genre avec des budgets suffisants.</p> <p>Les programmes 183 comporte des actions genre avec peu de moyens En outre, son analyse sectorielle est neutre y compris ses objectifs.</p> <p>Le programme 184 quant à lui affiche la notation "Passable", puisqu'ayant prévu des activités genre et alloué des fonds suffisants pour celles-ci.</p>
Programme 181 : Enseignement primaire	1	0	1	0	1	3	Moyen	
Programme 182 : Alphabétisation et éducation de base non-formelle	1	0	1	0	1	3	Moyen	
Programme 183 : Qualité de l'enseignement et des apprentissages au sous-secteur éducation de base	0	0	1	1	0	2	Passable	
Programme 184 : Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur éducation de base	0	0	1	0	1	2	Passable	

								NB : Le MINEDUB a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
Administration : MINPROFF								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 440 : autonomisation économique des femmes	1	1	1	1	1	5	Principal	Le genre est significativement pris en compte dans les programmes du Ministère.
Programme 441 : Promotion sociale de la femme et du genre	1	1	1	1	1	5	Principal	Les programmes 440 et 441, orientés vers la promotion de la femme sont principalement genre sensibles.
Programme 442 : Développement de la famille et protection des droits de l'enfant	1	0	1	1	1	4	Significatif	Le programme 442 sur la promotion de la famille et la protection des droits de l'enfant n'a pas ciblé un objectif genre. Mais il affiche un score significatif du fait de la prise en compte du genre dans les autres éléments.
Programme 443 : Gouvernance et gestion des fonctions support du ministère de la promotion de la femme et de la famille	1	0	1	0	1	3	Moyen	Le programme 443 quant à lui affiche la notation "Moyen", du fait que ses objectifs et indicateurs sont neutres. NB : Le MINPROFF a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes A cet effet, le MINPROFF devrait achever son analyse situationnelle genre au cours de l'année 2026
Administration : MINDEVVEL								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires

			tach es					
Programme 290: Approfondissement du processus de décentralisation et modernisation des CTD	1	0	1	0	0	2	Passable	Le genre est moyennement pris en compte dans les programmes du Ministère.
Programme 291 : Promotion du développement local durable et inclusif	0	0	0	1	0	1	Faible	Le programme 290 affiche un score passable. Bien qu'ayant conduit une bonne analyse genre, ses objectifs et indicateurs restent neutres. En outre, les activités prévues n'ont pas de budgets consistants.
Programme 292 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur décentralisation et développement local	1	1	1	1	0	4	Significatif	<p>Le programme 291 quant à lui est faiblement genre sensible. L'on note un indicateur sur les CTD disposant d'un budget sensible au genre et au climat.</p> <p>Le programme 292 par contre est significativement genre sensible. Tous les éléments de la chaîne de résultats intègrent le genre. L'on note juste de faibles allocations pour les activités retenues.</p> <p>NB : Le MINDDDEVEL a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes</p>
Administration : MINEPAT								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
PROGRAMME 250 : Planification stratégique et aménagement du territoire	1	0	1	0	1	3	Moyen	Le genre est moyennement pris en compte dans les programmes du Ministère.

PROGRAMME 251 : Appui à la transformation structurelle pour l'accélération de la croissance	1	0	1	0	1	3	Moyen	Trois programmes (250, 251,253) affichent le score Moyen. L'on note une bonne analyse genre au niveau des stratégies de ces programmes, avec des activités genre sensibles et des budgets considérables. Les objectifs et indicateurs restent neutres. Le Programme 252 par contre reste faible genre sensible. Seule l'analyse genre a été conduite ; les autres éléments restent neutres/ NB : Le MINEPAT a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
PROGRAMME 252 : Coopération économique, technique et intégration régionale	1	0	0	0	0	1	Faible	
PROGRAMME 253 : Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire	1	0	1	0	1	3	Moyen	
Administration : MINFI								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
PROGRAMME 230 : Mobilisation des recettes fiscales internes non pétrolières	1	0	0	0	0	1	Faible	Le genre est faiblement pris en compte dans les programmes du Ministère. Trois programmes (230, 231,234) affichent le score Faible. L'on note une bonne analyse genre au niveau des stratégies de ces programmes, mais les autres éléments restent neutres. Le Programme 232 est non orienté vers le genre avec un score nul. Le programme 233 quant à lui a fait un effort en inscrivant des activités genre avec des budgets appropriés.
PROGRAMME 231 : Gouvernance douanière, protection de l'espace économique et participation à la sécurité nationale	1	0	0	0	0	1	Faible	
PROGRAMME 232 : gestion du trésor public et suivi du secteur financier	0	0	0	0	0	0	Non orienté	
PROGRAMME 233 : Gestion budgétaire de l'état	0	0	1	0	1	2	Passable	

PROGRAMME 234 : Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur finances	0	0	1	0	0	1	Faible	NB : Le MINFI a un engagement formel à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes A cet effet, le MINFI devrait conduire son analyse situationnelle genre au cours de l'année 2026
---	---	---	---	---	---	---	--------	---

ANNEXE B : cartographie des dépenses sensibles au genre suivant les administrations pilotes

MINDDEVEL

PROGRAMME	ACTION	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
098 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	03 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2709803C001 - Animation de l'action sociale en faveur des hommes et des femmes	TOUTES LES TACHES	21 000	Dépense Courante
098 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	03 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2709803C003 - Formation continue et amélioration des compétences des Hommes et des Femmes du MINDDEVEL	6027F00255 - analyse statistique de l'approche genre des personnels formés	2 000	Dépense Courante
290 - APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION	02 - AMELIORATION LA GESTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DES CTD	2709902C001 - Arrimage des CTD à la budgétisation par programme sensible au genre et à l'enfant	6027F00238 - Accompagnement à la mise en œuvre du budget programme	13 500	Dépense Courante
099 - APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION	03 - MODERNISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DES CTD	2709903C001 - Renforcement des capacités des élus locaux	TOUTES LES TACHES	70 000	Dépense Courante
TOTAL				106 500	

MINEPIA

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
053 - DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ET DES INDUSTRIES ANIMALES	3105301C004 - Soutien des producteurs hommes et femmes de la filière bovine	6031F01605 - Organisation de la Journée Mondiale du Lait	10000	Dépense Courante
	Developpement des chaines de valeur dans les filières de grandes consommations	Contribution de l'Etat-Projet de Développement des chaines de Valeurs d'élevage et de la Pisciculture au Cameroun (PD-CVEP)	670000	Dépense en Capital
	Accompagnement des producteurs femmes et hommes des filières de grande consommations	toutes les taches en fonctionnement	120000	Dépense Courante
		Production et diffusion de poulets villageois au profit des organisation des producteurs	10000	Dépense en Capital

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
	Developpement des Elevages Non Conventionnels (ENC) et des autres filières d'élevage (asines, equines, camelines et animaux de compagnies)	toutes les taches en fonctionnement	10000	Dépense Courante
		Acquisition des géniteurs de ENC au profit des producteurs	45000	Dépense en Capital
	Accompagnement des acteurs femmes et hommes à la production d'aliments composés de qualité	6031F01799 - Renforcement des capacités des éleveurs de bovins laitiers sur la valorisation des residus des cultures en alimentation animales	3000	Dépense Courante
		Acquisition des broyeurs de tiges au profit des éleveurs (laitiers, emboucheurs, etc)	45000	Dépense en Capital
GOUVERNANCE ET GESTION DES FONCTIONS SUPPORT DU MINISTERE	Promotion de la sécurité sociale, de la vie associative et culturelle	- Fonctionnement du Comité Genre	12000	Dépense Courante
		- Etude sur l'analyse situationnelle du genre	50000	Dépense Courante
		Fonctionnement de la Commission centrale de coordination de lutttes contre les IST/VIH/SIDA	12000	Dépense Courante
		- Participation à la Journée de la Femme Rurale	2000	Dépense Courante
		- Célébration de la journée internationale de la femme (JIF)	20000	Dépense Courante
	Gestion des statistiques au MINEPIA	toutes les taches en fonctionnement	120000	Dépense Courante
		Réalisation du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)	100000	Dépense en Capital
	Développement des stratégies, des outils de planification et de programmation des activités du sous-secteur EPIA	Elaboration et actualisation des outils de planification et de programmation	5000	Dépense Courante
TOTAL			1234000	

MINFI

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP 2026	NATURE
GESTION BUDGÉTAIRE DE L'ETAT	Elaboration de la circulaire présidentielle sur la préparation du budget	TOUTES LES TACHES	15512	Dépense Courante
	Elaboration des RAP et des PPA à annexer aux lois des finances	TOUTES LES TACHES	16804	Dépense Courante
	Préparation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)	TOUTES LES TACHES	7756	Dépense Courante
	Organisation Conférences de budgétisation		7756	Dépense Courante
		Organisation des conférences budgétaires de l'exercice 2027 et élaboration du manuel des conférences budgétaires	4911	Dépense Courante
	Finalisation des projets de loi de Finances et de ses annexes	Elaboration de l'annexe budgétaire sensible au genre	4394	Dépense Courante
	Opérations d'ouverture et de clôture de l'exercice budgétaire	Lancement du budget en Région et à un niveau central pour le compte de l'exercice 2026"	377346	Dépense Courante
		-Élaboration de la circulaire d'exécution du budget pour le compte de l'exercice 2027 "	8115	Dépense Courante
	Pilotage et animation des activités de la réforme des finances publiques	Organisation de la session 2025 du Comité Interministériel d'Examen des Programmes (CIEP)"	7332	Dépense Courante
	Suivi des appuis financiers et capitalisation des missions d'assistance technique	Suivi de la Performance pour les Résultats (PforR)	1432	Dépense Courante
	Mise en œuvre le Plan Stratégique de Réforme des Finances Publiques	Implémentation de la Circulaire N°000000023/C/MINFI 02 août 2022 relative à	1374	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP 2026	NATURE
		l'intégration et à l'évaluation de la budgétisation sensible au genre dans le budget de l'Etat		
		Renforcement de l'information budgétaire transmise au Parlement dans la mise en œuvre de la BSG"	1374	Dépense Courante
		Pilotage et animation des activités relatives à la mise en place de la BSG"	1380	Dépense Courante
	Suivi et accompagnement des CTD ainsi que des appuis financiers accordés aux initiatives privées	3 - Elaboration de la Lettre-Circulaire conjointe MINFI/MINDDEVEL relative à la préparation des budgets des CTD pour le compte de l'exercice 2026 et collecte de la synthèse des problématiques auprès des CTD	1901	Dépense Courante
GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR FINANCES	Mise en œuvre de la SND30	- Analyse situationnelle genre	25000	Dépense Courante
	Programmation-budgétisation et suivi	Elaboration du CDMT	35000	Dépense Courante
		Elaboration du PPA du MINFI	60000	Dépense Courante
TOTAL			577387	#NOM?

MINSANTE

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
PREVENTION DE LA MALADIE	Acquisition et distribution des MILDA	Administration du TPI contre le paludisme aux femmes enceintes lors des consultations prénatales	14420	Dépense Courante
	Offre du Conseil et du dépistage volontaire du	Organisation de la semaine Vacances sans SIDA	15000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
	VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique			
	Offre du Conseil, du dépistage volontaire chez les femmes enceintes (FEC) et les nouveau-nés exposés au VIH	TOUTES LES TACHES	10000	Dépense Courante
	Renforcement des actions d'interventions précoces des mésusages des substances dépendogènes en milieux jeunes	TOUTES LES TACHES	3000	Dépense Courante
PROMOTION DE LA SANTE ET NUTRITION	Commémoration des journées internationales de santé	Commémoration de la Semaine Mondiale de l'Allaitement Maternel	18000	Dépense Courante
		Commemoration de la Journée Mondiale de Lutte contre le Paludisme au niveau Central et régional	10000	Dépense Courante
		Commémoration de la journée internationale de lutte contre les fistules obstétricales	5000	Dépense Courante
		Commémoration de la journée internationale de la lutte contre le trafic de la drogue	5000	Dépense Courante
	Communication pour le changement de comportement	Supervision des 20 médias locaux du septentrion et de l'Est dans le cadre de la contribution des médias de proximité à la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile contractualisées dans le cadre de l'appui budgétaire	10000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
		C2D sur l'effectivité de la diffusion des messages en faveur de la LMMN"		
		Organisation des Campagnes de sensibilisation 120 femmes leaders communautaires et traditionnels des régions du septentrion et de l'Est en vue de leur implication dans la lutte contre la mortalité maternelle néonatale et infanto-juvenile	10000	Dépense Courante
		Production des outils de communication et sensibilisation pour plus d'adhésion à l'utilisation des services de SRMNEA	5000	Dépense Courante
		Supervision de 20 radios communautaires du septentrion contractualisées dans le cadre de l'appui budgétaire C2D sur l'effectivité de la diffusion des messages en faveur de la LMMNI	5000	Dépense Courante
	Information et Communication sur le VIH/Sida, IST hépatites virales et tuberculose et COVID-19	TOUTES LES TACHES	20000	Dépense Courante
	Raffermissment de la responsabilité sociale et de la mobilisation communautaire face au problème d'abus des substances addicto-dependogènes	TOUTES LES TACHES	35000	Dépense Courante
	Raffermissment des capacités des acteurs en communication de	TOUTES LES TACHES	20000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
	masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies			
	Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	TOUTES LES TACHES	10000	Dépense Courante
	Renforcement des comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	TOUTES LES TACHES	20000	Dépense Courante
RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 1ère et 2ème catégories	Contribution de l'Etat au Projet de construction et équipement Centre Hospitalier Universitaire de Dschang (CHUR)	200000	Depense en capital
		Projet de construction et équipement d'un complexe hospitalier multifonctionnel à KRIBI (FCP)	200000	Depense en capital
		Projet d'appui à l'élimination de la Transmission du VIH Sida de la Mère à l'Enfant PETVISIDAME (FCP)	181500	Depense en capital
	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4ème; 5ème et 6èmes catégories	Réhabilitation /Extension de l'Hôpital de District de Mvomeka	1500000	Depense en capital
	Implémentation de la phase 1 de la CSU	TOUTES LES TACHES	37807425	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
PRISE EN CHARGE DES CAS	Mise en œuvre du programme de lutte contre la mortalitématernelle et infantile	TOUTES LES TACHES	200000	Dépense Courante
	Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	TOUTES LES TACHES	31739	Dépense Courante
	Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mere-enfant)	TOUTES LES TACHES	38000	Dépense Courante
	Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)	toutes les taches hors finex	7415000	Dépense Courante
GOUVERNANCE ET PILOTAGE STRATÉGIQUE DU SYSTÈME DE SANTE	Coordination des activités des services à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	Suivi des comités de revue/comité de surveillance des décès maternels, périnataux et ripose (4 regions en 2024, 3 en 2025 et 3 en 2025	5000	Dépense Courante
		Supervision des activites de lutte contre les mutilations genitales feminines mises en oeuvre par les acteurs de la lutte contre la mortalite maternelle, neonatale et infanto-juvenile Dns les regions de l'Extreme-Nord et de l'Est	5000	Dépense Courante
		Supervision des activités de lutte contre les mutilations génitales féminines mises en œuvre par les acteurs de la lutte contre la mortalité	5000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
		maternelle, néonatale et infanto-juvénile dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Est		
		Elaboration du plan opérationnel de la lutte contre les fistules obstétricale	5000	Dépense Courante
		Campagne de dépistage du cancer du sein (octobre rose)	3000	Dépense Courante
	Suivi des activités du MINSANTE	Suivi de la mise en œuvre des documents stratégiques de cadrage (ODD,SND 30,SSS, LM/PM/CG, Contribution au discours du PR)	5000	Dépense Courante
		Elaboration de la contribution du MINSANTE au programme Economique et Social du Gouvernement	5000	Dépense Courante
	Coordination et suivi de la gestion financière et Budgétaire Du MINSANTE	Elaboration du Projet de Performance du MINSANTE	209000	Dépense Courante
		Elaboration du Rapport annuel de performance de l'exercice précédent	100000	Dépense Courante
	Gestion budgétaire et financement de la santé F 0	Lancement de l'exécution du budget	75000	Dépense Courante
	Conception et suivi de la mise en œuvre du Système d'Informations Sanitaires	Elaboration de l'annuaire statistique de santé	4000	Dépense Courante
	Elaboration des documents de planification, et de programmation du MINSANTE	toutes les taches	575896	Dépense Courante
TOTAL			48785980	

MINEPAT

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
019 - PLANIFICATION STRATEGIQUE ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	Appui à la mise en œuvre des programmes et projets de développement	Accompagnement des projets des GIC, ONG et Associations	200000	Dépense en Capital
		Contribution de l'Etat pour le projet Filets Sociaux	450000	Dépense en Capital
		Contribution de l'Etat pour le Projet d'Appui à la Résilience Economique	254200	Dépense en Capital
	Mise en œuvre du Projet composante "Planification Sociale" -UNICEF	Contribution de l'Etat pour le Projet composante "Planification Sociale" UNICE	70000	Dépense en Capital
	Renforcement de la prise de conscience nationale sur les interrelations entre population et développement	Organisation des festivités marquant la Journée Mondiale de la Population	35000	Dépense Courante
		Contribution de l'État pour du Projet "Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement" du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	36000	Dépense en Capital
		Contribution de l'Etat pour le Projet d'Appui à la Production des Instruments Stratégiques Nationaux (PAPRINS) de la Coopération Cameroun/PNUD	200000	Dépense en Capital
	Production des outils d'analyse de la situation du développement humain et des ressources humaines de la nation	Coordination des activités de planification des services sociaux et des ressources humaines de la Nation et suivi des questions de population et de genre	51452	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
		Afflux des personnes Déplacées Internes au Cameroun: Analyse des trajectoires migratoire, de la dynamique démographique et des enjeux sociodémographique dans les localités d'accueil (Phase 2)	25000	Dépense en Capital
Appui à la transformation structurelle pour l'accélération de la croissance	Mise en œuvre du Projet d'appui à la Sécurité Alimentaire dans les Territoires Ruraux du Cameroun (SECAL)	toutes les taches	545000	Dépense Courante
	programmation des dépenses	Accompagnement de toutes les administrations à l'élaboration des CDMT 2027-2029 (EPA et CTD)	25000	Dépense Courante
		Organisation des conférences élargies de programmation et de performance associée	46000	Dépense Courante
		Validation technique des" CDMT initiaux" 2027-2029 des administrations, des EPA et CTD	20000	Dépense Courante
		Lancement des travaux de programmation budgétaire 2027 202(Appropriation des nouvelles orientations stratégiques et prioritaires par les équipes d'accompagnement CDMT et par les administrations sectorielles)	20000	Dépense Courante
		Renforcement de capacités du personnel de la Cellule PIP-CDMT	40000	Dépense Courante
	préparation , élaboration et diffusion du budget d'investissement	Organisation du séminaire de lancement de la préparation du BIP	24000	Dépense Courante
		Organisation des Conférences Budgétaires	10000	Dépense Courante
	Centralisation des projets d'investissement public du Gouvernement	toutes les taches	65000	

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire	Evaluation et audits de la dépense	- Revue des activités des administrations publiques	22000	
		Elaboration du guide de la revue des activités	20000	
	Suivi des activités du partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement	Suivi des recommandations de la 4eme enquete de suivi du PMCED	5000	
	Exécution et Suivi de l'exécution du budget	exécution, de cadrage et de relecture des documents budgétaires du CDMT, PPA	15000	
		Organisation du DOB, des ateliers et séminaires d'appropriation, de cadrage et de relecture des documents budgétaires du CDMT, PPA	90000	
	Animation de la chaîne PPBS	toutes les taches	85000	
	Elaboration du Projet de Performance du MINEPAT	toutes les taches	75000	
	Action sociale et renforcement de la solidarité	toutes les taches	96000	
	Organisation des réunions, des cérémonies officielles et autres participations	Participation à la célébration de la journée internationale de la femme	80000	
	Assainissement et mise à jour permanente des fichiers du personnel, de la solde et des pensions	- Mise à jour du fichier du personnel et de la solde du MINEPAT en 2025	15000	
TOTAL			2619652	0

MINESEC

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
RENFORCEMENT DE L'ACCES EQUITABLE ET INCLUSIF AUX ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Suivi de l'exécution des travaux de construction des infrastructures scolaires	TOUTES LES TACHES EN INVESTISSEMENT	64 000	Dépense en Capital
		Suivi de l'exécution des travaux de construction des infrastructures scolaires	15000	Dépense Courante
AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Amélioration des apprentissages des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignants et enseignantes de mathématiques et à la sensibilisation des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS	20000	Dépense Courante
	Amélioration de l'accès au service d'orientation par les élèves filles et garçons	TOUTES LES TACHES	26000	Dépense Courante
	Projet de Prévention Primaire du VIH SIDA chez les adolescents	TOUTES LES TACHES	30000	depense en capital
	Renforcement des activités sportives en milieu scolaire	Organisation des jeux FENASCO -A; aménagement des aires de jeux accordée	140000	Dépense Courante
		Suivi et évaluation de l'application des programmes d'EPS et de l'organisation des spors scolaires	7000	Dépense Courante
	Renforcement du culte d'excellence	TOUTES LES TACHES	70000	Dépense Courante
	DYNAMISATION DES ACTIVITES POST ET PERISCOLAIRES	TOUTES LES TACHES	11000	Dépense Courante
INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Construction et équipement des Lycées Professionnels	Maitrise d'œuvre du projet de Construction du lycée technique et professionnel agricole de Lagdo	61000	Dépense en capital
		Construction et équipement du LP de Douala-Akwa, Fonds de contrepartie en taxes et douanes	100000	Dépense en capital

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
		Maîtrise d'œuvre des travaux de construction du Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yagoua	62000	Dépense en capital
		Achèvement des travaux de construction et d'équipement du Lycée Technique et Bilingue de Maroua	145000	Dépense en capital
		Poursuite du parachèvement des travaux de construction et d'équipement du Lycée Technique de OMBE	300000	Dépense en capital
		Construction et équipement du LP d'Ekounou, Fonds de contrepartie en taxes et douanes	110000	Dépense en capital
		Travaux de construction du Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yagoua	890000	Dépense en capital
		Construction du lycée technique et professionnel agricole de Lagdo	890000	Dépense en capital
		PADESCE-Fonds de contrepartie en numéraire	251000	Dépense en capital
		Construction et équipement du LP d'Ekounou, Fonds de contrepartie	307000	Dépense en capital
		Construction et équipement du LP de Douala-Akwa, Fonds de contrepartie	80000	Dépense en capital
		Projet de mise en place des mini-incubateurs d'entreprise	136000	Dépense en capital
Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des enseignements secondaires	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire	toutes les taches	85000	Dépense Courante
	Elaboration des documents de budgétisation	Elaboration du Rapport de Performance	15000	Dépense Courante
		Revue et Mise à jour du Portefeuille des Activités Prioritaires (PAP)	15000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
		Actualisation du CDMT	35000	Dépense Courante
		Elaboration du Projet de Performance (PPA)	15000	Dépense Courante
	Assainissement des fichiers solde et personnel du MINESEC	toutes les taches	82000	Dépense Courante
TOTAL			3898000	

MINADER

LIB_PROGRAMME	LIB_ACTION	LIB_ACTIVITE	LIB_TACHE	CP_2026	LIB_NATURE_TACHE
320 - PRODUCTION ET PRODUCTIVITE DES FILIERES AGRICOLES	00 - Amélioration de la productivité et de la production des filières céréales	3018401C002 - soutien à la production de la filière maïs	5530120450 - Appui en Investissement au projet PAPMAV-Q	750000	Dépense en Capital
	00 - Amélioration de la productivité et de la production des filières céréales	3018401C002 - soutien à la production de la filière maïs	5730100571 - Appui en Investissement au projet PNADCCLG	700000	Dépense en Capital
	01 - Amélioration de la productivité et de la production des filières racines et tubercules	3018402C001 - Soutien à la production de la filière manioc	5730100572 - Appui en Investissement au projet PADRT	150000	Dépense en Capital
	03 - Amélioration de la productivité et de la production des autres filières	Soutien à la production de la filière maraîchère	5530120452 - Appui en Investissement au projet PNAPCM	436000	Dépense en Capital
	03 - Amélioration de la productivité et de la production des autres filières	3018404C007 - Appui en matériels et équipements agricoles	5930100033 - Acquisition des petites unités de transformation et de conditionnement des produits maraichers	150148	Dépense en Capital

LIB_PROGRAMME	LIB_ACTION	LIB_ACTIVITE	LIB_TACHE	CP_2026	LIB_NATURE_TACHE
	03 - Amélioration de la productivité et de la production des autres filières	3018404C007 - Appui en matériels et équipements agricoles	5930I00037 - Acquisition et installation d'un kit unité de production de la farine locale de plantain PNDCF	50000	Dépense en Capital
	03 - Amélioration de la productivité et de la production des autres filières	3018404C007 - Appui en matériels et équipements agricoles	5930I00038 - Achat et distribution du petit matériel de production des céréales et légumineuses à graines.	150000	Dépense en Capital
	03 - Amélioration de la productivité et de la production des autres filières	3018404C007 - Appui en matériels et équipements agricoles	5930I00043 - ACQUISITION DES PETITS EQUIPEMENTS DE PRODUCTION AUX OPERATEURS PRIVES DE LA FILIERE MIL/SOJA: PIISAH	200000	Dépense en Capital
	04 Structuration, appui conseil et vulgarisation agricole auprès des acteurs	Mise en place des champs écoles et unité de démonstration (19 000 villages)	Mise en place des champs écoles des producteurs de manioc et pomme de terre: PADRT	100000	Dépense en Capital
321 - GESTION DURABLE DES SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLE ET SECURITE ALIMENTAIRE	01 - Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables	3018502C001 - Renforcement du système d'information et d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	5830I00053 - Evaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN) dans les 10 régions du Cameroun (PNVRSA)	40000	Dépense en Capital
			Collecte et analyse des données d'enquête sur la sécurité alimentaire: PNVRSA	40000	Dépense en Capital
	06 Aménagements hydro-agricoles	Aménagement des bas-fonds	Subvention en Investissement au Projet de Développement Rural du Mont MBAPPIT	91000	Dépense en Capital

LIB_PROGRAMME	LIB_ACTION	LIB_ACTIVITE	LIB_TACHE	CP_2026	LIB_NATURE_TACHE
	09 - Promotion de l'agriculture résiliente sensible au genre	3018509D001 - Accompagnement des femmes dans la prise en compte des techniques innovante de production, conservation et transformation	6030F02959 - Analyse situationnelle du genre au MINADER	10000	Dépense Courante
323 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	02 - Planification et Gestion budgétaire	3018702D007 - Préparation, élaboration et diffusion du budget du MINADER	6030F02881 - Production des documents de performance:Revue des activites des administrations	20000	Dépense Courante
	02 - Planification et Gestion budgétaire	3018702D007 - Préparation, élaboration et diffusion du budget du MINADER	6030F02890 - Elaboration des documents de conférences budgétaires:UPEB	22000	Dépense Courante
	02 - Planification et Gestion budgétaire	3018702D007 - Préparation, élaboration et diffusion du budget du MINADER	6030F02891 - Elaboration des documents du CEPB-PA du MINADER :UPEB	25000	Dépense Courante
	02 - Planification et Gestion budgétaire	3018702D007 - Préparation, élaboration et diffusion du budget du MINADER	6030F02904 - Elaboration du RAP du MINADER:SG	20000	Dépense Courante
	00 Pilotage et coordination des actions du Ministère		Coordination des activités de l'Unité de suivi de la journée mondiale de l'Alimentation, Telefood et food for progress program, femmes rurales, point focal genre	5000	Dépense Courante
	00 Pilotage et coordination des actions du Ministère	Coordination des activités du MINADER	Coordination des activités UNITE GENRE	4000	Dépense Courante

LIB_PROGRAMME	LIB_ACTION	LIB_ACTIVITE	LIB_TACHE	CP_2026	LIB_NATURE_TACHE
	01 Amélioration du cadre de travail, du climat social et Gestion optimale des Ressources Budgétaires	Formation et renforcement des capacités du personnel	Formation des agents hommes et femmes de la DRH sur le traitement des actes de carrière: DRH	5000	Dépense Courante
	01 Amélioration du cadre de travail, du climat social et Gestion optimale des Ressources Budgétaires	Promotion du genre et lutte contre les IST/VIH/SIDA/COVID-1	Promotion du genre et lutte contre les maladies virales (IST/VIH SIDA): DRH	8000	Dépense Courante
	03 Communication, Relations Publiques et Partenariat	Organisation et participation aux foires, fora et conférences	journée de la femme rurale	8000	Dépense Courante
		Organisation et participation aux foires, fora et conférences	Achat des pagnes du MINADER et du 08 mars	7000	Dépense Courante
		Organisation et participation aux foires, fora et conférences	Célébration de la journée internationale de la Femme: DRH	8000	Dépense Courante
TOTAL				2999148	

MINAS

LIB_PROGRAMME	LIB_ACTIVITE	LIB_TACHE	CP_2026
PROTECTION DE L'ENFANT	Renforcement des mécanismes de lutte contre le phénomène des Enfants De la Rue (EDR)	TOUTES LES TACHES	50000
	uivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflits avec la loi	TOUTES LES TACHES	32400
	Accompagnement des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	TOUTES LES TACHES	143500

LIB_PROGRAMME	LIB_ACTIVITE	LIB_TACHE	CP_2026
	Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	TOUTES LES TACHES	97500
	Suivi et prise en charge des enfants victimes de traite, trafic, travail des enfants, des négligences et autres abus et exploitations	6042F04404 - Suivi et accompagnement psychosocial des enfants victimes de négligence, de traite et de trafic	518400
	Suivi et prise en charge des enfants victimes de traite, trafic, travail des enfants, des négligences et autres abus et exploitations	Fonds de contrepartie en dépenses réels du cadre de coopération MINAS-UNICEF	150000
	Prise en charge des enfants vulnérables filles et garçons dans les institutions pour l'éveil précoce	TOUTES LES TACHES	64000
	Assistance éducative aux jeunes enfants en situation de vulnérabilité	TOUTES LES TACHES	37000
	Organisation du parlement des Enfants	TOUTES LES TACHES	55000
431 ACTION SOCIALE AU PROFIT DES GROUPES VULNERABLES	Renforcement des mesures de promotion des hommes et femmes handicapées	Appui à l'insertion scolaire des PH et Indigents par les DDAS	145000
	Adaptation et optimisation de l'offre de prévention, de dépistage précoce des incapacités et de réadaptation fonctionnelle des hommes et femmes handicapées	Sensibilisation des familles et des communautés pour la scolarisation de l'enfants handicapés	4650
		7 - Octrois des frais de participations aux examens et d'éducation spéciale aux enfants handicapés	10000
		Prise en charge holistique des pensionnaires du RIB de Buea	33000
		Prise en charge holistique des pensionnaires du Bobine d'Or d'Ekounou	22000
	Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes	TOUTES LES TACHES	20000

LIB_PROGRAMME	LIB_ACTIVITE	LIB_TACHE	CP_2026
	Promotion de la participation des hommes et femmes issus des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	TOUTES LES TACHES	62000
	Amélioration de l'accès des PAV à l'éducation et à la formation	TOUTES LES TACHES	15000
	Accompagnement psychosocial des personnes déplacées internes et des réfugiés	TOUTES LES TACHES	310000
	Action sociale contres les fléaux sociaux	TOUTES LES TACHES	6000
	Lutte contre la traite et le trafic des personnes	TOUTES LES TACHES	17500
UTONOMISATION ECONOMIQUE DES PERSONNES SOCIALEMENT VULNERABLES P	Promotion de l'emploi productif et inclusion économique des PSV	TOUTES LES TACHES	50000
I79 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES	Suivi de la mise en œuvre de la SND30 et des politiques sectorielles	TOUTES LES TACHES	44000
	Elaboration/Actualisation des documents budgétaires	TOUTES LES TACHES	61000
	Planification stratégique	Travaux de mise en place du projet de valorisation du temps et d'autonomisation des femmes socialement vulnérables	8000
		- Revue des travaux de planification et de budgétisation sensible au genre dans le sous-secteur des Affaires sociales	9500
		Analyse situationnelle genre au MINAS	30000
		- Elaboration et production du rapport de revue des activités	9000
		Travaux de mise en place du projet de valorisation du temps et d'autonomisation des femmes socialement vulnérables	8000
	Planification opérationnelle	TOUTES LES TACHES	48500

LIB_PROGRAMME	LIB_ACTIVITE	LIB_TACHE	CP_2026
	Suivi et analyse des indicateurs sociaux	TOUTES LES TACHES	8000
	Production périodique de l'information statistique sur les affaires sociales	TOUTES LES TACHES	70500
	Assistance multiforme aux personnels féminins et masculins en difficultés	TOUTES LES TACHES	23000
	4217904C003 - Participation du MINAS aux journées Commémoratives	6042F04026 - Organisation de la célébration de la Journée Internationale de la Femme au MINAS	19000
	4217904C003 - Participation du MINAS aux journées Commémoratives	Participation à la célébration de la Journée Mondiale de lutte contre le Paludisme	3000
TOTAL			2184450

MINEDUB

PROGRAMME	ACTION	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
102 - UNIVERSALISATION DU CYCLE PRIMAIRE	01 - RENFORCEMENT DE L'OFFRE D'ÉDUCATION AU CYCLE PRIMAIRE	1510201C002 - Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP)	TOUTES LES TACHES	1770540	Dépense Courante
	01 - RENFORCEMENT DE L'OFFRE D'ÉDUCATION AU CYCLE PRIMAIRE	1519701A003 - Réhabilitation des salles de classe des Ecoles primaires Publiques	TOUTES LES TACHES	1160000	Dépense en Capital
	01 - RENFORCEMENT DE L'OFFRE D'ÉDUCATION AU CYCLE PRIMAIRE	1519701A005 - Construction et Equipement des salles de classe dans les EP	TOUTES LES TACHES	135000	Dépense en Capital

PROGRAMME	ACTION	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
	02 - AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES	1510202C001 - Construction des écoles témoins	TOUTES LES TACHES	2730200	Dépense en Capital
	02 - AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES	1510202C001 - Construction des écoles témoins	TOUTES LES TACHES	62200	Dépense en Capital
	02 - AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES	1519702A003 - Transfert des ressources de fonctionnement aux écoles primaires publiques	TOUTES LES TACHES	100000	Dépense en Capital
	02 - AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES	1519702A003 - Transfert des ressources de fonctionnement aux écoles primaires publiques	TOUTES LES TACHES	9072366	Dépense Courante
	02 - AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES	1519702A015 - Promotion de la santé scolaire	6015F00025 - Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire Sous-Direction de la Santé Scolaire	100500	Dépense Courante
		Développement des activités post et péri scolaires	TOUTES LES TACHES	1497354	Dépense Courante
	02 - AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES	1519702A017 - Fidelisation du Personnel Affecté dans les Etablissements Scolaires en ZEP	TOUTES LES TACHES	920000	Dépense Courante
	03 - SOUTIEN A LA SCOLARISATION DE LA JEUNE FILLE	1519703A006 - Education de la jeune fille	TOUTES LES TACHES	980000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTION	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
103- ALPHABÉTISATION		Sensibilisation des populations sur l'importance de l'alphabétisation	Journée Internationale de l'Alphabétisation	25000	Dépense Courante
		Renforcement du pilotage et la gouvernance en éducation de base non formelle	Mise en œuvre et Suivi de la Politique nationale d'alphabétisation et de l'éducation de base non formelle et de la formation en langues nationales	25000	Dépense Courante
		Mise en œuvre des stratégies de déploiement de l'Education de base non formelle	TOUTES LES TACHES	129500	Dépense Courante
	03 - RENFORCEMENT DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES	1510303C001 - Mise en oeuvre des stratégies de lutte contre l'analphabétisme	6015F00352 - Renforcement des techniques innovants de promotion des langues nationales	10500	Dépense Courante
QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT ET DES APPRENTISSAGES AU SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE		Renforcement des programmes d'alphabétisation afin de valoriser le capital humain en général et en particulier celui des femmes	TOUTES LES TACHES	15500	Dépense Courante
		Équipement des CPC en matériel de supervision pédagogique et de sensibilisation à l'envoi des filles à l'école	TOUTES LES TACHES	95000	depenses en capital
104 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR EDUCATION DE BASE	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1510401D001 - Systématisation de l'évaluation des acquis scolaires	TOUTES LES TACHES	698802	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A012 - suivi/Evaluation des activités menées au MINEDUB	6015F00084 - Suivi du Paquet Minimum	55000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A012 - suivi/Evaluation des activités menées au MINEDUB	6015F01355 - Mise en oeuvre du Plan d'Action du Comité Interministériel de lutte contre la culture du Cannabis	100000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTION	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00018 - Préparation de la participation du Cameroun à la 43ème session de la Conférence Générale de l'UNESCO	550000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00052 - Appui à la mise en oeuvre du fonds d'Appui à la Santé Scolaire (FASS)	200000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00053 - mise en oeuvre de la politique d'alimentation scolaire au MINEDUB	250000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00089 - Atelier de relecture et de validation du Rapport Annuel de Performance (RAP) du MINEDUB	140000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00095 - Elaboration RPA	15000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00096 - Elaboration CDMT et document CEP	59350	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00097 - Elaboration du PAP (Revue et actualisation des programmes)	45640	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00098 - Conférence budgétaire	50000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00100 - Atelier lancement de la préparation du budget	200000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTION	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00102 - Descente pour la collecte des données pour la préparation du budget et suivi de l'exécution du budget	35000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00103 - Atelier lancement de l'exécution du budget au Ministère de l'Education de Base	225000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F00104 - Préparation et suivi de l'exécution du Budget	51000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F03111 - préparation de la participation du MINEDUB aux CIEP	100000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F03186 - Atelier de relecture et de validation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du MINEDUB	60000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F03187 - Atelier de relecture et de validation du Projet de Performance Annuel (PPA) du MINEDUB	70000	Dépense Courante
	01 - AMELIORATION DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC	1519817A013 - Gestion Budgétaire	6015F03549 - Opérationnalisation/Contextualisation de la Politique Nationale du Genre dans le sous-secteur de l'Education de Base	20000	Dépense Courante
	02 - ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION DU	1510402C001 - SUIVI/EVALAUTION DES GRANDES ORIENTATIONS CONCERNANT LE MINEDUB DANS LES DOCUMENTS	6015F00360 - Coordination, suivi et évaluation de l'Agenda ODD4- Education 2030-MINEDUB	10000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTION	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
	SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE	STRATEGIQUES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX			
	02 - ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE	1510402C001 - SUIVI/EVALAUTION DES GRANDES ORIENTATIONS CONCERNANT LE MINEDUB DANS LES DOCUMENTS STRATEGIQUES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX	6015F00360 - Coordination, suivi et évaluation de l'Agenda ODD4-Education 2030-MINEDUB	10000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F00076 - Conduite et évaluation national du recensement scolaire sur le terrain	60000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F00077 - Atelier de lancement du recensement scolaire en vue de la Conduite et évaluation de l'opération dans la Région de l'Adamaoua DREB	7000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F00078 - Atelier de lancement du recensement scolaire en vue de la Conduite et évaluation de l'opération dans la Région de l'EST	7000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F01456 - Atelier de lancement du recensement scolaire DREB Centre	7000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F01457 - Atelier de lancement du recensement scolaire en vue de la Conduite et évaluation de l'opération dans la Région de l'Extrême-nord	7000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F01458 - Atelier de lancement du recensement scolaire en vue de la	7000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTION	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
			Conduite et évaluation de l'opération dans la Région du Littoral		
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F01459 - Atelier de lancement du recensement scolaire en vue de la Conduite et évaluation de l'opération dans la Région NORD	7000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F01460 - Atelier de lancement du recensement scolaire en vue de la Conduite et évaluation de l'opération dans la Région SUD	7000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F01461 - Atelier de lancement du recensement scolaire en vue de la Conduite et évaluation de l'opération dans la Région de OUEST	7000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F01462 - Atelier de lancement du recensement scolaire en vue de la Conduite et évaluation de l'opération dans la Région NORD-OUEST	7000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A001 - Collecte et traitement des données Statistiques	6015F01463 - Atelier de lancement du recensement scolaire en vue de la Conduite et évaluation de l'opération dans la Région SUD-OUEST	7000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A003 - Traitement et production des outils d'aide à la décision	6015F00324 - Saisie, codification, Apurement des données et production des rapports d'analyse et de l'annuaire statistique DPPC	100000	Dépense Courante
	03 - AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	1519818A003 - Traitement et production des outils d'aide à la décision	6015F00325 - Atelier de Partage des Résultats et Diffusion des Données Statistiques	10000	Dépense Courante

PROGRAMME	ACTION	ACTIVITE	TACHE	CP_2026	NATURE
	04 - AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PERSONNELS	1519819B010 - Stratégie de riposte contre le COVID-19	6015F00318 - Gestion de la lutte contre la propagation de la COVID-19 au MINEDUB	5000	Dépense Courante
	06 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINEDUB	1519810A005 - Motivation des enseignants et des personnels	6015F00021 - primes spécifiques des enseignants exerçant dans la zone de MOUANKO	10000	Dépense Courante
	06 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINEDUB	1519810A005 - Motivation des enseignants et des personnels	6015F00335 - primes spécifiques des enseignants exerçant dans la zone de DARAK	35000	Dépense Courante
	06 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINEDUB	1519810A005 - Motivation des enseignants et des personnels	6015F00336 - primes spécifiques des enseignants exerçant dans la zone de BAKASSI	70000	Dépense Courante
	06 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINEDUB	1519810A005 - Motivation des enseignants et des personnels	6015F00337 - primes spécifiques des enseignants exerçant dans la zone de MANOKA	20000	Dépense Courante
TOTAL				22153452	